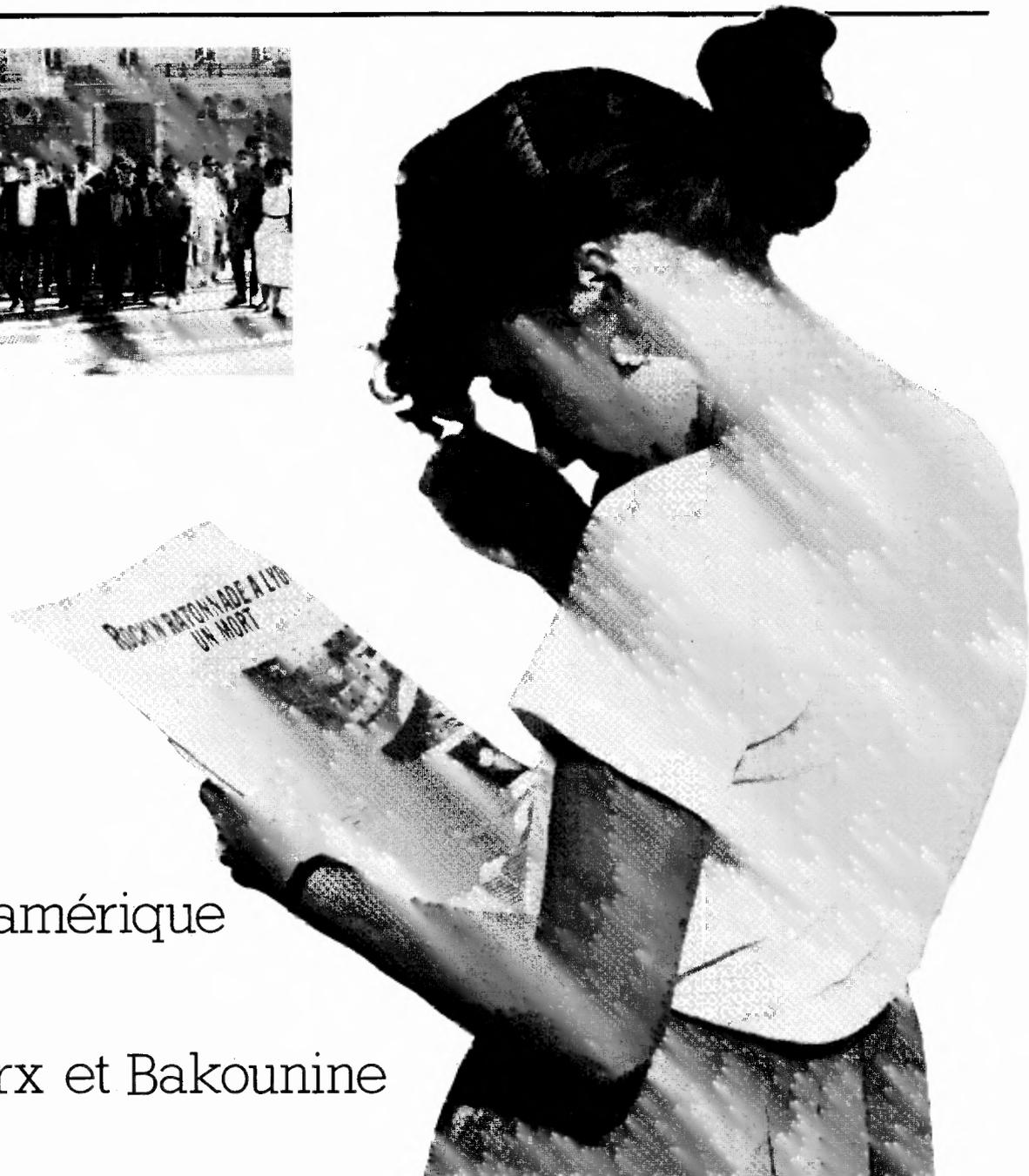


CONTRE TOUS LES RACISMES



Nicaragua
Le défi à l'amérique

DOSSIER
Rubel, Marx et Bakounine



**I.R.L. : INFORMATIONS ET
REFLEXIONS LIBERTAIRES**
Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal n. 7867 - janvier 85

Rédaction et administration:

IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL - Rédaction Parisienne:

c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse
75005 PARIS

ABONNEMENT

5 numéros (1 an) : 70 F

10 numéros (2 ans) : 140 F

De soutien (2 ans) : 200 F

Diffusion militante (5 exemplaires
pendant 1 an) : 300 F

(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTE: Le numéro qui figure en
haut et à droite de votre adresse
sur l'enveloppe d'expédition est le
numéro du dernier IRL que vous
devriez recevoir. Nous vous deman-
dons de bien vouloir vous réabonner
dès que votre abonnement arrive à
échéance.

S O M M A I R E

TU VOTES, TU ES MORT, TU NE VOTES PAS, TU ES MORT AUSSI ! page 4

NICARAGUA : LE DEFI A L'AMERIQUE pages 5 à 10

J. ELLUL : ANARCHISME ET CHRISTIANISME. page 11

BONJOUR LA CULTURE page 12

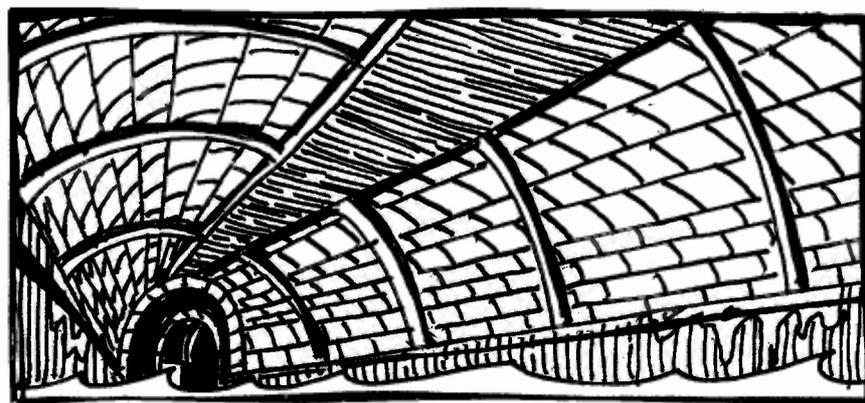
RUBEL, MARX ET BAKOUNINE pages 13 à 21

D. GUERIN : REFLEXIONS REVOLUTIONNAIRES pages 22 à 24

JAPON: L'ORDRE PLUS LE POUVOIR. pages 25 à 29

EST-INFO, RUBRIQUE SUR LES PAYS DE L'EST pages 29 à 31

LETTRES ET COMMUNIQUEES. pages 30 à 34



NORDINE MECHTA

Il aurait eu 23 ans ce mercredi
de 1985

Nordine, notre ami, notre
frère, nous a quitté pour
toujours.

Lâchement assassiné à Lyon
par trois videurs du West-Side
Il n'était pas très grand, plutôt
frêle, calme et doux.

Un sourire tendre qui donnait
envie de l'embrasser

Il vivait avec sa copine
Christelle dans un vrai nid
d'amour. Sans histoire, une
vie tranquille et paisible.

Aujourd'hui ils t'ont arraché
pour toujours. Tu es enterré là
où tu le désirais, en Algérie.

Mais tu es dans notre cœur à
jamais Nordine

Que justice soit faite pour
Nordine Mechta

Notre ami

Tous ses amis

Dans la nuit du 28 au 29 septembre, la péniche «le Frédéric Mistral» était louée par le West-Side Club pour une soirée «boîte de nuit». A l'entrée, comme toujours dans ces cas-là, des videurs, engagés par les organisateurs. Il faut préciser que le West-Side est bien connu sur Lyon pour refuser systématiquement et agressivement l'entrée des soirées qu'il organise aux immigrés. En fin de soirée, Karim essaie d'entrer sans payer, comme c'est souvent possible à ces heures-ci. Il est jeté à la Saône, sans ménagement, par le service d'ordre. Son copain, Nordine Mechta, avec qui il avait passé la soirée jusque là, vient demander des explications aux videurs. Il est pris en chasse par eux, rattrapé dans une allée et frappé de plusieurs coups de poignards. Arrêtés, les agresseurs n'ont manifesté aucun remords, au contraire, à avoir assassiné un «bougnoles».

Dès le lundi matin, le jour de l'inculpation, cinq cents personnes se rassemblent devant le Palais de Justice. Le lendemain, un dépôt de gerbes est organisé devant le lieu où Nordine a été tué.

Le samedi 5 octobre, une manifestation organisée par les Jeunes Arabes de Lyon, la famille et les amis de Nordine, réunissait plus de deux mille personnes, sous une pluie battante. On n'avait pas vu depuis longtemps à Lyon une manif d'une telle émotion. Des moments de tension très forte témoignaient de la colère des manifestants.

IRL-Lyon

PS: Un concert contre le racisme est organisé à la Bourse du Travail de Lyon le samedi 26 octobre.

Un coup de couteau



Un coup de couteau, une nuit, et ce qui était le quotidien bascule dans l'horreur.

Un coup de couteau, ce n'est pourtant qu'un geste comme un autre. Un geste qui suit logiquement tous ceux qui l'ont précédé, le mépris de tous les jours, les regards soupçonneux qui vous suivent depuis votre enfance, les allusions qui ne se veulent pas même méchantes, mais qui s'accumulent au fil des jours, des mois, des années, les portes qui se ferment et les regards, surtout les regards qui se détournent, ou se font différents lorsqu'ils se portent sur vous, ou qui refusent le votre. Tout cela qui, au fil des jours, des mois, des années, fait de vous un étranger.

Alors, une nuit, un coup de couteau, ce n'est après tout qu'un mouvement du bras, un geste comme tant d'autres qui se voulaient injurieux, accompagné d'un regard haineux, comme ceux autour desquels toute une enfance a grandi, avec des paroles méprisantes qui sont celles qui fleurissent de tant de bouches, sur tant de murs.

Alors, une nuit, le quotidien bascule dans l'horreur. Pour éliminer celle-ci, il suffira de désigner à la vindicte publique trois imbéciles qui ont mis en actes des mots, des pensées qui rôdent partout. Les autres, tous les autres pourront se sentir innocents, et nous aussi d'avoir toléré, ou de n'avoir pas su enrayer cette bêtise haineuse.

L'horreur raciste n'est pas dans ce geste isolé, elle est dans le quotidien horrible qui en est le terreau, et qui permet que de plus en plus souvent, de plus en plus banalement, il se répète.

Alain

Tu votes Tu es mort Tu ne votes pas Tu es mort aussi !

Les questions qui portent sur l'immigration sont souvent abordées dans une perspective réductionniste et homogénéisante : les problèmes rencontrés par les immigrés sont ceux des classes populaires françaises « On est tous dans la même galère, même patron, même combat... ». En effaçant les inégalités au sein des opprimés, cette idéologie ouvriériste tente de faire entrer tous les problèmes de l'humanité dans le moule des réponses classiques données par les révolutionnaires d'une certaine époque, et non d'imaginer de nouvelles alternatives et d'adapter ces réponses aux situations qui apparaissent. Les défenseurs de cette idéologie ignorent souvent tout des conditions sociales et juridiques des migrants, de la même façon qu'ils n'ont qu'une vision schématique et simpliste de la paupérisation en France. Les réponses figées et stéréotypées du passé fonctionnent comme des éléments sécurisants contre des situations nouvelles qui pourraient compromettre l'alliance avec les principes.

Le vote immigré - suscité par le test de Mons-en-Baroeul - a été l'occasion pour certains libertaires de rappeler les positions sacro-saintes des anarchistes concernant le refus de toute participation électorale. Il ne reste plus après cela que de consoler les immigrés en leur rappelant que les Français sont dans la même situation bien qu'ils votent. Des expressions telles que : « il ne suffit pas de voter pour être émancipé » reviennent souvent. Vérité première. On peut même ajouter qu'il ne suffit pas d'avoir un logement, de pouvoir emmener ses enfants à l'école, de pouvoir bénéficier des soins médicaux ou d'avoir du travail... pour être émancipé. Il suffit de quoi ? De tout cela peut-être ! C'est aux premiers concernés de décider de ce qu'ils doivent faire, et c'est à nous de radicaliser les revendications à partir de ce qu'ils vivent. Tout en soutenant l'indivisibilité des droits politiques des immigrés, il faut se mettre en garde contre les délégations de pouvoir qui équivalent à une démission ou à une renonciation aux autres droits politiques.

Avant de savoir l'impact de ce vote sur les conditions de vie des immigrés, il est important de s'interroger sur les volontés et les intentions de le rendre réel par le pouvoir public.

Malgré la substitution d'une immigration passagère et roulante par

une immigration structurelle et durable, la législation a très peu changé en faveur d'une plus grande stabilité des populations d'origine étrangère. La carte de dix ans qui est censée rapprocher les statuts juridiques entre les Français et les immigrés a jeté dans le provisoire et de façon définitive tous ceux qui ne peuvent satisfaire les critères draconiens pour l'obtention de cette carte. La dynamisation de l'Aide au retour et la nouvelle réglementation sur le Regroupement familial, nous rappellent, s'il le faut, que la volonté politique est non à la participation des immigrés à la gestion des communes dans lesquelles ils vivent, mais plutôt aux expulsions et à l'assimilation des expressions différentes.

C'est dans cette conjoncture marquée par la marginalisation juridique et sociale et par la montée du racisme que l'Etat fait semblant de mettre en place un vote à Mons-en-Baroeul pour une représentation purement consultative des immigrés au conseil municipal. Les déclarations politiciennes laissent prévoir une politique de plus en plus répressive sous le prétexte de protéger « les bons étrangers ». En l'absence de voix délibérative des élus immigrés, le vote de Mons n'était qu'une mascarade organisée par le pouvoir afin de fester la participation immigrée aux pratiques des urnes. Ce n'est pas avec la précarité de leur statut et encore moins avec trois représentants à voix consultative que les immigrés mal-logés ou en chômage pourraient sanctionner la politique des élus. Le refus de la proposition de la nouvelle citoyenneté s'explique par la crainte des autorités politiques, toutes tendances confondues, de l'émergence d'un nouvel acteur. Désacraliser la nationalité signifie l'introduction de l'immigré dans le champ politique. Or dans l'inconscient de la majorité des Français il me semble que la conception de l'immigré en tant que force de travail prédomine. Même dans les milieux révolutionnaires l'internationalisme relève souvent du discours. L'idée d'une citoyenneté sans territoire accordée aux résidents et non seulement aux nationaux n'a pas mobilisé ces milieux qui préfèrent utiliser un langage maximaliste non inscrit dans le réel.

Le refus d'accepter la nouvelle citoyenneté et de garantir la stabilité du statut juridique et social des immigrés, tout en accentuant une politique répressive de reconduction à la frontière...

condamne ces populations à considérer le vote comme la contre-partie à une naturalisation et donc à une assimilation dans le cadre de l'Etat-Nation. Accepter la naturalisation et le vote à cette condition, c'est disparaître en tant qu'entité différente et liquider toute résistance à la politique assimilationniste. L'hypocrisie de ceux qui disposent de papiers, consiste à dire que l'identité de l'individu n'est pas dans ses papiers.

Dans le cadre des déplacements actuels de populations des pays du Tiers Monde vers l'occident, refuser le vote immigré - au nom de l'hostilité au parlementarisme - est éliminer une chance (aussi minime soit-elle) de sanctionner la politique des élus qui pratiquent la discrimination raciste sur le plan du logement et des autres droits sociaux. Il est logique pour quelqu'un qui bénéficie du droit de vote de refuser de le pratiquer, mais cette attitude est dénuée de sens pour ceux à qui on refuse ce droit. La reconnaissance du droit de vote aux femmes en 1945 n'a pas changé fondamentalement leur condition, il n'empêche que sans ce droit, l'égalité même formelle ne serait pas possible.

Ceci dit, bien que le droit de vote soit une partie intégrante des droits politiques des immigrés, il ne les épuise pas. Il a fallu se battre pour être représentés aux délégations de personnel et aux comités d'entreprise. C'est seulement en 1972 que la loi du 27 juin a aboli les conditions de nationalité pour être représenté à ces instances.

Il a fallu se battre pour le droit d'association. Dans un pays qui prétend être démocratique, c'est seulement en 1981 qu'a été supprimé l'autorisation préalable pour la constitution d'une association 1901 par les immigrés (loi du 9 octobre 1981).

Aujourd'hui le combat politique urgent est d'imposer une définition non économique des immigrés. Pour leur majorité, ils vont rester en France tout en voulant préserver leurs différences. C'est le sens de la revendication de la nouvelle citoyenneté :

Les immigrés se battent contre deux Etats : celui de la société d'origine, et de la société d'installation. Les accords bilatéraux passés entre les deux gouvernements se font en dehors d'une représentation ou d'une consultation des travailleurs immigrés et de leurs familles. Ce sont les ambassades et les amicales qui sont à leur solde qui décident des modalités d'allocation familiale, des réseaux d'accueil, du retour, de l'apprentissage des langues et des cultures d'origine. Les militants immigrés ne bénéficient d'aucune protection en rentrant dans leur pays d'origine et subissent des représailles du fait d'avoir participé aux luttes dans le pays d'installation, et d'avoir acquis une expérience politique ou syndicale. Que faire pour que ça change ?

ABDOUL LE BOUGNOUL

LE DEFI A L'AMERIQUE



«Le peuple du Nicaragua est tombé derrière le rideau de fer. C'est un devoir moral pour les Etats-Unis de faire que cela ne soit pas permanent.»

*George Schultz
Secrétaire d'Etat américain
NYT, 20/2/85*

«Dans l'éventualité d'une intervention nord américaine, que le monde sache que le peuple du Nicaragua, nu pied, en guenille, l'estomac vide, luttera jusqu'au bout pour obtenir la paix, en triomphant de l'envahisseur ou bien en se sacrifiant si l'agressivité de l'impérialisme nous y contraint.»

*Daniel Ortega
Assemblée Générale de l'ONU, 2/10/84*

LE PAYS DE SANDINO

UN PAYS VOLCANIQUE

Dès mon départ des USA, me voici plongé dans une ambiance révolutionnaire. A la station de bus, j'ai affaire à Mr Sandino, employé modèle de la compagnie Greyhound à New-York!

Depuis l'avion, avant l'atterrissage, on voit un impressionnant panache de fumée qui sort du volcan Santiago, à quelques kilomètres de Managua. Le Nicaragua est un pays de volcans, il y en a cinquante, dont sept en activité. Il existe

une unité de production d'électricité d'origine géothermique près de Managua.

Les rues sont remplies de jeunes, le Nicaragua est un pays de jeunes avec

50% de la population qui a moins de 16 ans.

Le nombre de rocking-chairs est surprenant, on en trouve de toutes les tailles, y compris pour les bébés. Scène typique: sur le trottoir devant sa porte grande ouverte, une grand-mère se balance doucement dans son fauteuil, avec à côté d'elle, sur son perchoir, un superbe perroquet en liberté.

Chez les particuliers, dans les bureaux, on trouve côte à côte, couple étonnant, des posters du Christ et du Che, ou bien du pape et de Carlos Fonseca, l'un des fondateurs du front sandiniste.

Au bord de la route, près de la capitale, on voit de grands panneaux publicitaires pour divers partis politiques, pour le service militaire ou pour... Coca-Cola.

Les véhicules portent la mention NICARAGUA LIBRE sur les plaques d'immatriculation. Sur les murs, un peu partout des graffitis: «VIVE LE FSLN» (Front Sandiniste de Libération Nationale), «NO PASARAN» (Ils ne passeront pas) et souvent une silhouette surmontée d'un large chapeau: le général Sandino qui a combattu l'armée d'occupation américaine à partir de 1927 et fut assassiné en 1934. Sandino, figure quasi mythique, est devenu le fondement de la révolution.

Dans les rues, les autobus, à l'entrée des bâtiments publics, on croise des soldats et des miliciens souvent très jeunes, armés de mitraillettes. Cela pourrait se traduire par une certaine tension, voire de l'agressivité, mais il n'en est rien; conscience politique ou

tempérament du pays, c'est la gentillesse qui l'emporte dans les contacts avec ces jeunes en arme.

UNE TERRE DE POETES ET DE... BUREAUCRATES

Dans le Nicaragua révolutionnaire la paperasserie est devenue un phénomène colossal, ahurissant. La patience est la vertu nécessaire de tout citoyen. La moindre formalité peut exiger des heures d'attente dans une queue interminable pour s'entendre dire parfois qu'il faut s'adresser au guichet suivant.

Au centre de presse de Managua, après quelques jours, j'ai fini par me lier d'amitié avec le jeune bureaucrate chargé de me faire attendre, ceci pour découvrir qu'il est poète à ses heures. Le Nicaragua est le pays des poètes, ce peuple de 3 millions d'habitants a donné naissance à un nombre incroyable d'écrivains (Ernesto Cardenal, poète et ministre de la Culture vient d'être décoré par la France). J'ai interrogé des paysans, des ouvriers, des soldats, je n'en ai pas trouvé un qui ne s'intéresse à la poésie. Les trois quotidiens, toutes tendances confondues, publient chaque semaine un supplément... poétique écrit par les lecteurs.

LES AMERICAINS

Le gouvernement américain est pratiquement en guerre contre le minuscule Nicaragua. J'ai voyagé pendant une semaine avec un Américain: je n'ai pas vu la moindre réaction d'hostilité. Tout le monde fait la différence entre le peuple américain et le gouvernement, peut-être parce que les Américains appartenant à divers groupes de solidarité sont très nombreux dans le pays.

Dialogue au bord de la route en faisant du stop:

- On a été un peu imprudent de s'engager sur cette route sans s'être renseigné pour savoir s'il y a des contras ici (1).
- Les rencontrer serait une expérience intéressante.
- Oui, mais peut-être notre dernière expérience.

Il n'y a pas de guerre civile à l'intérieur du Nicaragua; à moins de s'approcher des frontières on se déplace actuellement sans trop de risques.

VOUS AVEZ DIT: CENSURE

Débarquant à Managua imbibé des déclarations du Président Reagan, je m'attendais à découvrir un peuple condamné au silence, toute contestation étouffée.

En fait, il existe un journal d'opposition de droite, La Prensa, largement diffusé et assez populaire, car il critique très ouvertement les insuffisances du régime. Mais le ton général est partial et cherche à donner l'image d'un gouvernement totalement incompétent, conduisant le

pays vers la dictature. La Prensa représente manifestement les intérêts des classes aisées et des possédants.

La censure préalable est imposée depuis l'instauration de l'état d'urgence. Je suis allé au siège du journal et j'ai pu lire les articles censurés. La censure paraît erratique, voire totalement arbitraire, car la majorité des articles interdits sont de la même veine que ceux qui sont publiés.

La Prensa vient de recevoir officiellement 100 000 dollars de fonds «privés» américains (2).

Il existe deux autres quotidiens: El Nuevo Diario, journal indépendant favorable à la révolution, mais sensiblement plus critique que Barricada, l'organe officiel du front sandiniste.

Ce n'est pas le régime du parti unique, les partis d'opposition ont pignon sur rue. L'association patronale IND-COSEP, équivalent local du CNPF critique ouvertement le gouvernement, l'accuse de conduire le pays vers le gouffre du marxisme-léninisme (3). Barricada dénonce régulièrement La Prensa et le IND-COSEP comme les portes-voix de la CIA et du gouvernement américain.

Pour sa part, le parti communiste accuse le régime de construire un système économique purement capitaliste.

UNE ECONOMIE MIXTE

Pour le vice président américain Busch, le Nicaragua est un pays marxiste-

léniniste parce qu'il a édité des timbres à l'effigie de Karl Marx dans une série consacrée aux grands hommes (4).

Mais le système économique est mixte avec intervention dirigiste de l'état. La majeure partie de l'infrastructure industrielle et agricole relève du secteur privé. Les deux chaînes de télévision dépendent de l'état; sur les 48 stations de radio, 31 sont privées.

JUSTICE

La plupart des dirigeants sandinistes ont été emprisonnés et torturés sous le régime de Somoza. Daniel Ortega, le président de la République, a passé 7 ans en prison. Or, l'un des premiers gestes des dirigeants révolutionnaires a été l'abolition de la peine de mort; la peine de prison maximale est de 30 ans.

Mais durant les trois premières années du régime sandiniste il est arrivé fréquemment que des membres des syndicats et partis d'opposition soient arrêtés et interrogés par la police. La police peut infliger, sans passer par un juge, des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour vol de bétail, trafic de drogue ou insulte à l'autorité publique. Il existe actuellement une juridiction d'exception: les tribunaux populaires anti-somozistes qui traitent des atteintes à la sûreté de l'état. (5)

UNE ECONOMIE EN PERIL

« Nous n'avons pas tenté de cacher la souffrance intense des classes laborieuses, ni la pénurie qui nous empêche de satisfaire les exigences du pays et de vaincre la misère que le Nicaragua a héritée de l'époque de la domination et de l'exploitation... Nous avons offert une économie de guerre qui va nous permettre de survivre en tant que nation souveraine, consacrant nos rares ressources aux secteurs productifs et au front de guerre. Nous en avons appelé au sacrifice, à la combativité, à la dignité, à l'honneur et à l'espoir pour le futur. »

Carlos Nunez, Pdt de l'Assemblée Nationale
9/1/85

quemment immobilisés, faute de pièces de rechange.

Avec le faible approvisionnement, la spéculation bat son plein; au marché noir, le dollar vaut dix fois son cours officiel. Pour combattre la spéculation, l'alimentation à prix contrôlé est disponible dans les magasins d'état sur présentation d'une carte de rationnement. La corruption, séquelle du régime de Somoza, n'a pas entièrement disparue: en février, 46 personnes étaient impliquées dans un vol de matériel d'un montant de 18 millions de dollars au Ministère de la Santé.

L'inflation est supérieure à 100%. Ainsi, du jour au lendemain, au mois de mars le journal La Prensa a doublé de prix.

Face à cette inflation galopante, le gouvernement essaie de maintenir tant bien que mal le pouvoir d'achat des salariés. Les classes aisées sont davantage touchées par les difficultés économiques. J'ai rencontré nombre de commerçants, avocats, cadres, qui se plaignent de la baisse de leur niveau de vie; pour eux les espoirs en la révolution ont été déçus et leur mécontentement va grandissant.

Nicaragua, an VI de la Révolution. La vie quotidienne n'est pas facile. Les bus bondés débordent souvent de passagers à travers les fenêtres et jusque sur le toit; les produits courants sont difficiles à trouver ou bien très chers: on ne peut pas acheter d'ampoules électriques en dehors de Managua, une paire de chaussures peut représenter une semaine de travail, une montre près d'un mois. L'alimentation est frugale, à base de riz et de haricots, la viande est rare. Il faudrait doubler le nombre de jantes disponibles pour les moyens de transport (5) qui sont fré-

L'évolution du marché mondial est peu favorable au pays mais la cause première des difficultés économiques réside dans la guerre non déclarée que les Etats-Unis mènent contre le Nicaragua :

— Le gouvernement américain a obtenu de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) le refus du financement de projets agricoles d'un montant de 55 millions de dollars.

— Le minage des ports par la CIA a causé 9 millions de dollars de dégâts et 19 millions de dollars de perte à l'exportation (6).

— Les attaques des contras, directement financés par la CIA, contre les infrastructures du pays se traduisent égale-

ment en millions de dollars (destruction de coopératives agricoles, centres de santé, écoles). (7)

Mettant en péril l'économie du pays, le Président Reagan espère engendrer un mécontentement populaire propice au renversement d'un régime qu'il abhorre. Peut-être va-t'il obtenir l'effet inverse car, malgré toutes les difficultés, le bilan de la révolution est loin d'être négatif. Nombreux sont les paysans, les ouvriers, les soldats, pour qui la révolution est avant tout leur révolution et qui sont totalement solidaires des dirigeants sandinistes élus par 63% des votants en novembre 1984. (« Todos de frente con el frente ») (8)

*
*
* LES ELECTIONS DE NOVEMBRE 1984 (présidentielles) *
*
* FSLN (Front sandiniste) 63,0% *
* FCD (Parti Conservateur Démocrate) 13,0% *
* PLI (Parti Indépendant Libéral) 9,0% *
* PPSO (Parti Populaire Social Chrétien) 5,2% *
* PCN (Parti Communiste) 1,4% *
* PSN (Parti Socialiste) 1,2% *
* NAP (Marxiste Léniniste) 1,0% *
* Nuls 6,2% *
*
* Participation: 75% *
*
* Ne se sont pas présentés, optant pour l'abstention: *
*
* - La Coordination Démocratique du Nicaragua *
* - Le Parti Conservateur du Nicaragua *
*
*
*

UNE DIGNITE RETROUVEE

« Depuis le 19 juillet (9) nous ne sommes plus une république bananière, nous n'appartenons à aucun bloc si ce n'est à une humanité qui cherche à résoudre un problème commun dans un monde en crise. Nous appartenons à une humanité qui lutte pour transformer les relations de dépendance et de soumission en relations d'amitié et de solidarité, de respect mutuel et de coopération pour sortir du sous-développement en préservant la liberté... Maintenir notre position d'autodétermination et d'indépendance nous coûte extraordinairement cher. Le Nicaragua affirme que c'est une question de principe. C'est pourquoi notre devise est: PATRIE LIBRE OU MOURIR. »

Commandant Bayardo Arce
Bulletin de l'ANN, 25/2/85

La joie se lit sur le visage de sa mère lorsque maladroitement elle écrit pour nous son nom sur un cahier: il lui a fallu attendre la révolution pour apprendre à lire et à écrire. Les enfants ont été vaccinés et les soins médicaux sont gratuits, toutes choses impensables auparavant.

Pour Juan et sa famille, le service militaire et la défense de la patrie vont de soi, c'est un honneur que de défendre la révolution. Les réussites sociales de la révolution sont incontestables; d'énormes progrès ont été faits dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement.

a été sélectionné comme l'un des pays modèles par l'OMS.

LA REDISTRIBUTION DES TERRES

Sous le régime de Somoza, 10% de la population recevait 60% du revenu national et 2% des propriétaires possédaient la moitié des terres cultivables.

Avec la réforme agraire 31000 familles ont accédé pour la première fois à la propriété privée. Actuellement, 63% des terres sont propriétés individuelles, le restant est constitué de coopératives et de fermes d'état. (11)

Matagalpa, dans les montagnes au centre du pays. Avec un compagnon de voyage américain, nous cherchons un hôtel. Nous rencontrons alors un garçon de 18 ans, Juan. « Je suis sandiniste », nous dit-il, « venez chez moi, je suis pauvre, mais vous serez bienvenus ». Nous voici dans sa maison: quelques briques, des planches, un toit en tôle ondulée. Dans la première pièce quand on entre, le cuisine, le sol est en terre battue et un petit cochon se promène en liberté. Juan vit ici avec ses parents, son grand-père, un frère, une sœur, sa compagne et ses deux enfants (père de deux enfants, il n'est pas marié, situation courante ici). Ils habitent à neuf dans trois pièces. Il y a l'électricité mais pas de WC et il faut aller chercher l'eau dans la cour.

L'accueil fraternel qui nous est réservé est émouvant. Juan est fier de la révolution sandiniste, il nous parle de sa vie, de son pays. Il travaille comme maçon; payé par l'état, il gagne 8000 cordobas (salaire minimum 2500 cordobas) (10). Il participe ainsi que son père à la construction d'un lotissement de maisons individuelles très simples mais avec le minimum nécessaire: eau courante, WC, douche. Bientôt ils seront logés dans l'une de ces maisons qu'ils sont en train de construire.

L'ECOLE POUR TOUS

Avant la révolution, près de la moitié de la population ne savait pas lire. En 1980 le gouvernement a lancé une vaste campagne d'alphabétisation. Des dizaines de milliers de volontaires furent envoyés à travers tout le pays, y compris dans les régions montagneuses peu accessibles, pour enseigner les rudiments de la lecture et de l'écriture. Cette campagne a touché l'ensemble de la population, adultes compris. Aujourd'hui, le Nicaragua a l'un des plus forts taux d'alphabétisation d'Amérique Centrale. Depuis 1979, 866 crèches et écoles maternelles ont été ouvertes et le nombre d'enseignants a doublé.

LA POLYO VAINCUE

Plusieurs nouveaux hôpitaux et des centaines de centres de santé ont été ouverts, le nombre de consultations médicales a presque triplé depuis 1979, le nombre d'étudiants en médecine a doublé. Les vaccinations gratuites sont maintenant accessibles à tous. En conséquence, il y a un net déclin des maladies infectieuses. La polyomélite, maladie qui était très répandue, a disparu. La mortalité infantile a reculé et l'espérance de vie a augmenté de 5 ans. En reconnaissance de ces progrès, le Nicaragua



UN PEUPLE EN ARME

« POUR LA PAIX, TOUS CONTRE L'AGRESSION » (Slogan officiel)

« Si le Nicaragua ne change pas de voie, les Etats-Unis risquent d'envisager l'emploi de la force. »

Richard Logor, Pdt du comté des relations extérieures du Sénat américain
AP 1/4/85

Janvier 1985: Les USA rompent unilatéralement les discussions avec le Nicaragua et se retirent de la Cour Internationale de La Haye qui doit juger de la légalité du minage des ports du Nicaragua par la CIA.

« Le Nicaragua est aujourd'hui un pays encerclé, attaqué, soumis à une guerre injuste et illégale. »

Daniel Ortega aux Nations Unies
2/10/85

« Les sandinistes cherchent à exporter leur terreur dans tous les autres pays de la région. »

Ronald Reagan, NYT, 15/4/85

« Le Nicaragua ne sera jamais un agresseur. Ceux qui veulent détruire la révolution nicaraguayenne ont créé le mythe d'une révolution sans frontière, d'un militarisme et d'un manque de démocratie au Nicaragua. »

Daniel Ortega à Managua, 10/1/85

guerre injuste que nous n'avons pas cherchée. Mais il n'y a pas d'autres alternatives que de défendre avec toute la force de l'âme et du cœur cette Révolution qui nous donne le droit de construire notre avenir. »

Mais le SMP divise la jeunesse; pour certains c'est une obligation impopulaire, ils en voient surtout les dangers réels et les deux ans sacrifiés.

Selon le gouvernement, 350 jeunes de la région de Leon ont fui vers le Honduras pour échapper au SMP (16); le nombre total de ceux qui ont quitté le pays est probablement plus important.

Le gouvernement considérant le pays en état de guerre, prend des mesures d'exception: il est très difficile pour les hommes entre 16 et 35 ans d'obtenir un passeport. Ainsi Ramon, 20 ans, rencontré dans un café de Managua; SMP accompli, il aimerait rejoindre sa famille au Mexique mais, pour avoir un passeport, il lui faudrait l'autorisation de son chef de bataillon qui, sans doute, la lui refusera.

Pour d'autres, ce n'est pas l'intérêt personnel immédiat qui l'emporte. Ils sont nombreux ces jeunes combattants dont la détermination, l'engagement sont impressionnants.

Ferry Sanchez, 19 ans, de Leon, rêve d'explorer le monde mais, me dit-il, c'est pour plus tard, aujourd'hui je veux rester ici car le pays a besoin de moi.

Walter Suarez, 19 ans, de Leon également marié, un enfant, deux fois blessé: « Je n'aime pas faire la guerre, je suis pauvre et je veux défendre la liberté du pays, la révolution, notre dignité; c'est souvent très dur et la chaleur du foyer me manque, tu sais, mais je suis prêt à mourir pour la patrie. »

A Matagalpa, je rencontre un ouvrier d'une quarantaine d'années. Après un long exposé sur le FMI et la BID qui n'aurait pas déparé dans un cours de terminale B, il déclare en me montrant sa carte: « Je suis ouvrier, mais je suis aussi de la réserve, j'ai 42 ans et je combats dans la montagne; pour moi ce qui compte ce n'est pas l'âge, c'est la Révolution et la Patrie. »

Plusieurs fois, évoquant l'éventualité d'une intervention directe des USA, on m'a dit: « Ici ce ne sera pas un deuxième Grenade ». Les Comités de Défense Sandinistes, organisés par quartier, sont prêts à distribuer des armes en cas d'invasion. A Managua et dans les autres villes une grande partie de la population est prête à se battre maison par maison.

Mais l'équipement de l'armée est dérisoire (6 avions d'attaque pour les forces aériennes); et ce ne sont pas les fameux conseillers cubains (800 avec les civils, de source sandiniste, 6700 selon le Département d'Etat américain) qui permettraient de résister à une attaque des Marines.

Le mot de la fin revient au conducteur anonyme qui m'a pris en stop alors qu'il revenait de couper le café: « Reagan peut gagner contre une armée mais il ne triomphera jamais contre le peuple. »

LES CONTRAS

Les contras (contre-révolutionnaires) (12) constituent l'opposition armée au régime sandiniste. Les quelques 13000 contras sont organisés et financés essentiellement par la CIA. Basés au Honduras et au Costa-Rica, ils font des incursions au Nicaragua, s'attaquant fréquemment à des objectifs civils non loin de la frontière. Coopératives agricoles, centres de santé, écoles, constituent des cibles de choix. En 1984, les attaques des contras ont causé la mort (13) d'un millier de soldats et de 600 civils dont 80 enseignants. En proportion cela représente le double de décès dus aux accidents de la circulation en France. A ceci s'ajoutent les civils kidnappés.

Pour des raisons de sécurité militaire et de protection, le gouvernement a déplacé d'office plus de 100 000 personnes vivant dans les régions frontalières (14).

Les contras sont en infériorité numérique face à l'armée du Nicaragua: militaires inclus (15), environ 60 000 hommes en activité et 80 000 en réserve. Malgré le soutien des USA, peu nombreux et désunis, ils n'ont emporté aucun succès militaire marquant.

Le président Reagan qui en appelle ouvertement au renversement du régime sandiniste, présente les contras comme des « combattants de la liberté, équivalents des pères fondateurs des Etats-Unis ou des résistants français ». A en croire ces déclarations, ils devraient être populaires dans de larges couches de la population.

J'ai rencontré des membres des professions libérales très critiques vis-à-vis du régime, des représentants des partis d'opposition; mais je n'en ai pas trouvé qui justifient les actions des contras. Malgré l'abondance des slogans politiques sur les murs, je n'en ai pas vu qui soient favorables aux contras; pourtant à Managua j'ai cherché jusque dans les toilettes des restaurants, recouverts, surprise, de graffitis presque uniquement politiques, tous favorables au FSLN.

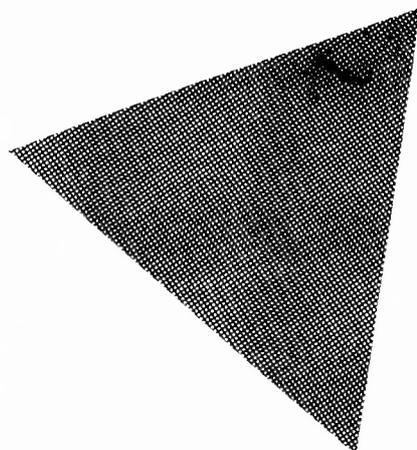
LE SERVICE MILITAIRE

Un Service Militaire Patriotique (SMP) de deux ans est maintenant obligatoire, ce qui bouleverse la vie de ce pays dont 62% de la population a moins de 24 ans. Pour le SMP, publicité à la radio, placards dans les journaux, affiches dans les rues:

« Tant que le Nicaragua aura des enfants qui l'aiment, le Nicaragua sera libre »

« Le SMP est un devoir pour la patrie, pour la paix, pour le futur ».

Tous les jeunes en âge d'être appelés doivent être munis d'une carte susceptible d'être contrôlée par la police. Il est arrivé que ceux n'ayant pas atteint l'âge de la conscription soient arrêtés et envoyés dans les casernes. Ces abus ont été reconnus et condamnés publiquement par le ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, qui ajoutait: « Comment ne pas comprendre la souffrance et la douleur des mères, conséquences d'une



VIGILANCE REVOLUTIONNAIRE

LES COMITES DE DEFENSE SANDINISTES

Présents partout dans le pays, que sont les Comités de Défense Sandinistes (CDS): école d'une démocratie nouvelle ou embryon d'un état policier?

Dans chaque quartier, à travers le pays, l'on trouve un local des CDS. Ils interviennent dans tous les domaines de la vie collective: alimentation, transport, équipement, hygiène, etc... Ils servent d'intermédiaire avec les autorités. Les responsables élus par les habitants organisent des réunions régulières où l'on discute tant de la situation du pays que de la vie du quartier. Une partie importante de la population participe aux CDS, c'est-à-dire qu'une forme de débat collectif sur la chose publique s'instaure au Nicaragua. Les CDS organisent aussi des patrouilles de surveillance dans chaque quartier: la vigilance révolutionnaire constitue le deuxième aspect de ces comités.

UNE NUIT DE VIGILANCE REVOLUTIONNAIRE

J'ai obtenu l'autorisation du responsable local de participer à l'une de ces patrouilles dans le quartier Bolonia à Managua. Deux équipes se relaient de 23 heures à 2 heures, puis de 2 heures à 5 heures du matin. Je ferai partie de la première équipe.

Nous marchons à quatre, sans arme, sans walkie-talkie, sans même une lampe de poche dans les rues obscures de Managua assoupie. Rien à signaler.

Les responsables m'expliquent: « Nous sommes là pour déjouer d'éventuels attentats des contre-révolutionnaires et pour prévenir la délinquance: nous connaissons tout le monde dans le quartier, nous surveillons les personnes inconnues, les allées et venues suspectes, les réunions qui peuvent se tenir. »

Il est vrai qu'il y a relativement peu de délinquance à Managua. On se promène partout sans crainte d'agression.

A l'une de mes questions sur les libertés politiques, il répond: « Nous ne faisons pas de contrôle d'opinion, on a le droit d'être en désaccord. »

Il est bientôt deux heures du matin, toujours rien à signaler, on se quitte. Mes compagnons de vigilance, tous volontaires, devront se lever à 7 heures pour aller travailler.

UNE REUNION MOUVEMENTEE

Grenada, au bord du lac Nicaragua. 8 heures du soir, je m'arrête devant un attroupement d'une cinquantaine de personnes dans l'une des artères principales: une réunion des CDS. L'orateur en appelle à la défense du pays. Il évoque avec passion la résistance d'un peuple pauvre mais résolu face à la première puissance mondiale. Son discours, d'une vingtaine de minutes, se termine dans un silence total.

Mais voici qu'il aborde le second volet de la réunion: le renouvellement des cartes de rationnement qui permettent d'acheter de l'alimentation à prix contrôlé. Alors soudain la discussion éclate. Tout le monde y va de son grain de sel, certains posent des questions, d'autres protestent: « Dans notre maison, nous sommes deux familles mais nous n'avons obtenu qu'une seule carte, que faire? »

Dans le brouhaha, j'interroge mon voisin qui a un regard désapprobateur. Il m'explique qu'il n'aime pas le désordre, puis il s'en prend à la vigilance: « C'est compréhensible près de la frontière mais ici c'est inutile; on surveille son propre frère, ses voisins; et parfois les CDS passent leur temps à écrire des slogans sur les murs. »

Les CDS jouent un rôle important dans la vie quotidienne; animés par des gens honnêtes et compétents, ils constituent une forme authentique de démocratie à la base. Mais, à long terme, ils peuvent se transformer en réseau de surveillance de la population dans un pays où la distinction entre le parti au pouvoir et les institutions n'est pas très claire.

LES INDIENS: DE LA BRUTALITE AU DIALOGUE

Il m'aborde dans une rue de Managua. Il s'adresse à moi en anglais car il ne parle pas espagnol et, me dit-il, les Nicas (17) se méfient de lui.

Nolan, un garçon de 18 ans, est un indien Miskito. Il vient de Laguna Dakura, un village situé à quelques kilomètres de la frontière avec le Honduras. La communauté vit essentiellement de la pêche et Nolan travaille comme plongeur depuis des années.

Mais la révolution et les attaques des contras ont bouleversé la vie de Nolan et des autres indiens. Il raconte: « Les sandinistes ont déplacé de force les populations de plusieurs villages après avoir brûlé les maisons. Loin de l'océan ou de la rivière, la vie de ces communautés est complètement bouleversée. Les contras nous attaquent ou nous kidnappent pour nous enrôler de force dans leur guérilla et les sandinistes veulent maintenant nous imposer le service militaire. Nous n'avons rien à voir avec tout cela. Nous voulons simplement mener notre vie traditionnelle dans notre village. »

Or dans cette région les incursions des contras sont fréquentes. Les larmes aux yeux, Nolan me raconte qu'en janvier les contras ont tué deux de ses frères et, en février, ils ont kidnappé sa mère. Alors il a quitté son village et, après avoir marché plusieurs jours dans la forêt, il a rejoint une route. Il a pu faire du stop et le voilà complètement désemparé à Managua. Il veut tout faire pour rejoindre sa mère, il a trouvé un camion qui doit l'amener au Honduras en échange de 17 dollars, ce qui constitue une somme très importante (au marché noir, un dollar vaut 500 cordobas et le salaire minimum est de 2500 cordobas (18)).

La côte atlantique compte 250 000 habitants, des Indiens surtout, la moitié d'entre eux sont des Miskitos. Avant la révolution, cette région était isolée du reste du pays, sans pratiquement aucun contact avec l'administration centrale.

En 1979, pour les dirigeants sandinistes, il s'agissait d'unifier le pays: les habitants de la côte atlantique sont des citoyens comme les autres et doivent donc participer à la vie nationale. Les Indiens ont ainsi bénéficié de l'accès aux soins médicaux et à l'instruction. Mais, à cette époque, les sandinistes ne réalisent pas la spécificité des communautés indiennes (« Nous ne sommes pas des anthropologues » devait déclarer l'un d'eux!). A cause des attaques des contras, 8 500 Indiens (19) ont été déplacés de force avec quelques heures de préavis seulement et leurs maisons détruites pour que les contras ne puissent pas s'en servir.

Plusieurs fois, ils ont été victimes d'exactions. En décembre 1981, l'armée

sandiniste aurait tué une quarantaine de Miskitos à Leimus, à la frontière du Honduras. Le gouvernement a procédé à une enquête mais elle n'a pas été menée à son terme (19).

Sans compter les manipulations par la CIA, tout cela a poussé une partie des Indiens à collaborer avec les contras. Et quelques 20 000 Miskitos se sont réfugiés au Honduras (20).

Aujourd'hui, le gouvernement reconnaît publiquement ses erreurs et des discussions sont engagées avec l'organi-

sation indienne MISURASATA (21) et son leader Brooklyn Rivera pour essayer d'élaborer un statut d'autonomie pour les habitants de la côte atlantique.

Patrice, avril 1985

Patrice est collaborateur du Service Information de Radio Clapas à Montpellier. Il revient du Nicaragua après un stage de 6 mois aux Etats-Unis.

Notes

(1) Les contras, groupes armés opposés au régime, font des incursions au Nicaragua à partir du Honduras et du Costa-Rica.

(2) L'argent vient de PRODEMCA (Amis du Centre Démocrate en Amérique Centrale) qui reçoit des fonds fédéraux par l'intermédiaire du National Endowment for Democracy. Cf le NYT, 26/3/85.

(3) Pour en savoir plus sur les rapports entre sandinisme et marxisme, lire Le Monde Diplomatique, septembre 1984.

(4) Washington Post, 1/3/85.

(4) Pour des informations précises sur la situation des droits de l'homme au Nicaragua, on peut consulter les rapports du:

— Lawyers Committee for International Human Right (mars 1983 et avril 1985) 36 W 44th St, 914, NYC, NY 10036 USA.

— America Watch (avril 1984) 76W 44th St, NYC, NY 10036 USA. Cette association a également publié une enquête sur les contras (mars 1985).

— Amnesty International, Rapport annuel.

(5) El Nuevo Diario, 30/3/85.

(6) Discours de Daniel Ortega devant le Conseil d'Etat, 4/5/84.

(7) Discours de Daniel Ortega aux Nations Unis, 2/10/84.

(8) Tous de front avec le front (sandiniste).

(9) 19 juillet 1979: date de l'écroulement de la dictature de Somoza et de l'avènement de la révolution sandiniste.

(10) Barricada International, 14/2/85.

(11) La revue Encuentro n. 22, 1984, comporte une étude de la situation économique et un tableau montrant l'évolution de la propriété

de la terre depuis 1978 (Encuentro, Apartado Postal 69, Managua, Nicaragua).

(12) Les deux groupes les plus importants sont le FDN (10 000 hommes) basé au Honduras et l'ARDE (2 000 hommes) au Costa-Rica.

(13) Conférence de presse de Humberto Ortega, ministre de la défense, le 26/12/84.

(14) 142 980 personnes déplacées à la date du 7/12/84, d'après une publication de l'Instituto Nicaraguense de seguridad, ano II, n.4, déc84.

(15) La milice est chargée de la défense locale.

(16) Barricada, 1/4/85.

(17) Abréviation pour nommer les habitants du Nicaragua en espagnol.

(18) en février 1985.

(19) cf les brochures « Nicaragua » mars 1983 et avril 1985 du Lawyers Committee... On peut aussi consulter le rapport de Americas Watch, « Violations of the laws of war by both sides in Nicaragua » (mars 1985).

(20) NYT, 9/4/85.

(21) Cette organisation regroupe des éléments de diverses communautés indiennes. Le MISURASATA a pris les armes contre le régime sandiniste.

ABREVIATIONS: NYT (New-York Times), AP (Associated Press), ANN (Agence de presse du Nicaragua).

IRL a déjà parlé du Nicaragua à plusieurs reprises:

— n° 35 (été 80): Courrier de San José (correspondance)

— n. 37 (déc. 80 janv. 81): Managua libérée

— n. 38 (février mars 81): Lettre du Nicaragua

— n. 40 (été 81): De la boue jusqu'aux genoux

— n. 42 (déc. 81): Serrez les rangs... serrez la ceinture.



Anarchisme et Christianisme

Cette interview était prévue pour *Liberacion*, quotidien espagnol similaire, mais non identique à *Libération*. Malheureusement le journal n'a tenu que d'octobre 1984 à mars 1985, en attendant un nouveau départ. Jacques Ellul a accepté que *IRL* reprenne son texte. Rappelons qu'Ellul est considéré internationalement comme un spécialiste de l'évolution sociale, avec *La technique ou l'enjeu du siècle de 1954*. Depuis, il continue d'approfondir sa vision : *De la Révolution aux révoltes, 1972* ; *Changer de révolution, 1982*, etc.

— Vous êtes depuis des dizaines d'années un analyste de la société actuelle, et vous affirmez la nécessité de la révolution. Comment êtes-vous arrivé à une position contre l'Etat, d'un point de vue anarchiste et libertaire ?

— J'ai été orienté vers l'anarchisme non pour des raisons idéologiques ni par suite de la lecture des grands écrivains anarchistes (quoique j'aie lu très tôt Proudhon), mais par la connaissance progressive que je prenais de la société où nous vivions. Dès 1934, nous étions plusieurs à avoir compris que le plus grand danger de notre monde moderne provenait de la croissance de l'Etat, et du passage d'un Etat limité dans ses moyens et ses principes à un Etat muni de moyens démesurés (bureaucratie, moyens techniques, police), nécessairement englobant la société dans ses prescriptions et ses actions, et nécessairement contrôleur et centralisateur, même quand il n'y avait aucune doctrine totalitaire. Ce n'était plus une affaire de « conception » ou d'idéologie de l'Etat. La doctrine totalitaire se bornait à rendre compte de la réalité des faits, alors que la doctrine libérale et de l'Etat voilait hypocritement la situation sans rien changer. Le danger majeur venait de la croissance des domaines d'intervention de l'Etat (à la demande parfois des individus) et de la connexion entre le pouvoir politique et la puissance des moyens techniques. Dans la mesure où cette croissance de l'Etat annulait la liberté et l'individu, il nous apparaissait que la réponse ne pouvait pas consister en des réformes et des modifications de structure de l'Etat, de titulaires du pouvoir, ou du mode de désignation de ces titulaires. A danger total, il fallait une réponse totale. A croissance absolue devait répondre une négation absolue : il n'y avait aucune autre possibilité. C'est pourquoi par exemple, nous avons été lors de la guerre d'Espagne aux côtés des anarchistes espagnols. Nos contacts avec les anarchistes français étaient un peu décevants, en particulier par suite des ruptures entre des groupes « dissidents » très fermés et assez sectaires.

— Il semble que vous vous dites également « marxologues », et plutôt proche des partis communiste et socialiste (interview au *Nouvel Obs*, 17 juillet 1982).

— J'ai beaucoup étudié Karl Marx, et je suis proche de lui quant à sa méthode d'analyse de la société et à un bon nombre de ses attaques sur le

front idéologique ; mais je suis radicalement critique envers lui dans son conflit avec Proudhon, d'un côté, et Bakounine, de l'autre. Et, par ailleurs, je ne pensais pas que la suppression de la société capitaliste suffirait à résoudre le problème de l'Etat. Je pensais (et je pense toujours) que Marx a minimisé le rôle de l'Etat et s'est trompé à ce sujet. Quant à l'interview du *Nouvel Obs*, je ne l'ai pas sous les yeux, je ne crois pas avoir pu dire que j'étais proche des partis socialiste et communiste. Je suis entré en opposition totale avec les communistes à l'occasion des procès de Moscou de 1935, et j'ai eu dix fois l'occasion de confirmer mon opposition (par exemple, à leur rôle dans la guerre d'Espagne, mais aussi dans les maquis en 1944). Les partis socialistes successifs me paraissent, d'autre part, tellement réformateurs et refusant de s'attaquer aux problèmes de fond que je n'étais pas tenté par une adhésion ! Mais je conservais le mot socialisme dans son sens large, c'est-à-dire que, pour moi, l'anarchisme est une forme de socialisme, puisqu'il s'agit d'une mutation de la société, d'une restructuration du pouvoir à la base sociale. Je crois d'ailleurs être dans la ligne des premiers anarchistes et des anarcho-syndicalistes qui se réclamaient du socialisme. Mais ce mot a pris tellement de sens divers ! Il a été mis à toutes les sauces, ce qui fait qu'il ne veut plus dire grand chose.

— Dans votre article de *Contrepoint* sur « Anarchie et christianisme » en 1974, vous établissez une base d'accord entre les anarchistes et les chrétiens. Pensez-vous, dix ans plus tard, que cette position est toujours valable ? Vous ne citez pas la vision de Tolstoï sur l'anarchie et la foi ; pourtant, son refus de la société industrielle fondée sur la violence semble avoir une profonde influence en Russie — sans parler ailleurs. Pensez-vous qu'une sorte de tolstoïsme actualisé — un peu dans la ligne de M.L.King, Tutu, et des communautés de base dans certains pays d'Amérique latine — pourrait répondre à votre analyse concrète de l'anarchisme et du christianisme ?

— Anarchisme et christianisme : je conserve la même analyse, à savoir que non seulement il n'y a pas exclusive, mais qu'il y a une convergence profonde. Je ferai trois remarques. D'abord, la critique anarchiste de la religion est historiquement fondée. La Bible a été complètement déformée par l'Eglise, qui a présenté

un Dieu autoritaire, centralisateur, juge, etc., et qui a fait de la religion un moyen de conservatisme social et intellectuel. Refuser ce Dieu-là et cet usage de la religion est parfaitement conforme à l'esprit évangélique. En deuxième lieu, si on lit correctement le tout de la Bible, on apprend que Dieu (et déjà dans l'Ancien Testament) est avant tout le libérateur, et que toute son œuvre tend à faire de l'homme un être libre (la lecture de Paul, épître aux Corinthiens, est essentielle). Par ailleurs, on constate tout au long une méfiance envers le pouvoir politique (contre la royauté en Israël) et un mépris de ce pouvoir (l'attitude de Jésus). Mais tout cela a été balayé par l'Eglise, associée au pouvoir politique pour ne retenir que la phrase de Paul : « Tout pouvoir vient de Dieu », qui, prise dans son contexte, n'a pas du tout le sens qu'on lui a donné pendant des siècles. Troisième remarque : cette concordance, cette rencontre ne signifie évidemment pas que les anarchistes doivent devenir chrétiens, ni que tous les chrétiens doivent devenir anarchistes ! mais qu'une entente très proche est possible, et qu'à l'intérieur de l'Eglise il y a un gros travail à faire pour orienter la prise de conscience en ce sens. Bien entendu je suis d'accord avec l'orientation de Tolstoï, M.L. King, etc. Je ferai deux dernières remarques concernant l'anarchisme. Tout d'abord, j'y suis attaché parce que les deux valeurs essentielles qu'il défend : l'individu et la liberté, sont les miennes, et la voie qu'il adopte (non-violence, par exemple) me paraît bonne. Ensuite, je ne crois pas à l'établissement d'une société anarchiste définitive, c'est-à-dire que, même si l'on aboutissait à une structure sociale de type bakouninien, on ne pourrait jamais dire : « C'est réussi, c'est achevé, nous sommes dans une société anarchiste. » L'anarchisme, pour moi, est un combat permanent, une reconquête à effectuer sans cesse, et demande une vigilance constante et une mise en accord entre les décisions de chacun et les organisations. L'anarchisme est toujours un mouvement vers... et non un modèle acquis.

Interview réalisée par F. Mintz en mars 1985

Jacques ELLUL et la critique anarchiste de la religion

Lorsque Jacques ELLUL dit que la critique anarchiste de la religion est historiquement fondée, il occulte la critique anarchiste philosophiquement fondée de la religion.

La religion implique une transcendance de l'homme, « quelque chose » au-dessus de l'homme (en tant qu'être collectif et être individuel) et c'est cette transcendance que l'anarchisme critique. ELLUL lui-même en critiquant la vision autoritaire de dieu sauve dieu quand même, en faisant de lui le libérateur. C'est cette acceptation d'un dieu dépossédant l'homme de son action que l'anarchisme critique.

Pour ceux que le sujet intéresse, on peut lire avec profit le chapitre VIII de *Philosophie de la Misère* de Proudhon (éd. du groupe Fresnes-Antony. F.A.)



«AFFAIRE DELTCHEV»

Eric Ambler
Humanoïdes Associés
(soldé dans les 30 F)

Le roman se déroule côté Est, est-ce en Bulgarie ou ailleurs, le doute est laissé. L'intrigue tourne autour de basses manœuvres d'un parti autoritaire (toute ressemblance avec des situations ayant déjà existées ou existantes étant purement fortuites) ici le parti du peuple (ouaf ouaf!!) pour faire disparaître et discréditer par le biais d'un groupuscule d'extrême-droite un groupe gênant, parti agrarien, classique, vous direz : mais l'intrigue est bien ficelée et agréable à lire, amateurs de flics véreux, machos à

l'imper cradingue s'abstenir ici c'est écrivain-journaloux qui mène l'enquête. English style tout cela!

Christine



COMPILATION: AARAU, WIE ESS SINKT UND KLINT?

avec les groupes:
TROTZ ALLEM/
BERMUDA

IDIOTS/SUCH A TOUCH/ DUCK AND COVER/ RUBIROSA/ TRYING PIC- KETS.

Voilà du rock suisse allemand. Six groupes de la même petite ville: AARAU. Cette cassette est bien sûr une auto-production et contient 24 titres en tout - durée 1h30. Voilà comment une petite ville arrive à faire la nique à la grande métropole culturelle qu'est Zürich. Voilà comment des groupes arrivent à sortir quelque chose de très bon sans grands moyens et donc sans passer par les circuits habituels commerciaux. Cette K7 est indisponible en France mais on peut l'obtenir en écrivant à *Trotz Allem, Rain 53, 5000 AARAU Suisse.*



LUDWIG VON 88 LIVE? 45 T.

Ludwig von 88, petit groupe de Paris, grands copains des Béruriers Noirs, a sorti son premier 45 T il y a quelques mois. Celui-ci n'a pas été fait en studio mais au cours d'une répétition (LIVE!). Bien que le son ne soit pas excellent, ce disque n'en est pas moins intéressant. Deux morceaux: face 1 une chanson

FANZINES ET LUTTES PARALLELES

Le fanzine est, au départ (années 50/60), un magazine de FANs. C'est un «phénomène» qui prend racine aux USA (et oui! Encore un!) et ces magazines étaient les organes des fan-clubs des rockstars-divinités (Elvis & Cie) où il était question de la vedette adorée avec des infos inédites, etc, etc...

Maintenant le fanzine est un petit journal fait très souvent avec peu de moyens (photocopies, ronéo...) ce qui lui porte souvent préjudice; mais ce qu'il faut bien savoir, et même mieux, se mettre dans la tête, c'est que le fanzine ne se juge pas à sa forme, mais à son contenu!!! Le fanzine est autogéré (bien que ce ne soit pas le cas pour certains fanzines ou dits tels...). C'est-à-dire qu'il est auto financé et autodistribué. De même, les «rédactions» des fanzines n'étant pas de 50000 personnes mais généralement de 1 à 10 personnes, chacun des membres sait ce qui est fait, est à faire et participe à la vie du fanzine à part entière (comptes, contenu, etc...). Par l'autofinancement, le fanzine échappe à toute forme de contrôle extérieur et au business habituel. On assiste donc à l'édification de véritables réseaux parallèles (regroupant non seulement des fanzines mais aussi d'autres formes d'autoproductions: livres, K7, disques...) qui peuvent être heureux d'avoir développé de nouveaux terrains de luttes et d'avoir su s'imposer avec peu de moyens et une démarche anticommerciale là où d'autres étaient déjà bien en place et avec l'espoir de faire des sous dans le domaine du rock en particulier). Bien sûr les récupérateurs-vautours ont les yeux sur ce marché qui refuse la loi du fric et qui leur échappe des mains: forum des fanzines et de l'autoproduction à Montreuil avec des entrées à 40 F et le droit d'exposition d'un «pro-

duit» à 50 F (si vous aviez plusieurs numéros de votre fanzine, cela faisait 50 F par numéro), financement par des mairies des fanzines locaux (donc main-mise sur ce qui aurait pu leur échapper)... etc..!

On ne va pas causer de tous les fanzines car il y en a des tonnes, mais en tant qu'anarchiste on va s'intéresser à ceux qui sont proches de nous (en France uniquement sinon on ne s'en sortirait pas).

Des fanzines anars, il y en a peu, et il est important de noter que ceux-ci sont des fanzines ANARCHO-PUNKS.

D'abord le plus vieux: *La Bible*, édité par le groupe et collectif anarcho-punk OMG. Il en est au n° 6 et donne dans beaucoup de choses: graphismes, photomontages, etc... (Clermont-Ferrand). Ensuite il y a *Kanai* (qui en est aussi au n° 6) édité par la FRT (réseau rock & politique), qui traite de l'anarcho-punk dans le monde entier, mais aussi du reste (taules, antimilitarisme, racisme, etc... (Paris et Lyon). Toujours dans l'ordre chronologique, vient *Revolution en Jeopardy* (n° 2), qui est tout petit (1 feuille, 2 pages) et qui a le mérite d'aller assez loin dans la démarche anticommerciale puisqu'il est gratuit! (Paris).

Puis il y a le fanzine *On a faim* (n° 2), qui brasse infos, interviews, poèmes, art et articles dans un graphisme agréable! (Rouen). On peut aussi citer le petit fanzine XYZ (n° 1) qui se penche surtout sur l'humour. (Montaigu).

Pas forcément anar, mais intéressants tout de même il y a aussi: *Molotov & Confetti*, *Alerte rouge*, *Manifeste*, *M. Propre...*

Voilà, on ne peut que vous conseiller de les lire et pour plus de renseignements vous pouvez nous écrire!
(Adresse de Paris).

T.P.N.

nommée «Bilbao» sur une musique rigolotte donne le ton avec humour, 1 2 3 Yèpiyèpiyèppp!!! Face B: attention! Les Ludwig ont de l'humour mais aussi des choses à dire, le deuxième morceau s'appelle «Un quaid'gare», réquisitoire des choses qu'il y a à faire à l'armée et la seule chose à y faire c'est... «Un quai d'gare pour te barrer». Les textes sont dans le disque. Avec tout ça, encore un marché de perdu pour les profiteurs et un nouveau pas en avant de la guérilla rock!

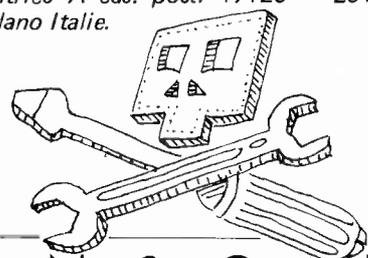
Contact: Laurent, 91 avenue du château 94440 Villecresnes.



RAW POWER/ RAPPRESAGLIA/ RIVOLTA DELL ODIO/ PEDAGOGY PARTY/45 T

Le titre de ce disque est 4 per A/A per tutti, c'est-à-dire 4 (groupes) pour A

(rivista Anarchica, journal anar italien) et A (narchie) pour tous. Disque de soutien à rivista A regroupant 4 groupes anarcho-punks plus qu'énergiques. En effet, les morceaux (2 par groupes), se succèdent à un rythme enragé et c'est bien le reflet des morceaux en général: la rage... rage contre le système, rage contre la guerre, contre le travail qui abrutit... Rages... Les Italiens n'ont rien à envier aux groupes anarcho-punks anglais, américains ou autres... De plus cette petite compilation nous donne un aperçu et un petit éventail de l'anarcho-punk italien. Les textes des chansons sont avec le disque, ce qui est très utile. 3000 liras. Disponible à: *Editrice A cas. post. 17120 - 20170 Milano Italie.*



RUBEL

MARX

ET

BAKOUNINE

par Eric Vilain



SUIVI PAR «REFLEXIONS REVOLUTIONNAIRES» DE DANIEL GUERIN

Maximilien Rubel est un des grands spécialistes actuels de Karl Marx; il a contribué à modifier fondamentalement le mode de lecture de cet auteur. Il a contribué en particulier à dissocier l'œuvre de Marx de celle d'Engels, ces deux auteurs étant trop souvent accolés par un trait d'union réducteur.

Lors de la commémoration du 150^e anniversaire de la naissance d'Engels, Rubel écrivit une contribution qui «offensa» tellement les représentants de l'Union soviétique et de l'Allemagne de l'Est qu'ils menacèrent de se retirer s'il la lisait.

La thèse de Rubel est que la théorie sociale de Marx telle qu'elle apparaît à la lecture de ses œuvres s'oppose au «marxisme» qui est devenu, par l'intermédiaire d'Engels, une mythologie. «Le marxisme n'est pas venu au monde comme un produit authentique de la manière de penser de Karl Marx, mais comme un fruit légitime de l'esprit de Friedrich Engels. Si tant est que le terme de «marxisme» recouvre un concept rationnel, ce n'est pas Marx mais Engels qui en porte la responsabilité.» (M. Rubel, *Marx critique du Marxisme*, Payot, P. 19).

Rubel s'interroge sur les «limites de la compétence d'Engels» en tant qu'exécuteur de l'héritage intellectuel de Marx. Citant la phrase célèbre de Marx: «Tout ce que je sais c'est que moi je ne suis pas marxiste», Rubel laisse entendre que Marx n'ignorait pas quel danger il courait de lier son nom à la construction théorique qu'il avait élaborée. Cette volonté de relativiser le rôle de Marx dans la formation de cette formidable mythologie qu'est devenu le marxisme du XX^e siècle constitue chez Rubel la forme extérieure d'une préoccupation plus importante, dont le fond est une conception différente de la signification même de l'œuvre de Marx. L'évolution de la pensée critique de Rubel le porte, en effet, dans les textes les plus récents de son recueil d'articles, à formuler l'hypothèse que Marx fut un «théoricien de l'anarchisme».

Or, le «créneau» est déjà occupé par Bakounine, contemporain de Marx et son adversaire politique. Il apparaît à l'évidence que, les conceptions des deux hommes étant opposées sur de trop nombreux points, il va falloir d'une façon ou d'une autre en éliminer un du panthéon anarchiste. C'est la façon dont Rubel résout cette contradiction qui constitue le sujet de cette étude.

BAKOUNINE CONSPIRATEUR ?

A travers les conceptions de Marx et Bakounine, dit Rubel, ce sont «deux conceptions et deux méthodes foncièrement irréconciliables de la lutte ouvrière qui se sont affrontées» (op. cit. p. 39). Marx préconisait la lutte massive, coordonnée, consciente, organisée dans les syndicats et dans les partis ouvriers: «Telles étaient la

conception et la méthode définies par la Charte de 1864 et constamment affirmées et confirmées — explicitement ou implicitement — dans les congrès.» A l'inverse, Bakounine, croit-on comprendre, préconisait «l'action isolée, dispersée, sporadique, explosive voire conspiratrice».

Bakounine eut «l'honnêteté» de proclamer la justesse des fondements théoriques élaborés par Marx, mais n'en tira pas les «conclusions politiques que Marx estimait les seules efficaces». Ce n'est pas parce que Bakounine pouvait lui opposer une conception théorique, des méthodes ou des perspectives révolutionnaires mieux fondées, mais parce qu'il était «incapable de trahir une vocation romantique qui faisait de lui un conspirateur professionnel», dit Rubel, p. 40 (1).

On retrouve chez Rubel, sous une forme plus «souple», toute l'argumentation traditionnelle du marxisme contre Bakounine telle qu'elle a été primitivement élaborée par ce théoricien bien connu de l'anarchisme qu'est Marx, dans les circulaires confidentielles et autres textes à diffusion restreinte qui eux, semble-t-il, ne procèdent pas de méthodes de conspirateurs.

Tous les courants du marxisme ont présenté le débat Marx-Bakounine dans les termes utilisés par Marx lui-même sans rien en contester, sans rien y ajouter. Certains auteurs cependant (A. Marc-Lipianski, Miklos Molnar, Georges Haupt) avancent que Marx n'a jamais engagé contre Bakounine de lutte idéologique sérieuse. Selon Georges Haupt, «ce refus d'engager le débat doctrinal est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le discréditer et à le réduire aux dimensions de chef de secte et de conspirateur de type ancien.» (*Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979).

Maximilien Rubel ne partage manifestement pas ce point de vue de G. Haupt. La vision qu'il a de Bakounine ne diverge en rien de celle que se faisait Marx de lui-même, déformée, polémique. On constate une curieuse unité de vue dans les différentes critiques marxistes ou marxistes de Bakounine, par-delà les oppositions de chapelles. Ainsi, on pourra trouver d'étonnantes similitudes d'interprétation entre Jacques Duclos et Maximilien Rubel (cf. J. Duclos, *Anarchisme d'hier et d'aujourd'hui*, Editions sociales; *Bakounine et Marx, ombre et lumière*, Plon).

Le dernier point commun est évidemment leur interprétation manichéenne de Bakounine. Le Bakounine romantique, conspirateur, brouillon, individualiste, panslave, pan-destructeur, etc., procède d'un mythe soigneusement entretenu dont on peut regretter que Maximilien

Rubel contribue à le renforcer. Il est vrai que la critique de la «lecture» bakouninienne de l'œuvre de Marx reste à faire, en particulier en ce qui concerne l'amalgame que fait Bakounine entre les positions de Marx lui-même et celles de Lassalle. Il reste que la critique du «comportement» de Marx et du «communisme d'Etat» s'est trouvée confirmée par les faits et ne peut être évacuée à la légère comme le fait Rubel, en une petite phrase. Si Rubel se réclame d'un retour à une lecture authentique des textes de Marx, il semble manifestement faire l'économie d'une étude attentive des textes de Bakounine. De ce dernier, il ne retient comme élément d'appréciation qu'une vue tronquée de son action, qui, indéniablement, a un caractère conspirateur; mais on peut difficilement reprocher cela à un homme qui, arrêté en 1849, est condamné à mort par deux gouvernements, extradé en Russie, condamné à la réclusion à vie, passe six ans dans une forteresse, six ans en Sibérie, s'échappe et est recherché par à peu près toutes les polices d'Europe pour son action d'organisateur du mouvement ouvrier contre les régimes réactionnaires en place(2). Dans ces conditions, il est difficile de ne pas avoir une activité un tant soit peu conspiratrice, mais elle procède peut-être moins d'un choix que d'une nécessité(3).

Marx, qui a passé la moitié de sa vie au British Museum, avait certes moins de raisons de mener une vie de conspirateur. Encore que la méthode grâce à laquelle il a fait exclure le courant anti-autoritaire de l'AIT au congrès de La Haye ne plaide pas précisément contre l'emploi de procédés conspirateurs de la part de Marx.

Alors que Rubel semble manifestement sous-évaluer l'importance des écrits de Bakounine, son attitude est tout autre en ce qui concerne Marx: il devient un maître de l'euphémisme pour caractériser certaines activités peu recommandables de Marx. Rubel insistera sur certaines déclarations d'intention qui sont, d'une part, démenties par les faits et qui, d'autre part, résonnent de façon curieusement bakouninienne: «La communauté d'action établie par l'AIT, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux congrès généraux ne manqueront pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun.» Marx, *Circulaire de l'Alliance*. Mars 1869.

Rubel dira d'ailleurs de ce passage de la circulaire de Marx qu'il est le plus caractéristique et le moins... «marxiste». Ce qui est une façon de reconnaître que, quand Marx est «marxiste», il est lui-même et que quand il ne l'est pas... Mais si les déclarations d'intention, manifestement contraires à l'action et à la pensée réelles de Marx, sont mises en exergue (comme c'est le cas, par exemple de la Commune de Paris présentée comme un modèle enfin trouvé de la dictature du prolétariat). Rubel demeure parti-

culièrement évasif quand il s'agit du comportement bureaucratique et conspirateur de Marx. Certes, la critique faite par Bakounine « d'un certain comportement » (sic) de Marx et de ses disciples a « anticipé la critique actuelle des méthodes d'action et des attitudes intellectuelles marxistes ». Mais, dit Rubel, pour nous rassurer, ce n'est pas un argument contre la « validité normative » de l'enseignement de Marx. La question de fond reste donc posée : à partir de quel degré de crapulerie dans un « certain comportement » d'un auteur son œuvre cesse-t-elle d'avoir une « valeur normative » ?

Quand Bakounine se livre à des activités de conspirateur parce qu'il est traqué par toutes les polices du continent, il s'adonne à « une vocation conspirative », qui fait de lui un « conspirateur professionnel ». Si en revanche Marx, réfugié en Angleterre, à l'abri des dites polices, conspire pour exclure de l'AIT la tendance bakouninienne, *majoritaire*, il ne fait qu'illustrer comment « l'échange des idées facilité par la publicité (...), les discussions directes aux congrès » engendrent « graduellement un programme théorique commun ». Par contre-coup, la validité normative de l'enseignement révolutionnaire de Bakounine est niée, pour autant qu'on ait accordé à celui-ci suffisamment de cohérence intellectuelle pour avoir ne serait-ce qu'un enseignement révolutionnaire...

En insérant le postulat de la conquête du pouvoir dans les statuts de l'AIT, dit Rubel, Marx énonce les principes du mouvement social futur : « Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat », dit l'article 7a des statuts de l'AIT revus par Marx. Or, cet article constitue la plus limpide critique de toute la stratégie politique marxiste : l'Etat étant un instrument servant à défendre et perpétuer des privilèges, prenons le pouvoir d'Etat. Si les classes dominantes se servent de leurs privilèges politiques (l'Etat) pour défendre leurs privilèges économiques, le « grand devoir », selon Bakounine, serait plutôt de détruire l'institution qui garantit la perpétuation des anciens privilèges ou qui assurera la constitution de *nouveaux* privilèges (4).

Maximilien Rubel a tout à fait raison de souligner que Bakounine proclame la justesse de certains des fondements théoriques élaborés par Marx — n'en déplaise à certains. Mais on peut regretter qu'il ne se soit pas posé la question de savoir si ce n'était pas, au contraire, Marx qui tirait les mauvaises conclusions de son propre enseignement.

Maximilien Rubel fait partie de cette catégorie d'auteurs qui reconnaissent quelque justesse — sur certains points du moins — aux prises de position de Bakounine, mais qui se donnent

beaucoup de mal pour montrer qu'il avait tout de même tort d'avoir raison. Ainsi, la critique faite par Bakounine « d'un certain comportement » de Marx qui aurait « anticipé la critique actuelle des méthodes d'action et des attitudes intellectuelles marxistes » n'est pas expliquée.

Comment se fait-il que Bakounine, qui est brouillon, qui se disperse, qui, selon les termes mêmes de Marx, « comme théoricien (...) est zéro » (lettre à F. Bolte, 23 novembre 1871), qui ne peut opposer à Marx rien de solide théoriquement, comment se fait-il qu'un tel homme ait pu dire quoi que ce soit de fondé *sur le marxisme* ? On ne le saura jamais. On se borne à constater une certaine concordance entre ce qu'a pu dire Bakounine et les développements ultérieurs de l'histoire, mais Rubel attribue cela probablement au hasard. Il ne peut y avoir dans la méthode d'analyse ni dans les concepts développés par Bakounine (destruction de l'Etat, anti-parlementarisme, fédéralisme, bureaucratie rouge, etc.) quoi que ce soit de scientifiquement fondé qui puisse laisser entendre que l'on peut tirer de l'œuvre de Bakounine un enseignement théorique cohérent.

Si bakounine partage avec Marx certains fondements théoriques, c'est parce que le premier a été suffisamment « honnête » pour en « proclamer la justesse », ce n'est pas parce que ces fondements théoriques font partie d'un fonds commun aux deux écoles. Et seul Marx, apprend-on, a pu en tirer les conclusions politiques valables.

Marc Vuilleurmer (dans *Bakounine, combats et débats*, p. 130) se place du même point de vue que Rubel, mais donne au moins une explication plus complète, même si elle n'est pas satisfaisante. Le mouvement ouvrier, dit-il, ne se développe pas de façon linéaire. Au cours de son expansion et de ses crises, certaines idées de Bakounine ont pu prendre une valeur prémonitoire et devenir ainsi d'une brutale actualité. « La dialectique même de l'histoire veut que certains théoriciens, bien qu'inspirés par des conceptions héritées du passé, se révèlent, sur certains points, singulièrement plus perspicaces que ceux dont les analyses, beaucoup plus complètes et profondes, répondent mieux aux exigences de leur temps et se révèlent être un outil encore valable aujourd'hui. Mais cette constatation ne doit pas nous conduire à ne plus voir que les premiers et à en faire de nouvelles idoles ; elle ne doit pas non plus nous dispenser d'analyser les raisons de leur échec et de réfléchir sur les leçons que nous pouvons en tirer. »

Vuilleurmer semble bien voir le danger qu'il y a à reconnaître le bien-fondé des analyses de Bakounine : cela peut conduire à reconnaître également le bien-fondé de sa méthode et de ses conceptions générales. Il faut donc y répondre par avance, et pour ce faire il se retranche derrière la « dialectique de l'histoire », qui « veut » que certains théoriciens, etc.

Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que Vuilleurmer, derrière

une phraséologie « dialectique », ne dit rien de plus que Rubel : Bakounine a eu tort d'avoir raison, ce n'est pas une raison pour donner tort à Marx.

BAKOUNINE SLAVOPHILE ?

Le deuxième mythe accrédité par l'interprétation de Maximilien Rubel concerne la slavophilie de Bakounine. Il dit en effet dans l'article « Le chaînon le plus faible », paru en 1973 : « ... Marx n'a cessé de s'élever contre le messianisme anti-occidental, voire slavophile, de certains intellectuels russes, et en particulier contre les conceptions de l'anarchiste Bakounine, adversaire acharné des méthodes de lutte que Marx s'efforçait de faire triompher dans le mouvement ouvrier avec le concours de l'Association internationale des travailleurs et des partis ouvriers qui avaient commencé à s'organiser surtout après la chute de la Commune de Paris. » (Op. cit., p.157)

Ce genre d'affirmation reprend presque telles quelles les thèses du livre de Benoît Hepner : *Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, qui constitue un exemple d'interprétation subjectiviste de la pensée et de l'action de Bakounine. On pourra également se reporter au livre de Jacques Duclos déjà mentionné, chapitre XIII (Plon).

Rubel, comme Hepner, outre leurs préjugés sur le pan-destructeur, conspirateur romantique et brouillon, font deux erreurs :

Ils arrêtent l'évolution de la pensée de Bakounine à 1848 ou 1849, époque où il s'était particulièrement intéressé à la question slave sans que jamais il verse dans le messianisme anti-occidental qu'on lui prête et ils ne tiennent aucun compte des nombreux textes de Bakounine sur le mouvement ouvrier, sur l'organisation, sur la stratégie ouvrière de masse.

Bakounine soutiendra effectivement la lutte de libération de la Pologne et des autres nations contre le tsar, contre les classes possédantes et en préconisant une fédération des nations slaves. Cela n'a rien à voir avec le slavophilisme réactionnaire qui caractérise « certains intellectuels russes » (et pas seulement russes), pris en bloc. D'ailleurs, en 1848, Bakounine n'était pas encore socialiste, et il serait quelque peu léger de mettre en balance son point de vue de 1848 sur la question slave (et non pas son point de vue slavophile) et le point de vue de Marx de 1870 sur la stratégie du mouvement ouvrier.

- En tout état de cause, la période 1849-1862, dates de l'arrestation et de l'évasion de Bakounine, constitue une charnière dans l'évolution de sa pensée (sa « coupure épistémologique » à lui). « Oublier » tout simplement ce qu'il a pu écrire de 1862 à 1876, période la plus importante de sa vie, relève de la légèreté. C'est pendant cette période que se révèle le Bakounine anarchiste, précisément, celui qui a écrit

les textes les plus intéressants sur le mouvement ouvrier, textes qui sont complètement niés par Rubel. Quant à sa slavophilie, on peut en juger par ce passage d'un texte de 1869, *A mes jeunes frères de Russie*: « Pour les peuples russes et non russes, emprisonnés aujourd'hui dans l'Empire de toutes les Russies, il n'est pas d'ennemi plus dangereux, plus mortel que cet empire lui-même. » (*Œuvres*, éd. Champ Libre, p. 13.)

De telles déclarations de Bakounine pourraient être multipliées. Quant aux « illusions » que pouvait nourrir Bakounine sur les potentialités révolutionnaires de la Russie, elles ne procèdent pas d'un quelconque messianisme, mais d'une observation aigüe de la réalité sociologique de ce pays. La clé de cette analyse se trouve peut-être dans une lettre à Liebknecht du 8 avril 1870, où Bakounine dit que la majorité des étudiants russes se trouvent dans la situation de « n'avoir absolument aucune carrière, aucun moyen assuré d'existence devant elle, ce qui fait qu'avant tout, elle est révolutionnaire par position, et c'est la manière la plus sérieuse et la plus réelle, selon moi d'être révolutionnaire ». Il est significatif que ce sont ces mêmes intellectuels petits-bourgeois qui constitueront l'écrasante majorité des cadres du parti bolchevik, trente ans plus tard...

Quant à la paysannerie, l'autre classe susceptible d'être un facteur de changement en Russie, Bakounine ne se faisait guère d'illusions sur son compte, pas plus qu'il ne voyait dans le mir, la communauté rurale russe, la base d'une évolution possible. Le mir, disait Bakounine, n'a jamais eu d'évolution interne. Le seul processus interne qui s'en dégage va vers la désagrégation. Pressentant le développement d'une nouvelle classe de koulaks, il dit que « tout moujik un peu aisé et un peu plus fort que les autres s'efforce aujourd'hui de toute son énergie de se dégrader de la communauté rurale qui l'opprime et l'étouffe ». (Cité par A. Lehning, *Œuvres*, t.IV, p. 24, introduction.)

« Apathie » et « improductivité », dit encore Bakounine, telles sont les principales caractéristiques de la communauté rurale russe.

En 1848, Bakounine écrit un *Appel aux Slaves* où il préconise la formation de nations non russes, émancipées à l'intérieur et à l'extérieur. Il s'agit d'une brochure de propagande, non d'une étude ethnographique. Cet appel exhorte les Slaves à faire la révolution sociale pour arriver à la libération nationale.

Cet appel est remarquable surtout pour deux raisons: c'est le premier document qui préconise la constitution des Slaves non russes en Etats; c'est le premier document qui lie (et subordonne) la libération nationale à une révolution sociale préalable.

Ce fait mérite d'être mentionné: Bakounine reconnaît dans le mouvement national des peuples opprimés, une force révolutionnaire: c'est même

en Europe la grande question du jour. A la même époque, Marx écrit le *Manifeste* où il n'est pas question de ce problème.

L'*Appel aux Slaves* fera l'objet de deux articles d'Engels dont Rubel se fait l'écho; et là encore on a l'impression qu'il se contente de se réfugier derrière le jugement d'Engels pour se dispenser d'analyser le contenu même du texte de Bakounine.

Il est certain que l'*Appel* est rempli de l'enthousiasme de la période des révolutions de 1848. Mais on n'y trouve aucune proclamation anti-occidentale, au contraire, puisque Bakounine y dit: « (...) Nous avons tendu au peuple allemand, à l'Allemagne démocratique notre main fraternelle. »

Il est certain que les « phrases sentimentales de fraternité » ont pu énerver Engels. Ce dernier, dans sa lettre du 14 février 1849, émet un certain nombre d'idées qui relèvent d'une forme de romantisme issue d'une certaine conception mécaniste de l'histoire, considérée comme une grande machine dont la marche inexorable et nécessaire écrase tout ce qui ne va pas dans le bon sens.

On y trouve, de plus, le concept extrêmement inquiétant de peuple contre-révolutionnaire, la justification, au nom du progrès historique, de la guerre de conquête (Est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire?), la justification de la soumission des petits peuples « non viables » aux grands. « Aux phrases sentimentales de fraternité qui nous sont offertes ici au nom des nations contre-révolutionnaires de l'Europe, nous répondons: que la haine des Russes était et reste la première passion révolutionnaire des Allemands; que depuis la révolution elle est amplifiée par la haine des Tchèques et des Croates et qu'avec les Polonais et les Magyars, nous ne pouvons sauvegarder la Révolution que par le terrorisme le plus décidé contre ces peuples slaves. » Et Engels conclura: « Alors, guerre inexorable à la vie à la mort » aux Slaves traîtres à la révolution; guerre d'extermination et terrorisme aveugle — non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans l'intérêt de la révolution! » (Engels, lettre du 15 février 1849.)

Même s'il faut relativiser de tels propos, écrits dans l'atmosphère passionnée de la révolution de 1848, on peut néanmoins constater: que jamais Bakounine n'en viendra à de telles extrémités de langage; qu'aucun des exégètes du marxisme n'accusera Engels de verser dans la pan-destruction, le terrorisme ou autres épithètes qu'ils ont accolés à Bakounine.

Bakounine s'est trompé lorsqu'il croyait à la possibilité de déclencher la révolution chez les Slaves. Mais Marx et Engels aussi se sont trompés lorsqu'ils croyaient au caractère révolutionnaire des Allemands. Cependant comme le dit Kaminski (*Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, Béliabaste p.121) « Toute la question est en ce moment de savoir s'il est préférable de

faire la guerre aux Slaves ou d'essayer de les rallier à la révolution ». Nous laisserons à Rubel le choix de décider quelle était l'attitude révolutionnaire la plus correcte.

En réalité, si Engels établit une typologie entre peuples historiques viables et peuples historiques non viables, il a un objectif: la révolution. Ceux qui se rallient à la révolution vont dans le bon sens, les autres sont condamnés par l'histoire. Mais il ne s'agit pas de la révolution prolétarienne: il s'agit de la réalisation du programme radical allemand qui vise à détruire l'empire d'Autriche et à réaliser l'unité allemande, programme qui sera réalisé par Bismarck, dont Marx et Engels diront à plusieurs reprises qu'il « travaille pour eux ».

Le panslavisme de Bakounine se contente de se donner pour mission l'émancipation des peuples slaves, mais « ne tend aucunement à l'organisation d'un monde slave à part, hostile ou même seulement étranger aux peuples de races différentes ». (Bakounine, *Programme de la section slave de Zurich*, œuvres, Champ libre, p. 186.)

Ce même texte affirme par ailleurs que la section slave « combattra avec une égale énergie toutes les tendances et manifestations du panslavisme, c'est-à-dire de la soi-disant délivrance des peuples slaves par la puissance de l'Empire russe, aussi bien que du pan-germanisme... » On est donc loin du messianisme anti-occidental et slavophile que Rubel, par l'œil de Marx, voit dans Bakounine.

Si, pendant la révolution de 1848, l'intérêt de Bakounine pour la question slave lui a valu de passer pour un slavophile fanatique et anti-occidental, il serait peut-être bon d'examiner le comportement de Marx pendant cette période pour mettre en relief la rigueur prolétarienne de ses positions.

En juin 1847 a lieu le premier congrès de la Ligue des communistes, une organisation dont le programme est fondé sur le *Manifeste*. La révolution de 1848 va fournir un terrain d'expérimentation de la pratique politique marxiste.

Deux membres de la Ligue fondent à Cologne une Association ouvrière qui organisa jusqu'à dix pour cent de la population. Cette association appliqua la recommandation du *Manifeste* de ne négliger à « aucun moment de faire éclore chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie » et de refuser de « dissimuler ses idées et ses projets ».

Marx s'opposera violemment à l'application d'une telle politique, les ouvriers de Cologne ayant même été jusqu'à saboter les élections. Il prendra la direction de la très libérale *Nouvelle gazette rhénane* et adhérera à l'Association démocratique, une organisation purement bourgeoise.

Le programme en 17 points de la Ligue des communistes, inspiré du *Manifeste*, est trop radical. Engels écrira à ce sujet à Marx: « S'il parvenait un seul exemplaire de nos 17 points, tout serait perdu pour nous. »

De même, Engels s'inquiète parce

que les ouvriers commencent à s'agiter, et, dit-il, « c'est précisément ce qui nous gêne ». Alors que Bakounine, à la même époque, subordonne la solution de la question nationale slave à la révolution sociale, toute la politique marxienne en 1848 consistera à soumettre le développement d'un mouvement ouvrier indépendant à la construction de l'unité allemande, dont le moteur doit être la bourgeoisie.

1848 est conçu d'abord comme un 1789 allemand, et Marx exhortera la bourgeoisie à faire sa révolution. Jusqu'en avril 1849, Marx cherchera (en vain d'ailleurs) à réveiller la conscience de classe... de la bourgeoisie. Ce n'est qu'après l'échec patent de la révolution bourgeoise que Marx s'intéressera de nouveau aux ouvriers et acceptera pour « rendre service », la présidence de l'Association ouvrière.

Le plus piquant de l'histoire est que, fin 1848, Marx avait dit à Bakounine: « Sais-tu que je me trouve à la tête d'une société communiste secrète si bien disciplinée que si j'avais dit à l'un de ses membres: "Va tuer Bakounine", il t'aurait tué (5) » Cette vantardise reçut sa sanction dans le désaveu cinglant de la Ligue des communistes envers Marx, en 1850, qui ramène ses prétentions à de plus justes proportions. Marx dut, en effet, rédiger une Adresse où il s'est vu imposer une sévère autocritique, dans laquelle il reconnaît, en liquidant l'organisation communiste, avoir fait tomber le parti ouvrier « complètement sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois ».

C'est également pendant cette période de collaboration à la politique bourgeoise que la libérale *Nouvelle gazette rhénane* publie l'information selon laquelle George Sand était en possession de documents prouvant que Bakounine était un « instrument de la Russie ou un agent nouvellement entré à son service », et qu'il était responsable de l'arrestation de nombreux exilés polonais. Cette information sera violemment démentie par George Sand, mais Bakounine subira longtemps la suspicion consécutive à cette calomnie.

Cet exemple, qui ne sera pas unique, de calomnie contre Bakounine est à mettre au compte de ce que Rubel appelle pudiquement « un certain comportement » de Marx, critiquable certes, mais qui ne remet pas en cause la « valeur normative » de son enseignement.

Mais, précisément, de telles méthodes — au même titre que la théorie proprement dite — entrent peut-être aussi dans la validité normative de l'enseignement de Marx...

ESTHÉTISME RÉVOLUTIONNAIRE

On peut regretter certaines légèretés dans la méthode employée par M. Rubel pour réfuter Bakounine. Parlant du « projet dialectique » qu'assume la classe ouvrière, il dit en effet: « Semblable projet n'a rien de commun

ni avec la passion destructrice d'un Bakounine ni avec l'apocalypse anarchiste d'un Cœurderoy. L'esthétique révolutionnaire n'avait pas sa place dans ce projet politique calculé pour faire triompher la suprématie virtuelle des masses opprimées et exploitées. » (M. Rubel, op. cit. p. 57).

On pourra revenir sur la « passion destructrice ». C'est une casquette que Bakounine traîne depuis 1842, date à laquelle il a écrit *La Réaction en Allemagne*, brochure tout imprégnée de la phraséologie hégélienne, et où il dit en particulier: « Ayons confiance dans l'Esprit éternel qui ne détruit et n'annéantit que parce qu'il est la source insondable et éternellement créatrice de toute vie. La volupté de détruire est en même temps une volupté créatrice! »

Mais de telles déclarations doivent être replacées dans leur contexte. Ce n'est pas l'objet de ce texte de faire une dissertation sur Hegel. Rappelons cependant que, pour ce dernier, l'histoire est la succession des états d'une substance unique, l'Esprit universel, dont les éléments alimentent le conflit interne et le rendent concret. Ainsi l'ensemble des conflits qui secouent la société sont l'incarnation de l'Idée qui s'auto-réalise. Le développement de la société, dit encore Hegel, résulte de tensions constantes entre forces opposées, tensions qui garantissent en même temps son avance incessante. Parfois, il y a une cassure, une « éruption », lorsque les institutions, les lois, ne sont plus en accord avec l'époque, avec l'Esprit. Alors, dit Hegel dans un texte écrit en 1798: « Toutes les tentatives de restituer, par un barbouillage grandiloquant, la confiance en des rapports et des parties d'une constitution que la foi a quittée, de donner un vernis de belles paroles aux fossoyeurs, non seulement couvrent de honte leurs malins inventeurs, mais encore préparent une éruption bien plus effrayante, dans laquelle au besoin de l'amélioration s'ajoute la vengeance ».

L'accroissement des tensions conduit à une mutation. Les forces contraires qui croissent sous la superficie s'accablent et exposent ouvertement. Le replâtrage d'institutions qui ne correspondent plus aux besoins, aux mœurs, aboutit à un échec inévitable. On comprend donc aisément que la destruction d'institutions anciennes, ne correspondant plus aux besoins, soit un acte créateur puisqu'on accélère ainsi la construction d'une société nouvelle.

Ce n'est qu'à la lumière de sa formation hégélienne qu'on peut comprendre cette phrase du jeune Bakounine (il avait 26 ans) sur la volupté de détruire. Extraire la phrase du contexte contribue évidemment à donner de Bakounine une image négative de brute destructrice et ne révèle que l'ignorance ou la mauvaise foi des commentateurs. En réalité, Bakounine ne fait que paraphraser Hegel qui, à de multiples reprises, énonça l'idée que « de la mort renaît une vie nouvelle » (*La Raison dans l'Histoire*).

Ces quelques précisions très sommaires contribuent peut-être à rétablir la véritable perspective de la pensée de

Bakounine, en même temps qu'elles situeront la valeur réelle du jugement de M. Rubel sur la pensée de Bakounine.

Dans le texte de M. Rubel cité ci-dessus, extrait de l'article « Marx théoricien de l'anarchisme », en dehors de l'argument rabâché sur la passion destructrice, on trouve un procédé inquiétant. Il consiste en ce qu'on peut appeler une « démonstration par amalgame », laquelle pourrait plaire: M. Rubel dans les rangs de ces « disciples peu scrupuleux » qui ont invoqué « certaines attitudes personnelles du maître » pour « mettre son œuvre au service de doctrines et d'actions qui en représentent la totale négation ».

De quoi s'agit-il? On met sur le même plateau de la balance, un penseur qu'on veut réfuter et un authentique farfelu. En l'occurrence Bakounine et Cœurderoy. Mais qui est Cœurderoy? Quarante-huitard imprégné de proudhonisme mal assimilé, il est l'auteur d'un ouvrage: *Hourrah! ou la révolution par les cosaques* (1854) dont le titre est déjà tout un programme. Si M. Rubel voulait trouver un panslaviste, il en a un. L'Occident est décadent, dit Cœurderoy, embourgeoisé. Il a perdu toute vitalité, toute virilité. La seule solution, c'est le déluge humain qui viendra de l'Est, une invasion qui détruira l'Europe: les Russes. Les nations civilisées sont moribondes, le tsar russe devient le Messie de la Révolution. « Nous sommes les races femelles pleines de grâce, de délicatesse et de sensualité voluptueuse. Les Russes sont des races mâles qui poursuivent les races femelles, les violentent et les rendent fécondes. »

Selon Cœurderoy, l'unité de l'Europe ne se fera que par l'occupation russe: « L'Europe actuelle ne peut renaître que par la plus complète des révolutions: par la MORT. » Il est inutile d'accumuler les citations de ce personnage. Son délire suicidaire de névrosé s'étale tout au long de son livre et mériterait d'être analysé d'un point de vue psychanalytique plus que politique. On peut aisément juger du procédé qui consiste à accoler son nom à celui de Bakounine et à qualifier leurs positions conjointes « d'esthétisme révolutionnaire ».

L'exclusion de Bakounine de l'AIT

Dans l'article « Marx et la démocratie », Rubel écrit qu'en 1872 Marx « fit exclure Bakounine de l'Internationale, convaincu que l'anarchisme voulait la transformer en une société de conspirateurs dont il aurait été le maître absolu ». La formulation constitue en elle-même un monument d'interprétation subjective de l'histoire. Puisque Marx était « convaincu » et que sa bonne foi ne peut être mise en cause, n'est-ce pas, il est excusé d'avance au cas où il se serait trompé.

Dans l'article en question, Rubel s'efforce, contre toute vérité historique, de démontrer que le souci constant de Marx a été de promouvoir la démocratie, et il réussit le tour de force de présenter son action la plus

bureaucratique, la plus « anti-démocratique », comme un acte parfaitement banal et parfaitement justifié de sauvegarde de la démocratie.

L'expression de Rubel : « Marx fit exclure Bakounine de l'Internationale », formulation anodine, cache les manœuvres sordides, les falsifications auxquelles Marx recourut pour éliminer non pas Bakounine, mais toute sa tendance, *majoritaire* dans l'AIT, dont il n'était qu'un représentant. A l'appui de sa thèse, Rubel une fois de plus, n'analyse pas les faits, n'étudie pas les textes mêmes de Bakounine. Il se retranche derrière une citation de Marx, pièce d'anthologie du mensonge politique : la société secrète de Bakounine visait à la « reconstitution de tous les éléments de l'Etat autoritaire sous le nom de communes révolutionnaires (...) l'organe exécutif est un état-major révolutionnaire formé par une minorité (...) l'unité de pensée et d'action ne signifie rien d'autre qu'orthodoxie obéissante et aveugle... »

Si l'inanité de ce raisonnement de Marx ne lui saute pas aux yeux, Rubel ne se demande pas non plus pourquoi, enfin débarassée des « méchants » bakouniniens, c'est-à-dire en fait de sa véritable substance, l'AIT s'écroule lamentablement : fiasco du congrès de Genève qui a suivi celui de La Haye et plus tard transfert du siège de l'AIT à New York, là où personne ne pouvait aller.

Le 2 novembre 1872, Becker se plaint à Sorge du comportement de Marx et d'Engels, qui se sont tenus prudemment à l'écart depuis, et qui ont en fait abandonné l'AIT à elle-même. « Que devient donc cette solidarité tant vantée et si chaudement recommandée si l'on reste chez soi quand on voit le char social embourbé, en laissant à quelques camarades le soin de le tirer de l'ornière, afin de pouvoir dire, si les choses tournent mal, qu'on n'en était pas, et de se soustraire ainsi à toute responsabilité, tandis qu'au contraire toute la faute d'un insuccès devrait à juste titre retomber sur de telles absentions ? Que le diable emporte ces je-m'en-foutistes qui tremblent de perdre leur renom de grands hommes ! S'ils pensaient qu'il y eût du danger, ils étaient doublement tenus de venir. »

Plus que toutes les analyses de Bakounine sur la stratégie politique et la pratique marxistes, ce passage de Becker constitue le meilleur jugement sur toute l'activité de Marx dans l'Internationale. Avec le désaveu, trente ans plus tôt, de la Ligue des communistes, on ne peut que prendre acte de l'étonnante constance dans la pratique politique de Marx.

Mais revenons à l'exclusion de Bakounine de l'AIT. En janvier 1870, Marx diffuse un texte calomnieux sur Bakounine, la maintenant célèbre *Communication confidentielle*. Engels part en campagne pour discréditer Bakounine en Italie, en essayant de s'appuyer sur Cafiero. Il fait si bien que Cafiero rompt brutalement et se rallie à Bakounine. Lafargue, de son côté, le gendre de Marx, tenta le même jeu en Espagne.

Bakounine, pendant ce temps, séjournait à Locarno où il traduisait en russe le Livre I du *Capital*. Il se vit d'ailleurs accuser de vouloir « s'approprier le bien d'autrui » parce qu'il avait touché une avance de l'éditeur.

Les anti-autoritaires pensaient résoudre à leur avantage ce qu'ils ne considéraient que comme un conflit idéologique. Or, Marx voulait à tout prix éviter que les anti-autoritaires puissent s'exprimer à un nouveau congrès, où ils ne manqueraient pas de recueillir une écrasante majorité.

Trois mois après la Commune eut lieu la conférence de Londres, le 17 septembre 1871, où les thèses marxistes l'emportèrent par une majorité factice obtenue grâce à des mandats refusés, des fédérations non averties, et des mandats truqués offerts aux hommes dont on était sûrs. Cette conférence exclut Bakounine et James Guillaume.

Au congrès de La Haye de l'année suivante (septembre 1872) la même assemblée vota comme un seul homme tout ce que Marx lui dictait ; le Conseil général se vit attribuer des pouvoirs exorbitants. La scission était chose faite.

Il est intéressant de savoir que les fédérations adhérentes de l'AIT s'étant rendu compte de la manipulation dont elles avaient été les victimes, désavouèrent les résolutions de ce congrès truqué : la fédération jurassienne la désavoua le 15 septembre 1872 ; les délégués de 23 sections françaises en octobre 1872 ; la fédération italienne en décembre 1872 ; la belge de même ; l'espagnole en janvier 1873, de même pour les fédérations hollandaises et anglaises.

Certes, toutes ces fédérations n'étaient pas « bakouniniennes » et le désaveu exprime cependant de façon claire que l'unité internationale du mouvement ouvrier sur la base de la solidarité concrète, que préconisait Bakounine, était possible. Cette unité internationale concrète, grosse d'évolutions ultérieures constructives a été brisée par le courant marxiste. Mais, si on s'en réfère à Rubel, on a la consolation de savoir que Marx y mettait en œuvre sa « praxis révolutionnaire ».

Marx anarchiste ?

En contrepoint de son interprétation partielle des idées de Bakounine, on trouve chez M. Rubel la thèse selon laquelle Marx serait un théoricien de l'anarchisme. Il fut le premier, dit M. Rubel, « à jeter les bases rationnelles de l'utopie anarchiste et à en définir un projet de réalisation ». La thèse de M. Rubel repose sur le contenu hypothétique d'un Livre sur l'Etat que Marx n'a pas écrit, mais qu'il aurait eu en projet. « Le "Livre" sur l'Etat prévu dans le plan de l'Economie, mais resté non écrit, ne pouvait que contenir la théorie de la société libérée de l'Etat, la société anarchiste. » (*In « Marx théoricien de l'anarchisme », p. 45.*)

Le marxisme réel n'a pas suivi cette voie anarchiste implicite dans la pensée de Marx parce que des « disciples peu scrupuleux » ont « invoqué certaines attitudes personnelles du

maître » pour mettre son œuvre « au service de doctrines et d'actions qui en représentent la totale négation ». Le « socialisme réalisé », selon l'expression de M. Rubel, est une dénaturation de la pensée de Marx. L'anarchisme, quant à lui, a moins souffert de la perversion que constitue l'application concrète car, « n'ayant pas créé une véritable théorie de la praxis révolutionnaire, il a su se préserver de la corruption politique et idéologique » (« Marx théoricien de l'anarchisme », p. 49).

On ne peut aborder le problème de la praxis comme le fait M. Rubel, d'une manière idéologique, au sens où l'entendait Marx, de fausse représentation de la réalité. Il n'empêche que M. Rubel devrait conserver à l'esprit que la CNT espagnole et son million d'adhérents est le seul exemple historique d'un mouvement ouvrier donnant les armes à la main un coup d'arrêt au fascisme, et que cela relève peut-être d'une « praxis » qui mériterait d'être analysée, plutôt qu'éjectée en une petite phrase. Il en est de même pour la FORA argentine et la FORU uruguayenne, fortes de centaines de milliers d'adhérents, écrasées par le fascisme entre 1920 et 1930. De même pour la CNT bulgare, moins connue, écrasée conjointement par les communistes et les fascistes. De même pour l'USI italienne, la CGT portugaise, la FAUD allemande qui avaient chacune plusieurs centaines de milliers d'adhérents, et qui furent écrasées par les fascistes et les nazis.

Et si le mouvement makhnoviste n'avait pas battu l'armée de Dénikine alors qu'elle allait investir Moscou et que les cadres du parti bolchevik avaient reçu la consigne de préparer leurs valises pour fuir en Finlande, beaucoup d'intellectuels aujourd'hui n'auraient pas le plaisir de disserter sur la dégénérescence bureaucratique du marxisme.

Quoiqu'on puisse penser de la « praxis » du mouvement anarchiste ou anarchosyndicaliste, en termes d'accord ou de désaccord politiques, on ne peut en limiter la réputation à des bouffonneries sur « le seul geste individuel de sa révolte » (*Marx critique du marxisme*, postface, p. 430).

Des centaines de milliers de travailleurs sont morts sous les plis du drapeau noir, et surtout du drapeau noir et rouge, qui ont cru combattre pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et pour la construction d'un monde meilleur. Il est heureux qu'ils n'aient jamais su qu'ils étaient morts pour un mouvement qui n'avait « pas créé une véritable théorie de la praxis révolutionnaire », pour un mouvement « issu de rêves et de nostalgies tout autant que de refus et de révoltes ».

Heureusement que ces légions d'hommes et de femmes, participant d'un mouvement qui s'était, selon M. Rubel, constitué « en tant que critique radicale du principe d'autorité », n'ont jamais su qu'ils avaient été assassinés par un principe.

Il faudra attendre l'arrivée de Marx pour que l'anarchisme s'enrichisse « d'une dimension nouvelle, celle de la

compréhension dialectique du mouvement ouvrier perçu comme autolibération éthique englobant l'humanité tout entière» (sauf peut-être les « nations réactionnaires » relevées par Engels).

Jusqu'alors, l'anarchisme était encore dans sa préhistoire, et on le comprend si l'image que Rubel se fait de Bakounine se limite au pandestructeur romantique, conspirateur et slavophile. L'évacuation de Bakounine du panthéon anarchiste ainsi réalisée, il va tout de même falloir justifier de « certains comportements » de Marx peu en accord avec les fins poursuivies. A la déformation par l'excès va succéder une autre forme de déformation, par l'euphémisme. Ainsi Rubel indique-t-il que Marx « n'a pas toujours cherché dans son activité politique à harmoniser les fins et les moyens du communisme anarchiste. Mais pour avoir parfois failli en tant que militant, Marx ne cesse pas pour autant d'être le théoricien de l'anarchisme. »

Deux petites phrases suffisent pour rendre compte de trente années de calomnies, de mensonges et de... conspirations à l'encontre de Bakounine. « L'anarchisme » de Marx est remis sur ses rails.

Mais en quoi consiste cet anarchisme de Marx ? Il est vrai qu'il y a chez l'auteur du *Capital* une critique de l'Etat, mais la critique de l'Etat en elle-même n'a jamais suffi pour faire un anarchiste. En réalité, on peut se référer à des textes de Marx où il fait une critique radicale d'un type déterminé d'Etat, mais la critique de l'Etat en tant que principe reste très limitée (7). Or, on peut s'étonner qu'un auteur qui voulait, paraît-il, faire sur l'Etat ce qu'il avait fait sur le *Capital* n'ait pas parsemé son œuvre d'indications plus nombreuses sur la destruction de l'Etat. Le passage le plus précis cité par Rubel sur cette question est extrait des *Prétendues scissions dans l'Internationale* : « Tous les socialistes entendent par Anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes une fois atteinte, le pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. »

Les *Prétendues scissions*, cependant, est un texte polémique dirigé contre les anarchistes, et la crédibilité d'une telle affirmation en est quelque peu affectée. En fait, cette phrase de Marx qui émerveille tant Rubel est tellement vague, tellement générale, elle engage si peu, qu'un militant de n'importe quelle tendance de la « gauche » peut la reprendre à son compte sans se compromettre.

Il y a cependant un livre de Marx où il se révèle « anarchiste », *La Guerre civile en France*, écrit après la Commune de Paris. Malgré l'influence qu'y jouèrent les jacobins et les blanquistes, la Commune fut presque entièrement calquée sur les conceptions fédéralistes de Bakounine : une fédération de communes décentralisées où les postes de responsabilité étaient occupés par des délégués élus et révocables.

De fait, *La Guerre civile en France* est un des textes les plus clairs sur la Commune écrit dans son propre esprit anti-étatique. Or, précédemment Marx avait développé dans le *Manifeste* une conception « démocratique » de la révolution fondée sur l'action parlementaire, puis dans *Les Luttes de classes en France* une conception dictatoriale jacobine. *La Guerre civile en France* est donc de fait un ralliement aux conceptions proudhoniennes et bakouniniennes selon lesquelles la condition préalable au socialisme est la destruction de l'appareil d'Etat.

Pour faire de Marx un théoricien de l'anarchisme, Rubel s'imagine qu'il suffit de mettre à son crédit ses quelques déclarations sur l'abolition de l'Etat en niant tout le reste et les moyens pour réaliser cette fin, c'est-à-dire l'organisation et la stratégie générale, bref la *praxis*.

Si la création des *Prétendues scissions* définit l'anarchisme en termes de « but dans le mouvement prolétaire », il faut préciser que l'anarchie se définit en termes de moyens. Et ces moyens excluent : l'organisation du prolétariat en partis (organisation inter-classe)



L'historien marxiste Franz Mehring écrira sur *La Guerre civile* : « Quelque spirituels que fussent certains raisonnements de Marx, ils étaient dans une certaine mesure en contradiction avec les conceptions que Marx et Engels ont défendues pendant un quart de siècle et qu'ils ont formulées déjà dans le *Manifeste communiste*. » De fait, cette parenthèse « anarchiste » dans l'œuvre de Marx reste tout à fait isolée, « un travestissement bouffon mais forcé », dira Bakounine. Même si certains auteurs ont voulu exagérer l'importance de cette parenthèse, sur laquelle Marx reviendra très vite, on ne peut guère la considérer comme déterminante dans sa pensée.

nationaux et centralisés ; l'action parlementaire ; la conquête du pouvoir d'Etat. Et ils préconisent : l'organisation du prolétariat dans une structure de classe (fondée sur le rôle dans le processus de production fédérée internationalement ; l'action de masse en dehors du parlement, les avantages acquis l'ayant toujours été par la lutte directe et seulement ensuite entérinés par le parlement ; la destruction de l'Etat, c'est-à-dire la substitution de celui-ci par l'organisation de classe du prolétariat, ce qui n'exclut d'ailleurs pas une période de transition, le passage instantané d'un état à un autre n'étant possible que grâce à une baguette magique.

Si une politique se juge par sa finalité, elle se juge surtout par les moyens qu'elle se donne pour y parvenir. Il est donc totalement exclu que le prolétariat puisse faire « du suffrage universel, hier encore instrument de duperie, moyen d'émancipation ». Il est exclu de reconnaître quelque « validité normative, que ce soit à des raisonnements pseudo-hégéliens selon lesquels le prolétariat ne s'aliène politiquement que pour triompher de la politique et ne conquiert le pouvoir d'Etat que pour l'utiliser contre la minorité anciennement dominante ». « La conquête du pouvoir politique est un acte "bourgeois" par nature ; il ne se change en action prolétarienne que par la finalité révolutionnaire que lui confèrent les auteurs de ce bouleversement. » (Rubel, ouvrage cité, p. 55).

Si la conquête du pouvoir politique est un acte bourgeois par nature, aucune finalité révolutionnaire ne peut le transformer en « action prolétarienne ». C'est au contraire « l'action prolétarienne » qui se trouvera de ce fait transformée en « action bourgeoise ». Si la classe ouvrière « assume le projet dialectique d'une négation créatrice » et « prend le risque de l'aliénation politique en vue de rendre la politique superflue », laissons à Rubel la responsabilité de ses hégélianismes. Pour Bakounine, la seule négation créatrice est la destruction de l'Etat et son remplacement par les structures de classe du prolétariat. S'engager (volontairement en plus) dans un processus d'auto-aliénation ne paraîtrait pas à Bakounine le meilleur moyen pour parvenir à l'auto-libération.

En voulant démontrer « l'anarchisme » de Marx, Maximilien Rubel parvient en fait à démontrer le contraire. On peut regretter que M. Rubel ait mis son immense érudition au service d'une cause perdue. On aurait pu attendre d'un homme comme lui qu'il élève le niveau habituel du débat Marx-Bakounine ou du débat marxisme-anarchisme auquel les léninistes et les stalinien nous avaient habitués.

CONCLUSION

Maximilien Rubel interprète l'œuvre de Marx en faisant de celui-ci un théoricien de l'anarchisme. Quoi qu'on puisse penser de cette idée, le talent et l'érudition de M. Rubel rendent cette hypothèse intéressante et enrichissante. Mais alors, M. Rubel prend seul la responsabilité de sa propre définition de l'anarchisme, qui se trouve réduit à la recherche d'un objectif — l'abolition de l'Etat —, et qui peut s'accommoder d'une stratégie de type social-démocrate et électoraliste.

Les anarchistes pourront cependant faire remarquer à M. Rubel que si Marx s'est effectivement livré à une critique de l'Etat, celle-ci ne suffit pas à définir l'anarchisme. L'anarchisme se définit, certes, par son objectif, l'abolition de l'Etat, dont Marx parle en définitive fort peu, mais aussi par ses moyens qui, chez Marx, sont totalement antinomiques avec l'objectif déclaré (mis à part ce qu'il dit dans la parenthèse presque accidentelle de *La Guerre civile en France*).

M. Rubel a trop longuement mis l'accent sur le problème de la praxis révolutionnaire pour ne pas se rendre compte que la praxis est indissociable du but à atteindre et qu'ils se déterminent (dialectiquement) l'un l'autre.

Dans un écrit de jeunesse, *Argent, Etat, Prolétariat* datant de 1844, Marx se laisse aller à des déclarations franchement antiétatiques : « L'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont indissociables. » (Ed. La Pléiade, III, p. 409). (C'est de l'« esclavage de la société civile » dont il s'agit.) M. Rubel, dans une note, page 1588, déclare que « cet aphorisme exprime on ne peut plus catégoriquement le credo anarchiste de Marx ». Une telle affirmation antiétatique ne peut, aux yeux de M. Rubel, que fermement établir Marx au premier rang des penseurs anarchistes. Voyez tous ! semble-t-il dire : dans un écrit de jeunesse, Marx a dit que l'existence de l'Etat et celle de l'esclavage sont indissociables ! Il ne peut donc qu'être anarchiste !

Et, répondant par avance à l'objection selon laquelle toute la praxis ultérieure de Marx dément totalement cette affirmation *plus anarchiste que nature*, M. Rubel précise : « Ses déclarations ultérieures quant à la nécessité, pour la classe ouvrière, de « conquérir » le pouvoir politique, donc de s'assurer la direction des affaires de l'Etat, voire d'y exercer, en tant que classe et comme « immense majorité », sa « dictature » sur la minorité bourgeoise *légalement* dépossédée de ses privilèges économiques et politiques, ne contredisent nullement le postulat initial de la finalité anarchiste du mouvement ouvrier. » (Ed. La Pléiade, III, p. 1588, note de Rubel.) Ce qui est une façon de dire qu'une praxis totalement « extra-anarchiste » ne contredit nullement le « postulat initial » anarchiste. Malheureusement, en énonçant les termes de la contradiction, M. Rubel ne la *résoud* pas.

Dans une autre note de la même page 1588, M. Rubel souligne que malgré le caractère antipolitique (qu'il assimile sans doute à l'anarchisme) de ses écrits de la période parisienne, Marx s'accommodera plus tard « d'une politique ouvrière assez conforme au principe qui se trouve ici condamné ». Là encore, la contradiction ne semble pas détourner M. Rubel de son idée. En revanche, il s'étonne que les épigones de Marx n'aient pas compris que ce dernier était « anarchiste », malgré le très petit nombre de passages où il se révélerait comme tel, et malgré une pratique politique totalement anti-anarchiste. « En tant qu'idéologie politique, le marxisme des épigones se nourrit de cette ambiguïté que l'absence de « Livre » sur l'Etat facilitera. » (Marx, *Œuvres*, La Pléiade, III, note de Rubel, p. 1588.)

Maximilien Rubel semble lui-même conscient du caractère peu convaincant de « l'anarchisme » de Marx tel qu'il devrait apparaître dans son œuvre écrite. Aussi la pièce maîtresse de son argumentation se trouve dans ce Livre sur l'Etat que Marx avait en projet. Resté non écrit, ce Livre, rappe-



lons-le, « ne pouvait contenir que la théorie de la société libérée de l'Etat, la société anarchiste » (*Marx critique du marxisme*, Payot, p. 45).

Le plan de l'« Economie » que Marx voulait écrire n'a pu être rempli que pour un sixième, dit Rubel : « La critique de l'Etat dont il s'était réservé l'exclusivité n'a pas même reçu un début d'exécution, à moins de retenir les travaux épars, surtout historiques, où Marx a jeté les fondements d'une théorie de l'anarchie. » (Plan et Méthode de l'Economie», *Marx critique du marxisme*, p. 378.)

Ainsi, en dépit d'une stratégie politique, d'une praxis dont M. Rubel lui-même dit qu'elle est contraire aux principes énoncés, Marx aurait écrit, s'il avait eu le temps, une théorie anarchiste de l'Etat et de son abolition. Les héritiers de Marx qui, jusqu'à aujourd'hui, ont construit un capitalisme d'Etat peu conforme aux professions de foi anarchistes, se sont « nourris » de cette ambiguïté, causée précisément par l'absence du Livre sur l'Etat. En d'autres termes, semble croire M. Rubel, si Marx avait eu le loisir d'écrire ce Livre, son œuvre n'aurait pas revêtu cette « ambiguïté » (que Rubel souligne à plusieurs

reprises); et sa qualité d'anarchiste aurait éclaté au grand jour. Et par là même probablement, les destinées du mouvement ouvrier international auraient été différentes. Position idéaliste s'il en fut. La clef du problème de la destinée du marxisme — et de sa dénaturation — réside en conséquence dans ce Livre non écrit, dont l'absence a fait basculer le marxisme dans l'horreur concentrationnaire.

Pour rendre à l'œuvre de Marx (et non plus au marxisme, concept que M. Rubel rejette) sa véritable signification, il faut donc partir de ce qui existe (c'est-à-dire pas grand-chose), des « travaux épars », dont M. Rubel se propose de se faire l'interprète.

Les anarchistes pourraient légitimement demander à M. Rubel s'il n'y a pas une grosse contradiction à réaffirmer le postulat du matérialisme historique, qui fonde paraît-il l'incomparable supériorité du marxisme sur l'anarchisme, et ensuite à expliquer le dévoiement de l'œuvre de Marx par la seule absence d'un livre qu'il n'a pas écrit.

Ce qui confère à Marx la qualité de « théoricien le plus conséquent de l'anarchisme », dit M. Rubel, c'est que « l'avènement de la communauté

libérée de l'exploitation économique, politique et idéologique de l'homme par l'homme est conçu non en fonction de comportements individuels, moralement exemplaires, mais comme action réformatrice et révolutionnaire de l'immense majorité constituée en classe sociale et en parti politique ». (Marx, *Œuvres*, III, note de Rubel, p. 1735).

Si donc on s'en tient effectivement aux postulats du matérialisme historique, la publication du Livre sur l'Etat n'aurait pas changé grand-chose; les « épigones », représentants de forces sociales qui se seraient développées de toute façon, auraient pris dans Marx (ou ailleurs) ce qui leur aurait été nécessaire pour justifier leur politique et auraient laissé le reste.

Il n'empêche que c'est quand même dans l'œuvre de Marx — considérable, même sans le Livre sur l'Etat — que les déformations bureaucratiques et totalitaires du mouvement ouvrier ont trouvé le fondement théorique de leur action.

Il n'empêche que, si Marx avait été « anarchiste », il aurait écrit son Livre sur l'Etat.

Eric VILAIN

NOTES

(1) Bakounine reconnu constamment la valeur de l'œuvre de Marx et lui rendit hommage, mais :

a) Il reconnut surtout la validité de ses analyses économiques sur le capitalisme, sans pouvoir cependant s'empêcher d'ironiser sur les tendances de son adversaire à verser dans la métaphysique : « Et quant à moi, sais-tu, mon vieux, que je travaille à la traduction de la métaphysique économique de Marx », dit-il dans une lettre à Herzen, en évoquant le livre I du *Capital*. De l'hommage que fit Bakounine à Marx, — en toute bonne foi — il n'y a aucune conclusion politique à en tirer. Le *Capital* ne conduit à aucune conclusion politique sinon à l'inévitable écroulement du capitalisme.

b) Quant à la validité normative globale de l'œuvre de Marx, Bakounine y met cette réserve importante que si l'économique détermine les formes politiques générales, ces dernières, ainsi que les préjugés (l'idéologie) peuvent à leur tour déterminer les formes de l'économique.

Marx, selon Bakounine, à « pris comme base de ses théories un principe fondamentalement vrai lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire d'un point de vue relatif, mais qui, envisagé et posé d'une manière absolue, comme l'unique fondement et la source première de tous les autres principes, devient complètement faux. » (*L'Empire knoutogermanique*). On voit donc que la « justesse des fondements théoriques élaborés par Marx », que Bakounine aurait reconnue, n'est pas une question d'honnêteté, qu'elle est au contraire critique et montre précisément que Bakounine oppose à Marx une conception théorique, des méthodes et des perspectives mieux fondées.

(2) Pendant ses douze années de captivité, Bakounine sera l'objet de calomnies infâmes. Il y avait déjà eu l'affaire de la

Nouvelle gazette rhénane en 1848, où il avait été accusé d'être un agent du tsar. En 1853, il est accusé dans un journal anglais d'être trop précieux pour être emprisonné, et de jouir d'une tranquille liberté en Caucase. En 1856, les calomnies reprennent, puis en 1862 après son évasion. Dans chaque cas, les auteurs des diffamations se situent parmi les intimes de Marx. Dans chaque cas également, Marx était un des principaux collaborateurs du journal diffamateur.

(3) Il est vrai que, dans l'activité conspiratrice de Bakounine, il faut distinguer : l'aspect « défensif » contre la répression policière ; l'aspect « offensif » concernant la diffusion de ses idées. Sur ce dernier point, on peut préciser que la Ligue des communistes à laquelle adhéra Marx était aussi une organisation secrète, et que les manœuvres de Marx contre la tendance anti-autoritaire dans l'AIT révèlent une maîtrise remarquable des méthodes conspiratrices.

(4) Le débat sur le problème de la conquête du pouvoir était faussé au départ par la façon même dont Marx et Engels l'ont posé. En effet, chez Bakounine il faut distinguer le principe lui-même, et la tactique. Il est vrai que Bakounine s'opposait au principe de la prise du pouvoir d'Etat, mais son argumentation était loin d'être aussi simpliste que l'ont présentée Marx et Engels. Mais ce n'est pas le problème ici.

Tactiquement, Bakounine était opposé à l'introduction de ce principe dans le programme officiel de l'AIT, car il disait que l'élaboration d'un programme politique global à l'organisation devait se faire progressivement par la discussion et le débat. Il n'était pas opposé à tout programme politique par principe ; au contraire, il disait que « si les questions politiques et philosophiques n'avaient même point été posées dans l'Internationale, c'est le prolétariat lui-même qui les poserait ». (*Ecrit contre Marx*).

L'opposition de Bakounine à la politique n'est donc pas fondée sur la volonté de mettre l'accent sur l'activité exclusivement économique du prolétariat, elle est fondée sur des divergences avec Marx sur le mode d'élaboration du programme politique. Imposer un programme politique à l'AIT, disait encore Bakounine, signifiait qu'il y aurait « autant d'Internationales qu'il y aura de programmes différents ». L'histoire lui a donné raison.

(5) Bakounine répondit à Marx que si sa société secrète n'avait pas autre chose à faire que de tuer les gens qui lui déplaissent, « elle ne pouvait être qu'une société de valets ou de fanfarons ridicules ».

(6) Doit-on conclure que Rubel est un des rares auteurs marxistes à ne pas considérer que la participation d'anarchistes à la généralité de Catalogne pendant la guerre civile d'Espagne ne fut pas « une corruption politique et idéologique » ?

(7) Dans le tome I des *Œuvres complètes* de Marx des éditions de la Pleiade établies et annotées par Maximilien Rubel, on trouve 7 références à l'abolition de l'Etat dont 3 sont des notes de Rubel. Dans le tome II, il y a 4 références dont 3 dans les notes. Sur plus de 3000 pages, il y a donc 5 références directes à l'abolition de l'Etat (dont une d'Engels, d'ailleurs), et en des termes extrêmement vagues, et qui constituent un matériel trop mince pour conclure que Marx est un « théoricien de l'anarchisme ». Dans le tome III (œuvres philosophiques) il y a une référence de Marx à l'abolition de l'Etat. Deux notes de M. Rubel, et un passage dans l'Introduction où M. Rubel nous dit que la « vision d'une société non politique » chez Marx s'est exprimée à travers la revendication de la démocratie représentative, c'est-à-dire... le parlementarisme.

Réflexions révolutionnaires

Le Centre de documentation Max Nettlau de Paris a invité Daniel Guérin à venir débattre sur le thème *Marxisme et anarchisme*, le 10 février 1984. Bien qu'avec un peu de retard, il nous a paru intéressant de publier un extrait de l'intervention de Daniel Guérin à cette occasion, intervention dont d'entrée il a tenu à préciser le sujet :

Je dois faire mon « méa culpa », car lorsque Martin m'a demandé de prendre la parole aujourd'hui, j'ai étourdiment proposé comme titre de mon exposé « Anarchisme, marxisme, communisme libertaire ». C'était aberrant, parce que, pour parler de ces trois sujets de façon sérieuse et approfondie, il aurait fallu 24 heures, ou même davantage. Par conséquent, il n'est pas question que je me lance aujourd'hui dans un vaste panorama des problèmes concernant l'anarchisme et le communisme libertaire.

Quelque chose aussi me gêne : mon vieil ami Maurice Joyeux disait récemment, à une réunion à laquelle j'ai participé, que le temps de ressasser indéfiniment les grands ans du XIXe siècle, qu'ils aient été marxistes ou anarchistes est révolu, et je suis assez d'accord avec lui. Nous sommes à la fin du XXe siècle. Nous sommes à une époque qui annonce un siècle nouveau.

Nous sommes à une époque où les révolutions industrielles, techniques et autres sont tout à fait formidables ; où, par exemple, des gens se promènent sur des fauteuils dans l'espace... N'est-ce pas un peu anachronique, au moment où tout change, où tout se transforme, d'en être encore à rabâcher indéfiniment ce qu'a pu dire Marx, ou Bakounine, ou Kropotkine ? Je me reproche, pour ma part, d'avoir, ma vie durant, ratiotiné sur ces grands bonhommes d'un siècle passé, d'une époque qui n'est plus celle d'aujourd'hui.

Et pourtant, ce n'était peut-être pas absolument inutile. Aujourd'hui est mort Andropov. Eh bien, la position que nous adoptons par rapport au monstrueux régime qu'incarrait Andropov, c'est tout de même quelque chose qui ne peut — à mon avis — être compris que si on revient en arrière, sur les causes qui ont amené un régime pareil en URSS. Nous sommes conduits au seuil du XXe siècle, à vrai dire un peu plus en arrière, à l'époque où Kautsky prétendait que ce ne serait pas les ouvriers qui introduiraient le socialisme, mais les intellectuels bourgeois. C'était bien entendu une sottise. Et pourtant Lénine l'a reprise mot pour mot !

Je suis gêné enfin, parce que je n'ai pas la moindre intention de vous faire un exposé long, seulement une courte introduction pour permettre qu'un débat, un dialogue s'instaure entre nous. Je veux donc prendre un sujet beaucoup plus restreint, mais qui n'en a pas moins un lien aussi bien avec l'anarchisme qu'avec le marxisme et le communisme libertaire : il s'agit de la dénonciation fulgurante faite par Bakounine du futur totalitarisme bolchévique, qu'il a d'une façon géniale pressenti à l'avance.

BAKOUNINE DU LE DIVINATEUR GENIAL

Notre dette à l'égard de Michel Bakounine est multiple, mais les communistes libertaires de la fin du XXe siècle lui doivent surtout, bien au-delà de ses polémiques avec Marx, d'avoir lu dans un avenir lointain ce que serait un jour le bolchevisme. Assurément, ce faisant, il s'est montré excessif, souvent injuste à l'égard de son contemporain fondateur du socialisme dit scientifique. Tout au plus certains traits autoritaires et entachés d'étatisme étaient-ils décelables chez Marx, bien que ne se manifestant encore qu'à l'état embryonnaire. Le coup de force du congrès de La Haye de 1872, qui exclut Bakounine de l'Internationale, mit l'accent sur ces tendances. Bakounine, dans sa polémique, s'en prit moins à son rival qu'à l'Etat populaire (*Volkstaat*) défendu par les lassaliens et les sociaux-démocrates, que Marx et Engels mirent trop de temps à désavouer. Mais, ayant décelé l'embryon, Bakounine a eu la divination géniale de son excroissance future. Si bien que son éreintement démesuré et quelque peu tendancieux se trouvera en fait justifié à posteriori quand il s'appliquera aux épigones abusifs de Marx. La présence de Bakounine quant aux déviations perverses, avant de devenir monstrueuses, de ce qui prendra le nom de « marxisme », mérite donc de notre part un grand coup de chapeau.

Avant même de se quereller avec l'inspirateur de la 1^{ère} Internationale, Bakounine avait mis en garde contre le communisme autoritaire. Dès le 19 juillet 1866, dans une lettre à Alexandre Herzen et Nicolai Ogarev, tutoyant ses deux correspondants comme s'il s'agissait d'une seule et même personne, Bakounine écrivait : « Toi qui es un socialiste sincère et dévoué, assurément tu serais prêt à sacrifier ton bien-être, toute ta fortune, ta vie même, pour contribuer à la destruction de cet Etat dont l'existence n'est compatible ni avec la liberté ni avec le bien-être du peuple. Ou alors, tu fais du socialisme d'Etat et tu es capable de te réconcilier avec ce mensonge le plus vil et le plus redoutable qu'ait engendré notre siècle, le *démocratisme officiel ET LA BUREAUCRATIE ROUGE* ».

Dans sa condamnation du communisme autoritaire, Bakounine répétait les imprécations de son maître Proudhon. Au deuxième congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, à Berne, fin septembre 1868, avant de rompre avec cette émanation du libéralisme bourgeois, il clamait : « Je déteste le communisme parce qu'il est la négation de la liberté et que je ne puis concevoir rien d'humain sans liberté. Je ne suis point communiste parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les puissances de la société dans l'Etat, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'Etat. (...) Je veux l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non du haut en bas par le moyen de quelque autorité que ce soit. (...) Voilà dans quel sens je suis *collectiviste* et pas du tout *communiste*. »

Pourtant, Bakounine est devenu à Genève membre individuel de l'Association internationale des travailleurs depuis juillet 1868, et il a écrit à Gustave Vogt, président de la Ligue de la paix et de la liberté en septembre : « Nous ne pouvons ni ne devons méconnaître l'immense et utile portée du congrès de Bruxelles [de la 1^{ère} Internationale]. C'est un grand, c'est le plus grand événement de nos jours ; et si nous sommes nous-mêmes de sincères démocrates, nous devons non seulement désirer que la Ligue internationale des ouvriers finisse par embrasser toutes les associations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique, mais nous devons y coopérer de tous nos efforts, parce qu'elle peut constituer aujourd'hui la vraie puissance révolutionnaire qui doit changer la face du monde. »

BAKOUNINE OU L'AMI « PARTICULIER » DE MARX

Sur sa lancée, Bakounine écrivait à Marx le 22 décembre 1868 : « Je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs. Ma patrie maintenant, c'est l'Internationale dont tu es un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple et je suis fier de l'être. » Marx fait aussitôt savoir à l'un de ses confidents, Hermann Jung : « J'ai reçu une lettre de Bakounine dans laquelle il m'assure de son amitié toute particulière. » Ces effusions feront soupçonner Bakounine de duplicité. Mais ne pourrait-on pas en dire autant de Marx qui, jusqu'alors resté volontairement quelque peu en retrait, attend son heure et n'a pas encore laissé percer son autoritarisme égoïste ?

La rivalité personnelle qui va faire s'affronter Marx et Bakounine, pour perturber gravement la marche de l'Internationale, n'est pas, à vrai dire, le

sujet du présent exposé. Pourtant, il n'est guère possible, il serait même déshonnête de la passer sous silence. J'ouvre donc une parenthèse, pour la refermer au plus vite.

Bakounine, à son retour en Europe occidentale, après ses longues années de captivité en Russie, avait fait siennes les idées anarchistes empruntées à Proudhon, bien que développées dans un sens plus révolutionnaire. Mais cette conviction nouvelle s'était superposée chez lui à un goût invétéré pour la clandestinité des conspirations. Il avait recueilli en quelque sorte l'héritage du babouisme, du carbonarisme, du blanquisme et, plus encore, des activités révolutionnaires secrètes, appropriées à la lutte contre le despotisme tsariste. Internationaliste dans l'âme, il avait manigancé l'une après l'autre diverses «fraternités internationales» dont il recrutait les affidés dans plusieurs pays latins.

La dernière en date de ces initiatives aura été, en 1868, au lendemain de sa rupture avec la Ligue de la paix et de la liberté, l'Association internationale de la démocratie socialiste, «organisation, disait-il, à demi-secrète, à demi-publique», et qui servait en fait de couverture à une société plus restreinte et secrète: l'Organisation révolutionnaire des frères internationaux. Cela fait, Bakounine, sincèrement attiré par le mouvement ouvrier, sollicita l'adhésion de son Alliance à l'Internationale (AIT). La méfiance de Marx et de son noyau du Conseil général de Londres n'était pas tout à fait sans fondement. En effet, la candidature de l'Alliance, nouvelle version des sociétés secrètes fomentées par Bakounine, pouvait faire apparaître celle-ci comme «destinée à devenir une Internationale dans l'Internationale».

BAKOUNINE ET SON ORGANISATION SECRETE

Comment Bakounine parvenait-il à concilier ses options farouchement anti-autoritaires avec cette tentative à peine déguisée de «noyautage»? Voici la justification qu'il se faisait fort d'exposer dans les Statuts secrets de l'Alliance, dont un exemplaire tomba entre les mains du Conseil général de l'AIT, régenté par Marx: «Cette organisation exclut toute idée de dictature et de pouvoir dirigeant tutélaire. Mais pour l'établissement même de cette alliance révolutionnaire et pour le triomphe de la révolution contre la réaction, il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'unité de la pensée et de l'action révolutionnaire trouve un organe (...), une sorte d'état-major révolutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères et non ambitieux ni vaniteux du peuple, capables de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires. (...) Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe, cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent.»

Je n'ouvrirai pas ici un débat sur la compatibilité entre le «credo» liber-

taire et cette sorte d'organisation spécifique imaginée par Bakounine, débat qui aujourd'hui encore préoccupe les communistes libertaires dont je fais partie. Je me contenterai de refermer la parenthèse.

Je reviens à la demande d'adhésion de l'Alliance à l'AIT. Le Conseil général de Londres commence par réagir défavorablement. A sa séance du 22 décembre 1868, il considère que «la présence d'un deuxième corps international fonctionnant en dedans et en dehors de l'Association internationale des travailleurs serait le moyen le plus infaillible de la désorganiser» et, en conséquence, déclare que l'Association internationale de la démocratie socialiste n'est pas admise comme branche de l'AIT. La sentence est rédigée de la main de Marx. Mais, quelques mois plus tard, le 9 mars 1869, le Conseil général se reprend. Après tout, ce renfort de nouvelles recrues n'est pas à dédaigner. Il ne voit donc plus d'obstacle à «la conversion des sections de l'Alliance en sections de l'Internationale». L'alliance accepte ces conditions restrictives et est admise.

Bakounine assiste dans ces conditions au congrès de Bâle de l'Internationale, en septembre 1869, et fait bloc avec les partisans de Marx contre les épigones dégénérés de Proudhon qui soutiennent la propriété individuelle contre la propriété collective.

L'UN VEUT CENTRALISER L'AUTRE DECENTRALISER

Ce ne sera que deux ans plus tard que les relations se tendront. A la conférence de Londres qui s'ouvre le 17 septembre 1871, Marx révèle un autoritarisme incompatible avec les options libertaires de Bakounine. En un mot, Marx tente d'accroître les pouvoirs du Conseil général de Londres, Bakounine voudrait les réduire. L'un veut centraliser, l'autre décentraliser. L'ultime conséquence en sera la congrès de La Haye, au début de septembre 1872, où Marx, par des procédés déloyaux et à l'aide de mandats fictifs, réussit à exclure Bakounine et son ami James Guillaume, puis à reléguer le Conseil général de l'Internationale au diable Vauvert, c'est-à-dire aux Etats-Unis.

C'est alors, révolté par ce coup de force, que Bakounine se déchaine pour de bon contre Marx et le communisme autoritaire. Cette colère nous vaut des imprécations qui nous paraissent prophétiques puisque, au-delà des intrigues marxistes, elles mettent en cause et dénoncent tout un processus qui, bien après la mort de Bakounine et de Marx, revêt pour nous une singulière actualité.

Tout d'abord, Bakounine présente ce que sera un jour, sous le vocable trompeur de «dictature du prolétariat», la dictature du parti bolchevique. Dans une lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, écrite de Zurich le 5 octobre 1872, il tonne contre la confiscation du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique qu'on se demande avec étonnement comment un

homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir.»

Et Bakounine continue de vaticiner: «Nous n'admettons, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires; parce que nous sommes convaincus que la révolution (...), lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, devient inévitablement et immédiatement la réaction.»

La fatale expérience d'une puissante Internationale sabordée par la volonté arbitraire d'un seul homme amène Bakounine à se défier d'un internationalisme autoritaire, tel que sera bien plus tard celui de la III^e Internationale sous la houlette bolchevique: «Que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui prétend vouloir sérieusement l'émancipation des masses et qui, en se posant en directeur, en arbitre suprême de tous les mouvements révolutionnaires qui peuvent éclater dans différents pays, ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous ces pays à une pensée unique, éclore dans son propre cerveau?»

L'AVEUGLEMENT DE MARX

Bakounine n'en revient pas. L'aveuglement de Marx lui paraît inconcevable: «Je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires.»

Et la sorte de dictature qu'a exercée Marx depuis le Conseil général de Londres conduit Bakounine à redouter qu'un tel exemple ne s'amplifie et prenne des proportions aberrantes: «Et que penser d'un congrès international qui, dans l'intérêt soi-disant de cette révolution, impose au prolétariat de tout le monde civilisé un gouvernement investi de pouvoirs dictatoriaux, avec le droit inquisitorial et pontifical de suspendre des fédérations régionales, d'interdire des nations entières au nom d'un principe soi-disant officiel et qui n'est outre que la propre pensée de M. Marx, transformée par le vote d'une majorité factice en une vérité absolue?»

L'année suivante, en 1873, encore tout échaudé par la mésaventure de La Haye, Bakounine rédige un livre, *Etatisme et anarchie*, où il approfondit ses réflexions et précise ses vituperations. Le fil conducteur de son raisonnement est, à n'en pas douter, les pages où son maître Proudhon creusait *L'idée générale de la révolution au XIX^e siècle*. Avec et après lui, Bakounine pose la question: «Si le prolétariat devient la classe dominante, qui, demandera-t-on, dominera-t-il? (...) Qui dit Etat dit nécessairement domination, et, par

conséquent, esclavage. Sous quelque angle qu'on se place, on arrive au même résultat exécrationnel: le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'*anciens* ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'Etat, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à la gouverner.»

■ ET BAKOUNINE PART EN GUERRE...

Et Bakounine part en guerre contre la prétention du socialisme autoritaire d'être « scientifique ». Ce « ne sera rien d'autre que le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou de prétendus savants. Le peuple n'étant pas savant, il sera entièrement affranchi des soucis gouvernementaux et tout entier intégré dans le troupeau des gouvernés. »

Ailleurs, Bakounine se complait à dépeindre sous des traits particulièrement rébarbatifs cet Etat futur à prétention scientifique qui ressemble comme un frère à celui de l'URSS d'aujourd'hui: « Il y aura un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement (...) mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la

culture de la terre, l'établissement et de développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'*intelligence scientifique*, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. »

Mais le despotisme en question sera-t-il durable? Pour Bakounine, « les marxistes se consolent à l'idée que cette dictature sera temporaire et de courte durée. (...) Selon eux, ce joug étatique, cette dictature est une phase de transition nécessaire pour arriver à l'émancipation totale du peuple: l'anarchie ou la liberté étant le but, l'Etat ou la dictature le moyen. Ainsi donc, pour affranchir les masses populaires, on devra commencer par les asservir. (...) A cela nous répondons qu'aucune dictature ne peut avoir d'autre fin que de durer le plus longtemps possible. » On croirait lire par anticipation une réfutation libertaire de *L'Etat et la révolution* du camarade Lénine!

■ ... CONTRE LES APPARATCHIKS

Bakounine a été jusqu'à pressentir le règne des *apparatchiks*. Dans un texte de mars 1875, avant même le coup de force de La Haye, il annonce la « naissance » d'une bourgeoisie peu nombreuse et privilégiée, « celle des directeurs, représentants et fonctionnaires de l'Etat soi-disant populaire ».

En fait, l'Internationale survivra, miraculeusement si l'on peut dire, au mauvais coup de La Haye. Elle prendra le nom d'Internationale « fédéraliste » ou « anti-autoritaire ». D'ailleurs, cette AIT seconde manière ne sera pas exclusivement de coloration libertaire. Elle regroupera en effet un certain nombre de délégations de divers pays non latins (Angleterre, Belgique, Hollande, France, Allemagne) qui, sans être anarchistes, s'étaient solidarisés avec les partisans latins de Bakounine, indignés qu'elles étaient de la tentative marxienne de sabotage de l'AIT. Résultat: tandis que les amis de Marx voyaient tourner au fiasco, de l'aveu de Marx lui-même, un congrès dit « centraliste » convoqué à Genève le 7 septembre 1873, l'AIT dite « fédéraliste » tenait avec succès un autre congrès à Genève à la même date.

Dans un écrit de novembre-décembre 1872, Bakounine aura posé une condition pour être admis dans l'Internationale nouveau style, à savoir: « Comprendre que puisque le prolétaire, le travailleur manuel, l'homme de peine est le représentant historique du dernier esclavage sur la terre, son émancipation est l'émancipation de tout le monde, son triomphe est le triomphe final de l'humanité, et que, par conséquent, l'organisation de la puissance du prolétariat de tous les pays (...) ne peut avoir pour but la constitution d'un nouveau privilège, d'un nouveau monopole d'une classe ou d'une domination nouvelle. »

Bakounine était un communiste libertaire avant la lettre.

Daniel Guérin

(Les intertitres sont de la rédaction)

NOM:
 PRENOM:
 ADRESSE:

 CODE POSTAL:
 VILLE:

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 70 FRANCS
 - ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 140 FRANCS
 - ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 200 FRANCS
 - ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): 300 FRANCS
- (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON
 IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

ABONNEZ-VOUS



L'ordre plus le pouvoir

Depuis ces dix dernières années, le Japon est devenu en France un thème chéri des hommes politiques. Au zénith du septennat précédent, MM. Giscard d'Estaing et Barre proposent un « modèle japonais » tandis que M. Poniatowsky joue les businessman public relations. Au cours de la campagne présidentielle 81, M. Marchais rejette avec effroi le dit modèle et M. Crépeau, dans sa lettre publique de candidature, en appelle au redressement économique français face à la concurrence japonaise présentée en termes de menace. Après son élection, M. Mitterrand, bien conseillé, se rend rapidement en visite officielle au Japon, en avril 1982; lui succèdent ensuite des missions multiples et diverses. A l'ère du réalisme économique social-démocrate et d'un patronat toujours plus confiant, les méthodes de gestion japonaise dans les entreprises nous sont de plus en plus vantées, telles les fameux « cercles de qualité ».

Et enfin, au cours de la campagne des élections européennes 84, le Front National reprend à son compte le dit-modèle par l'intermédiaire de Bruno Gollnisch-Flourens, l'un de ses dirigeants et par ailleurs japonologue, doyen de l'Université Lyon III.

1 - CONSENSUS, CULTURE, SOCIÉTÉ ET IDÉOLOGIE

A l'heure où une sorte de nivellement idéologique s'effectue consciemment ou non autour des thèmes du Front National, il n'est pas vain d'analyser la manière dont l'extrême-droite évoque le Japon et d'apporter les indispensables clarifications. En effet, les exemples cités sur le Japon, comme ceux du discours de B. Gollnisch-Flourens, sont rarement faux ou même tronqués mais ils sont constamment coupés de leur contexte et d'une analyse globale. Il n'y a là rien de surprenant dans notre société où les idéologies bourgeoises et chrétiennes ont l'habitude de traiter l'aspect structurel d'un fait, c-a-d la forme recouverte par celui-ci, en oubliant l'aspect structural, la logique, la dynamique, qui le relie à d'autres faits et qui permettent de comprendre le fonctionnement d'ensemble.

Ce type de manipulation est d'autant plus facile à mener dans le cas du Japon que celui-ci reste encore largement méconnu par l'ensemble de la population. Cette ignorance affecte également la

plupart des militants qui, à quelques exceptions près, lui ont préféré autrefois le bouleversement chinois et qui continuent bien souvent de véhiculer à propos du Japon des vérités un peu rapides, voire des clichés de tout-un-chacun. Et ces clichés risquent de tomber dans une forme de racisme si l'on n'y prend garde: utilisation systématique et globale des mots « Japon » et « Japonais » en oubliant qu'il y a là-bas aussi des dominés, des exploités et des discriminés.

La forme peut varier, le fond demeure. L'existence de certains consensus au Japon que les médias appropriés aiment à nous vanter ne doit pas nous faire oublier cette réalité. Après tout, n'y-a-t'il pas également des consensus socio-culturels en France qui sont inconnus au Japon, et donc vice-versa? Mais est-ce que ce sont des consensus et qu'est-ce qu'un consensus? Il est aussi des « consensus » japonais que les hommes politiques français n'aiment guère à évoquer parce qu'ils ne leur conviennent pas. Ainsi, le refus profondément enraciné au Japon des armes nucléaires amène une critique vigoureuse des essais nucléaires français dans le Pacifique qui sont menés au mépris des populations riveraines, même si ce refus reste prisonnier des limites étroites et confuses du pacifisme classique.

Le terme consensus est en lui-même un piège: il suppose une acceptation plus ou moins clairement formalisée de faits sociaux ou culturels que les hommes politiques aimeraient voir posés en termes politiques, c-a-d électoralistes. Et l'on sait que sur ce terrain, les contradictions du système démocratique et législatif éclatent dans toute leur splendeur: il suffit de se rappeler les débats parlementaires sur l'interruption de grossesse en France, le divorce en Italie ou en Espagne, etc... Les anarchistes savent bien que la démocratie tente alors pitoyablement de s'adapter à la société et que ce n'est pas l'inverse. L'évolution même partielle, même lente, mais tangible, des mœurs sexuelles en France y compris parmi les jeunes chrétiens et malgré les interdictions répétées du Vatican en matière de contraception ou de relations pré/post-maritales le montre parfaitement. Que les nouvelles législations veuillent à ce moment contrôler la société et l'individu est un autre aspect du problème, le revers.

Sur ces contradictions, les politiciens, par la force des choses, referment vite le débat, évacuent toutes possibilités qui transcenderaient les clivages entre divers

partis et s'entendent pour escamoter l'essentiel: la nature de l'appareil législatif. Ils s'empressent de considérer comme consensus, c-a-d comme soutien à cet appareil et comme reconnaissance de leur propre existence, des faits sociaux et économiques qui sont bien souvent des moyens de défense minimum et de vie dans le système capitaliste, comme la Sécurité Sociale et le SMIG (pour combien de temps?) en France. Si les anarcho-syndicalistes sont amenés à défendre le SMIG bien que luttant pour l'abolition du salariat, ce n'est pas là une contradiction ou une reconnaissance du capitalisme, mais une nécessité existentielle et militante pour « faire face ». Tout consensus social, expression d'une tendance dominante dans la société, est fragile et transitoire par essence. Ce que l'on croyait hier « éternel » devient brusquement remis en question le lendemain. Qui pensait que le quasi-consensus français sur « l'école publique » pouvait être pareillement malmené, et par les tenants de la « gauche laïque » qui plus est?

Sur le fait révolutionnaire, l'approche anarchiste doit être identique: la révolution ne se décrète pas, même par une poignée de militants révolutionnaires, fussent-ils anarchistes, mais elle est le fruit d'une maturation sociale. Qui prédisait Mai 68, pourtant loin d'être une révolution? Il ne sert donc à rien de prétendre accélérer artificiellement les choses par la création d'une avant-garde ou par un pseudo réveil terroriste, ni de se lamenter sur les improbables ou lointaines échéances révolutionnaires, et de là refuser toute confiance ou crédibilité dans la révolution. Sans se croiser les bras et attendre le grand soir, il faut se préparer, pour être là. N'oublions pas les leçons de la Révolution espagnole: en juillet 1936, ni la CNT ni la FAI n'avaient programmé de fond en comble les expropriations autogestionnaires qui ont suivi le soulèvement révolutionnaire anti-fasciste. D'un autre côté, sans la préparation idéologique et organisationnelle antérieure de la CNT/FAI, rien n'aurait été possible.

Notre pratique militante reste inséparable d'une analyse théorique minimale et rigoureuse de la société. De sa capacité à évoluer dans cette société dépendra le sort de l'idéal anarchiste.

Il faut également éviter le piège marxiste qui tend à faire dépendre une superstructure sociale (idéologie, culture, politique, etc...) d'une infrastructure économique (l'état des forces

productives) et donc à nier toute interrelation (mode qui n'a rien à voir avec la dialectique hégélienne) entre les divers faits. Ce n'est donc pas seulement sur le problème de l'Etat, reflet d'un système et aussi création/gestion d'un système, que les anarchistes ont une approche différente mais y compris sur la relation nature-culture, sur la réalité des coutumes, des mœurs, des « consensus ».

2 - ORDRE ET LIBERALISME

Tout le discours de B. Gollnisch-Flourens, de l'extrême-droite et de ses dérivés à propos du Japon reste centré sur l'ordre social, et en premier lieu l'auto-discipline collective. Et c'est vrai: Tokyo, l'une des plus grandes villes du monde, sinon la plus grande selon la manière dont on traite les statistiques, est celle qui connaît les plus faibles taux de criminalité. Les petites fraudes, les tickets de métro non payés, le vol à l'étalage n'y existent pratiquement pas. Les trottoirs sont propres parce que les propriétaires de chiens nettoient eux-mêmes les dégâts de leur animal. Les piétons traversent dans les clous et au feu. Les avertissements, les interdictions, les consignes sont respectés au Japon dans des proportions peu connues ailleurs.

Mais ceci est une certaine face des choses. Et si l'on considère honnêtement la situation d'ensemble, on constate qu'une société bien policée, bien réglée comme l'est la société japonaise, ne suffit pas à régler les problèmes de fond. Le fait qu'au Japon celui qui perd son parapluie dans le train est sûr de le rattraper n'a pas empêché la tragédie de Minamata où toute une population a été effroyablement polluée par le mercure et où il a fallu plus de vingt ans pour que l'entreprise polluée reconnaisse sa responsabilité, malgré les scientifiques payés pour truquer les expertises, le mépris sans bornes des patrons et la complicité, hélas, des syndicats.

De fait, l'auto-discipline collective masque mal le profond ordre social et économique, l'ordre capitaliste c-a-d le désordre économique avec les inégalités, les gaspillages, les profits et l'exploitation du Tiers-Monde. Et cet ordre ne se situe pas seulement à l'échelle du Japon mais à celle du monde entier. Vouloir traiter le premier point sans considérer le second est une gageure dans laquelle tombe l'étroitesse des idéologies nationalistes.

En Europe et aux USA, patronat et gouvernants font le forcing pour mettre au pli la classe ouvrière et nous montrer l'exemple de ces Japonais « qui aiment le travail » (en oubliant de nous signaler au passage que les multiples heures supplémentaires ne sont pas payées au Japon!). Ils montent aujourd'hui d'un cran et prétendent nous montrer les mérites structurelles de l'économie du Japon. A ce petit jeu, les désirs sont souvent pris pour des réalités et le récent

crédo du néo-libéralisme masque mal ses propres limites et ses propres contradictions. Et le discours de B. Gollnisch-Flourens n'y échappe pas. Il nous affirme qu'au Japon « l'économie n'est pas entièrement aux mains de l'Etat » et jette l'anathème sur les nationalisations.

Il y a d'abord confusion entre nationalisation (monopole étatique) et étatisation (contrôle étatique partiel ou total). Au Japon le secteur dit nationalisé semble moins étendu que dans d'autres pays comme la France ou l'Italie. Mais tout dépend de la manière dont on considère l'intervention de l'Etat: au niveau des aides, des subventions, des planifications, du contrôle politico-bureaucratique ou de la propriété pure simple. Or toutes les études ont montré combien était puissante et étroite au Japon l'imbrication entre les capitalistes, les bureaucrates, l'administration et les hommes politiques.

Un des exemples les plus typiques est celui de l'ancien premier ministre Tanaka Kakuei, homme d'affaires qui répand ses

probendes sur sa région natale de Niigata, à la fortune considérable, constamment réélu malgré le scandale bien connu des pots de vin Lockheed et qui dispose d'un véritable lobby politico-économique. Nombreux sont les politiciens qui ont leur place dans un conseil d'administration de grande entreprise et nombreux sont les business-man qui ont un siège dans une assemblée politique (commune, région ou Diète). Bien souvent tout se passe en famille, y compris au moyen de l'adoption.

Où commencent et où finissent l'Etat, l'entreprise privée? Mais dans la formulation d'une telle question se retrouve l'idéologie trompeuse (et au demeurant bien occidentale) d'une pseudo-neutralité de l'Etat censé représenter les intérêts publics, le bien commun et autre abstraction majoritaire.

C'est oublier également les raisons de l'existence d'un secteur public en économie capitaliste. Le capital admet et favorise les nationalisations dans les secteurs qui nécessitent des investissements trop

無政府主義者 全国集会

★1985年8月6日(火)

午後1時～4時

(午後3時よりデモ)

★新八丁堀会館5階

(広島市中区八丁堀8の28)



★「8・6ヒロシマ」

無政府主義者全国集会実行委員会

8・6 HIROSHIMA

considérables et pas assez rentables à court terme mais qui sont indispensables pour le fonctionnement de la machine économique comme les voies de communications, l'approvisionnement énergétique, voire les industries lourdes. En outre, le propre développement du capitalisme et de l'impérialisme exige au niveau socio-économique une intervention de plus en plus importante de l'Etat, seul élément susceptible dans le système de mettre en œuvre les moyens de plus en plus considérables pour garantir les profits (planification, régulation monétaire, « paix sociale », etc...).

Dans ce Japon vanté pour son haut degré de libéralisme, la planification menée par le gouvernement, et en particulier par le Tsusansho (Ministère du Commerce et de l'Industrie), a atteint un degré d'importance et d'efficacité que l'on retrouve peu dans les pays occidentaux. Citons par exemple le « Shinzensô » (Nouveau plan d'aménagement synthétique du territoire) de 1969 qui a orienté toute la politique industrielle et d'aménagement du territoire de l'après-Haute-Croissance et qui est pratiquement l'application d'une thèse privée, celle de ce même Tanaka Kakuei et de son « Nippon retto kaizron » (Théorie pour restructurer l'archipel japonais). La réalisation des grands « konbinato » (combinats) industrialo-portuaires qui rassemblent sur d'immenses terres littorales des entreprises différentes, des productions multiples et complémentaires qu'il a fallu desservir en routes, approvisionner en eau et en énergie, est un autre exemple typique de ce qui n'a pu être réalisé que par l'intervention étatique.

Il faut préciser également que dans les pays européens le rôle croissant de l'Etat a été favorisé par l'appui direct ou indirect des socialistes autoritaires et de leurs bureaucraties syndicales, qu'ils soient communistes ou socio-démocrates, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Au Japon, la nébuleuse du Parti Socialiste (Shakai-to) abandonnée lors de son dernier Congrès (Printemps 1985) sa dénomination de « parti de classe » et toute sa phraséologie par-révolutionnaire pour revêtir les habits du consensus national qui réussit si bien à ses homologues européens.

A côté de cette pseudo-analyse du prétendu libéralisme japonais, on retrouve l'apologie du fameux « bonus », cette prime accordée aux employés et aux ouvriers une ou deux fois l'an par les employeurs. Mais le bonus n'est en rien un partage de la plus-value : il n'est que le versement différé et bloqué d'une partie du salaire, parfaitement intégré dans le système car il permet en quelque sorte de créditer à bon compte la trésorerie de l'employeur et de relancer ensuite la consommation des ménages. L'ancien correspondant du journal « Le Monde » à Tokyo, Philippe Pons, écrit : « Le montant du bonus est décidé au cours de négociations entre direction et syndicat. Il est accordé à chaque employé en fonction de son âge, de son

travail et de sa qualification. Des majorations ou des abaissements sont effectués selon les résultats de son travail et de son « bon esprit ». M. Gollnisch-Flourens suggère la création du bonus en France ! Il se trouve d'ailleurs en contradiction avec ses propos sur le libéralisme car qui décidera de cette mesure socio-économique : le gouvernement, l'Etat, le Front National ?

Enfin, si le niveau moyen des salaires au Japon est devenu à peu près le même qu'en occident, ce n'est qu'au bout de dizaines d'années.

3 - ORDRE ET NATION

M. Gollnisch-Flourens loue ensuite la prospérité socio-économique japonaise parce qu'elle a pu se réaliser sans l'apport de main d'œuvre immigrée.

Si l'on adopte les concepts nationalistes qui résument le phénomène d'immigration à un passage de frontière, même cette assertion reste largement fautive dans le cas du Japon. Dès la montée du capitalisme et de l'impérialisme, l'économie japonaise a eu recours à la main d'œuvre immigrée, coréenne en l'occurrence, bon marché et plus facilement contrôlable. Avant-guerre, les Coréens, déjà victimes de la ségrégation, servirent de boucs-émissaires lors de la confusion qui suivit le « Grand tremblement du Kanto » (Tokyo) le premier septembre 1923 ; 6 000 furent tués au cours d'un pogrom. Au cours de la guerre, les Coréens mobilisés au Japon et en Corée pour soutenir directement l'effort militaire japonais sont estimés à six millions par le sociologue Lee Changsu, dont un million enrôlé de force au Japon entre 1939 et 1945 sous l'égide de « l'ordonnance de mobilisation nationale » (Kokumin choyorei) de juillet 1939. Travailleurs dans les grandes usines et au fond des mines, les Coréens ont été parmi les prolétaires fondateurs de la puissance économique japonaise. Après la guerre et au cours de la Haute-Croissance, aux moments de pleine expansion on a pu noter dans l'ouest du Japon un mouvement de travailleurs clandestins coréens, de faible ampleur certes mais néanmoins symptomatique.

La minorité coréenne n'est pas la seule qui infirme le mythe de l'homogénéité nationale japonaise : il y a aussi les Aïnu, anciens occupants du Japon, de race blanche, pourchassés au cours des siècles, refoulés jusqu'en Hokkaido, l'île du nord, et qui constituent en quelque sorte les Indiens du Japon. Il y a les habitants de l'archipel des Ryu-Kyu (Okinawa), au sud-ouest, de culture et de langue différentes, politiquement autonomes jusqu'au XVII^e siècle, considérés ou non comme Japonais suivant les besoins de la nation : qui a entendu parler du massacre de Kumejima en 1945, la population d'une île des Ryu-kyu décimée par l'armée japonaise qui la soupçonnait de tiédeur ? Et puis, il y a la minorité des « burakumin », les parias. près de trois millions

d'« authentiques » Japonais sont encore discriminés aujourd'hui comme descendants des hors-castes du système féodal, des rejetés de la religion bouddhiste et des expiatoires du culte impérial car ils assumaient les travaux dits « impurs » (tannage, boucherie, abattage, etc...). C'est un sujet pratiquement tabou, toujours aujourd'hui.

Mais laissons-là toutes ces distinctions de race ou de nation, voire de minorités, qui montrent là comme ailleurs leur fallacité et qui se prêtent trop bien au jeu des autoritaires de tout bord. Si l'on veut analyser à fond le phénomène de main d'œuvre immigrée, on ne peut pas tenir compte dans le cas du Japon des « dekasegi », les travailleurs saisonniers. L'économiste Kurita Ken les estime à plus de 300 000 au cours du pic de la Haute-Croissance, dans les années 65. Chaque année, les dekasegi quittent leur campagne natale, principalement les provinces septentrionales du Tohoku et viennent travailler dans les grandes métropoles. Pendant plus de six mois, ils y vivent la vie des déracinés, travaillent dur pour ramener le maximum au pays et se font exploités tout aussi durement. Avec eux, pas de syndicats et peu de contestation ! Ils sont logés dans des dortoirs d'entreprise, plus ou moins surveillés, ou dans des pensions bon marché. Ils connaissent tous les avatars des immigrés : un certain mépris, les limites d'un monde masculinisé, le choc de la vie urbaine. Ils ne sont pas sûrs de retrouver du travail l'année d'après. Que sont les dekasegi sinon une gigantesque main d'œuvre immigrée intérieure ? La Haute-Croissance s'est construite avec eux, mais ils n'en sont pas bénéficiaires ni en salaires corrects ni en équipements dans leurs campagnes reculées tandis que les citoyens récoltent la « congestion » (kamitsu), c-à-d l'entassement. Et ne parlons pas de l'extraordinaire exode rural qui a provoqué la quasi-désertification (kaso) de régions entières.

Les dekasegi et les Coréens jouent au Japon le rôle des Arabes en France. Là comme ailleurs, ce n'est pas un problème de race, de culture ou de nation mais un problème de classe et d'Etat, de système socio-économique entre les classes, à l'intérieur et entre les Etats.

4 - LES FAILLES

Mais comment les Japonais peuvent-ils accepter tout cela ? Cette question revient souvent chez ceux qui sont quelque peu préoccupés de justice sociale. La réponse est simple : ils ne l'acceptent pas, pas plus que nous, ils le vivent. Ils le vivent différemment et c'est cette différence qui peut créer des confusions si l'on cherche à tout ramener à une norme impossible de ce qui nous paraît « naturel ». Ce qui nous semble évident, normal, ici ne l'est pas là et vice-versa. C'est à nous de dépasser les différences qui peuvent devenir des barrières, en cherchant en nous et

ensemble notre universalité, ce qui ne signifie pas abandon de la personnalité ni de l'individu.

Et puis ce fameux ordre socio-culturel japonais connaît ses failles. La révolte existe. Elle plonge dans la longue tradition des mouvements paysans qui hissaient les « mushiro-bata », les drapeaux de l'insurrection, ou des protestations d'honneur, de dignité. Si le mouvement ouvrier et les individus en général ne possèdent pas cet héritage de contestation, d'insoumission et d'individualisme que nous ont légué la Révolution française et ses suivantes, cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas une tradition révolutionnaire ou de militance révolutionnaire mais simplement que la conscience de classe est beaucoup plus diffuse. Les « traditions » sociologiques ouvrières sont comparativement beaucoup plus nettes en France, par exemple. Par contre, quand cette conscience s'exacerbe au Japon, les conflits prennent un aspect radical qui contraste avec l'Europe : que l'on se souvienne des réactions françaises étonnées devant l'âpreté des combats menés à Sanrizuka contre la construction du nouvel aéroport de Tokyo-Narita. Dans le ghetto des travailleurs journaliers de San'ya à Tokyo, les manifestations se terminent presque toujours en affrontement avec les « kidotai » (CRS) ou les groupes d'extrême-droite ; les suites des dernières révoltes y ont fait un mort, un cinéaste militant assassiné.

A un niveau social plus général, les malaises sont perceptibles : il y a cinq ans c'étaient les suicides d'enfants, il

y a trois ans la violence dans les lycées. Et si l'on en parle moins aujourd'hui, ils demeurent, tout comme les bandes de voyoux (« bosozoku ») qui brisent le mythe de la sécurité absolue ou les « yakuza », la pègre japonaise, qui n'est rien d'autre que le crime organisé, avec la complicité de nombreux hommes d'affaires ou de politiciens, et dont la violence atteint une impunité de plus en plus redoutable.

B. Gollnisch-Flourens nous parle sans rire des « libertés syndicales » au Japon ; le moindre souci d'objectivité permet de voir l'hypocrisie que cachent les possibilités officielles et formelles de se syndiquer. Il suffit de lire à ce sujet les deux ouvrages de Kamata Satoshi qui sont traduits en français (« Toyota, l'usine du désespoir » et « Japon, l'envers du miracle »). Et l'économiste Satô Kiyoshi, pourtant bien tiède dans ses analyses, ne peut moins faire que de constater : la « collusion syndicat-direction fait courir le risque au syndicat d'entreprise d'apparaître comme un syndicat jaune (« goyô kumiai ») »...

Par ailleurs, l'orateur du Front National ne se risque pas à évoquer le statut de la femme au Japon ; il ferait peut-être pâlir même les tenants de la femme au foyer.

Pour B. Gollnisch-Flourens, le modèle de l'ordre japonais a été possible grâce à une conservation des racines culturelles et à un enrichissement par apports venus d'autres cultures. On retrouve le discours de Le Pen sur la France profonde et le bon sens national du terroir. Mais que penser de cette contradiction sur les apports culturels extérieurs ? La pilule-miracle japonaise que l'extrême-

droite cherche ici à nous faire avaler ne se révèle-t-elle pas moins facile à ingérer que prévu ? Car même farouche nationaliste, il est difficile de nier le mélange des civilisations au Japon.

L'ordre japonais est fondé sur une situation géographique et historique millénaire, en évolution certes mais possédant des caractéristiques propres, durables. L'adoption de la riziculture a entraîné une organisation collective, intense, étroite et limitée aux régions de plaines ou de vallées. Le repli sur-soi politico-économique de l'ère moderne (XVII^{ème}-XIX^{ème} siècle) a provoqué une forte homogénéisation culturelle sinon sociale. L'absence d'un bouleversement radical comme celui de la Révolution Française a permis le maintien ou la récupération partielle de l'ancien système : l'adoption de méthodes paternalistes par le patronat japonais est en réalité un fait assez récent qui date des années 20, à l'époque dite de la « démocratie Taishô » où l'étau politique s'était desserré. Le capitalisme en pleine expansion a dû apporter sa propre régulation sociale : pour arracher à leurs terres les paysans dont il réclamait la main d'œuvre, il fallait autre chose que la prolétarianisation sauvage des premières années qui menaçait d'un éclatement social profond. Le paternalisme relayé par le nationalisme et l'impérialisme ont joué au Japon le rôle de chien de garde qu'ont tenu en Europe le fascisme ou les Fronts Populaires.

Ce n'est qu'au cours de la Haute-Croissance, dans les années 50, 60 et 70 que la révolution bourgeoise et capitaliste s'est réellement achevée au Japon : prolétarianisation massive de la paysannerie devenue propriétaire de ses terres par la réforme agraire de l'après-guerre, émergence d'une classe moyenne et montée d'un individualisme économique, social et culturel. Ces faits sont à implication considérable à condition de prendre le recul nécessaire. L'internationalisation croissante et considérable du capitalisme japonais fait courir à celui-ci des risques de crise externes et internes, le jour où la classe ouvrière et la classe moyenne voudront profiter à fond de l'individualisme et le jour où les pays néo-colonisés bloqueront les rouages.

Le pouvoir existe au Japon mais l'ordre pour combien de temps ?

*Philippe Pelletier
(Fédération Anarchiste)*

Outre les références citées dans l'article, on peut consulter les documents suivants : le dossier spécial du « Monde Diplomatique » de décembre 1976 (inclus articles de Philippe Pons), l'ouvrage de base pour une excellente approche du Japon « Le Japon, gestion de l'espace et changement social » (Flammarion, 1976) écrit par Augustin Berque, « Kôdansha Encyclopædia of Japan » (1979) et certains articles du numéro spécial de la revue « Critique », n. 428-429, janvier février 1983 (Editions de Minuit). Discours de Bruno Gollnisch-Flourens, meeting du Front National du 23 mars 1984 à St Etienne, enregistrement Radio-Dio (St Etienne).





В. Г. ГРАФСКИЙ

БАКУНИНИЗ ИСТОРИИ
ПОЛИТИЧЕСКОЙ
И ПРАВОВОЙ
МЫСЛИ

Nous n'avons guère reçu d'informations. Nos camarades d'*Iztok* — revue libertaire sur les Pays de l'Est — en ont un peu plus, voir leur dernier numéro (BP 161-09, 75422 Paris cedex 09). Mais on peut toujours faire quelques remarques générales.

Dans la structure marxiste-léniniste appliquée en Europe, en Amérique et en Asie, on peut distinguer des ensembles différents :

- a) la pénurie — sauf pour les classes dirigeantes — et la dictature en Amérique, Afrique, Asie — sauf la Chine —, et en Albanie et en Roumanie ;
- b) un certain effort d'approvisionnement du marché et la dictature en Chine, URSS, Bulgarie et Tchécoslovaquie ;
- c) un marché « copieux » (en comparaison avec l'URSS) et une dictature un tantinet plus ouverte en Hongrie et en Allemagne de l'Est ;
- d) la pénurie et la dictature règnent en Pologne, et il existe une activité syndicale clandestine incroyable (par rapport aux autres pays marxistes léninistes)
- e) la Yougoslavie, malgré la pénurie et la hausse des prix et le climat politique mauvais, demeure un « paradis » dans les pays marxistes-léninistes.

La première conséquence est que la pression politique n'est pas en rapport avec les conditions économiques. Le cadre léniniste a besoin d'ennemi à combattre par des campagnes massives, qui en fait se ramènent à trois axes :

- le capitalisme (saboteur, exploiteur, formé par des étrangers corrompus) ;
- certains groupes sociaux ou ethniques (des tarés liés aux métèques capitalistes) ;
- la mauvaise organisation due à certains individus (puants, ethniquement douteux dans bien des cas).

La seconde conséquence est que le nationalisme unit la majorité de la population autour de la classe dirigeante. C'est d'une clarté évidente vis-à-vis des ressortissants des pays du tiers-monde : « Ils ont plusieurs siècles de retard sur nous » ; « Avant qu'ils atteignent le socialisme, il se passera des siècles ». Conclusion, comme les Bulgares, entre autres, reconnaissent avoir un siècle de retard sur le capitalisme à la française, ça fait beaucoup de siècles à rattraper pour tous les Noirs, Jaunes et autres ! Ce racisme est tellement ancré qu'il est même justifié par des médecins, oralement du moins.

Ce facteur nationaliste coordinateur est cependant une source de problèmes pour le pouvoir. Chaque pays ou région tend à refuser les autres, et les rencontres sportives en témoignent. L'URSS est la cible préférée, et de nombreux dirigeants de l'Europe de l'Est partagent ce sentiment, tout en suivant politiquement la Russie.

Cet ensemble est fragile. Il tient grâce aux polices parallèles et à la propagande.

Deux éditions universitaires ont édité 2 petits livres lisibles. Nicolay Semenovitch Fedorky présente *Le Socialisme utopique des idéologues du populisme révolutionnaire*, qui étudie Pissarev, Lavrov, Bakounine et Tkatchev (Moscou, 1984). Vladimir Gueorguievitch Graftsky étudie *Bakounine* (Moscou. Iuriditcheskaya Literatura, 1985). Si les deux auteurs ont en commun l'arbitraire et la fidélité au dogme léniniste, ils n'hésitent cependant pas à prendre leur distance vis-à-vis de tel ou tel chercheur soviétique. Graftsky, tout en donnant beaucoup de citations de Marx, Engels et Lénine contre Bakounine et l'anarchisme, fait un exposé assez clair des idées anarchistes, avec quelques textes de Bakounine anodins, mais anti-étatiques. On peut ajouter la pauvre *Chronique espagnole de Grigori Grande* de Lev Vassilevsky (Moscou, 1985), dont le tirage est de 150 000 contre les chiffres de 4 000 et 15 000 pour les

ouvrages précédents. C'est une évocation de la vie d'un membre du KGB pendant la guerre d'Espagne, avec tous les poncifs anti-anarchistes possibles : Durruti « se mit à coopérer avec les communistes, en comprenant qu'en empruntant le programme de combat du PC contre le fascisme on pouvait arriver à vaincre ; il fut tué par les anarchistes » (p. 69) ; les anarchistes et la division de Cipriano Mera sont des lâches, plus ou moins saouls, et Mera lui-même « était grand et un peu vouté, avec une forte carrure, un visage dur, froid ». (témoignage oculaire, p. 65). Le seul problème est que Mera faisait dans les 1,60 m. et était de stature normale ! C'est l'histoire à la sauce marxiste soviétique !

Avec le samizdat hongrois, *L'œil et la main, introduction à la politique* de Gaspar Miklos Tamas, on change de niveau. Ce court essai édité par les éditions libertaires de Genève, Lyon, Bruxelles (éd. Noir, Atelier de création libertaire, ed. 22 mars-Alternative libertaire) et la revue *Iztok* fait abstraction de la réalité de l'Est, puisque

l'auteur s'adresse de Hongrie aux Hongrois. On sent le philosophe qui fait son cours librement dans un sens libertaire, en se fondant sur une solide bibliographie, assimilée, que peuvent lui envier avec raison bien des Arvons de France et d'ailleurs. Bien qu'écrit en Hongrie, le texte est imprégné de la pensée des universitaires nord-américains sympathisants des idées libertaires, ce qui est remarquable chez un auteur déformé (par l'éducation obligatoire) par le léninisme.

On change encore de niveau en tant le numéro triple de *Vidici*, revue fort intéressante de Belgrade n° 236-238, février-avril 1985). On y trouve un dossier de 100 pages environ sur l'anarchisme allemand de Ljubo Milicevic. Dans une courte introduction, le présentateur va plus loin que la plupart des universitaires yougoslaves en caractérisant l'anarchisme « comme une des théories socialistes qui affirment le principe de fédéralisme, de l'internationalisme, de la spontanéité (ce qui est évident à partir des conceptions anarchistes du syndicalisme ouvrier) et de la non-violence (bien que des éléments des actions terroristes individuelles s'y opposent, lesquels ont amené bien des discussions virulentes au sein même du mouvement anarchiste). Il faut souligner que l'idée d'Autogestion est également authentiquement anarchiste. » Milicevic innove en avançant l'idée que « la théorie anarchiste représente une anticipation des grandes orientations philosophiques critiques et existentialistes du XX^e siècle, et cela en particulier en ce qui concerne l'école de Francfort. En affirmant la dimension de l'utopie, l'anarchisme ré-établit le plan de la communication dans les théories philosophiques contemporaines... » Milicevic privilégie en ce sens l'œuvre de Gustav Landauer. Cette solide introduction d'une page est suivie d'une dizaine de pages, « Bref historique et aperçu biographique de l'anarchisme allemand ».

En tant que traducteur de *l'Unique et sa Propriété* en serbo-croate, l'auteur donne une dense évocation de Stirner, mais les notices sur Most, Landauer et la nouvelle gauche sont aussi fouillées. Ensuite, il y a une anthologie de textes de Most, Landauer, Mühsam, Nettlau, Rocker et Uwe Timm, avec une bibliographie de plusieurs pages, sur Stirner, Landauer, Max Nettlau et Rocker. Paradoxalement, malgré les anthologies de Guérin en français, Horowitz et Woodcock en anglais, Solomoff en espagnol, les textes traduits des anarchistes allemands sont fort peu nombreux. Milicevic a donc réussi à publier un ensemble qui n'a pas son pareil ailleurs et dans d'autres langues. Il faudrait une étude à part pour commenter les textes publiés ; le reste de la revue est comme à l'habitude d'un haut niveau. Rappelons qu'indépendamment de l'impact en Yougoslavie même, les revues et livres publiés en serbo-croate sont plus aisément accessibles aux intellectuels des pays de l'Est que tout ce qui vient de l'Ouest.

Meraklia-Renov

STALINGRAD

Vassili Grossman n'a jamais bénéficié de la campagne de promotion de Soljénitsine, bien sympathique aux médias avec sa religiosité et son discours de Le Pen russe, mâtiné de vérités sur le Goulag (et sur les anarchistes russes, dans la mesure où cela sert le propos antibolchevique). Ecrivain officiel à travers les périodes les plus tragiques de la vie soviétique, Grossman s'est décidé vers la soixantaine à écrire « sa » vérité, le roman *Vie et destin*, proposé en 1962 aux éditions officielles, et aussitôt confisqué, avec les papiers personnels de l'auteur s'y rapportant. Il faut croire que l'exemple de Grossman a servi, puisque visiblement un membre du KGB a pris sur lui de faire passer des copies à l'Ouest.

L'intérêt de ce roman ne tient pas seulement à la description précise de la bureaucratie et de la répression, ni à de vagues références à des anarchistes et à un tolstoïen : le sens général du livre est complètement différent d'autres témoignages. Au-delà de l'évocation de la bataille de Stalingrad, c'est la similitude des régimes de Staline et Hitler qui est le fond de l'intrigue. Koestler avait tenté dans *Croisade sans croix* un parallèle semblable ; Orwell a projeté dans le futur un régime totalitaire ; mais Grossman creuse les détails : Stalingrad, c'est le symbole du déclin de l'antisémitisme hitlérien et le départ de celui de Staline, prolongement des persécutions politiques. En même temps, le roman évoque les pensées des individus pris dans les compromis et le refus voilé du marxisme-léninisme.

Quelques citations de ce roman fleuve passionnant : « ... la bureaucratie (c'est) quand l'ouvrier est la victime de son propre Etat » (II, 13). « Le bien n'est pas dans la nature, il n'est pas plus dans les prédications des prophètes, les grandes doctrines sociales, l'éthique des philosophes... Mais les simples gens portent en leur

cœur l'amour pour tout ce qui est vivant, ils aiment naturellement la vie, ils protègent la vie ; (...) j'ai trempé ma foi dans l'enfer. Ma foi est sortie du feu des fours crématoires ; elle a franchi le béton des chambres à gaz. J'ai vu que ce n'était pas l'homme qui était impuissant dans sa lutte contre le mal, j'ai vu que c'était le mal qui était impuissant dans sa lutte contre l'homme. Le secret de l'immortalité de la bonté est dans son impuissance. Elle est invincible. Plus elle est insensée, plus elle est absurde et impuissante et plus elle est grande » (II,15). « En se mettant au service du fascisme, l'âme de l'homme proclame que l'esclavage, ce mal absolu, porteur de malheurs et de mort, est le seul et unique bien. L'homme ne renonce pas aux sentiments humains, mais il proclame que les crimes commis par le fascisme sont une forme supérieure de l'humanisme ».

Et aussitôt Grossman précise le mot « fascisme » : « des systèmes idéologiques globaux (...), la grandeur future de la patrie, le progrès mondial, le bonheur de l'humanité, de la nation, d'une classe ». La nature de l'homme subit-elle une mutation dans le creuset de l'Etat totalitaire ? L'homme perd-il son aspiration à la liberté ? (...) ». « Les glorieux soulèvements du ghetto de Varsovie, de Treblinka et de Sobibor, le gigantesque mouvement de résistance qui s'empara de dizaines de pays asservis par Hitler, les soulèvements qui eurent lieu après la mort de Staline à Berlin en 1953, en Hongrie en 1956 et ceux des camps de Sibérie et d'extrême-Orient, les mouvements en Pologne, les mouvements étudiants pour la liberté de pensée dans de nombreuses villes, les grèves dans de nombreuses usines, tout cela a démontré que l'instinct de liberté chez l'homme est invincible. Il a été étouffé, mais il a toujours existé. L'homme, condamné à l'esclavage, est esclave par destin et non par nature » (I,49).

M. Zemliak

Makhno théoricien

Skirda a réuni certains textes de Makhno publiés en exil. Ils permettent de voir que Makhno savait penser (ce que Voline avait tenté de nier), mais ils posent aussi des problèmes, dans la mesure où Makhno adoptait une vision très organisationnelle, presque à la manière d'un parti.

Pourtant, Makhno fait constamment appel à la créativité des masses paysannes et au carcan imposé par le parti communiste et son autoritarisme. Son article sur le refus de l'égalitarisme et la conservation de la « nature de la société actuelle » (p. 82) par le PC sont nets.

Aussi, on lit avec étonnement : « Sans discipline, l'avant-garde révolutionnaire ne peut exister, car alors elle se trouverait en complète désunion pratique et serait incapable de formuler les tâches du moment, de remplir le rôle d'initiateur qu'attendent d'elle les masses » (p. 75). Skirda a beau affirmer

dans sa présentation (p.9) que l'avant-garde, sous la plume de Makhno, est à prendre au sens littéral de ceux qui sont sur le front, il me semble qu'ici, c'est le sens militaire, politique et élitiste habituel.

De même Makhno insiste sur la nécessité d'un état-major (p. 36) et décrit ainsi les rapports du groupe « communiste libertaire paysan » et des masses qui voulaient se lancer dans l'insurrection : « Nous aspirons à agir en anarchistes convaincus dans le bien-fondé des principes fondamentaux de la doctrine ». Face à la désorganisation anarchiste, « nous avons résolu au mieux cette question en préparant directement l'insurrection et en ne nous inquiétant nullement des critiques éventuelles de nos camarades d'idées sur cette position avant-gardiste, peu conforme, à leurs yeux, à l'enseignement anarchiste » (p. 28)

En fait, le problème n'était pas nouveau puisqu'il s'agissait de l'action

des anarchistes dans une insurrection afin d'aboutir au communisme libertaire. Que ce soit pendant la révolution mexicaine (1) ou en Macédoine (2), les anarchistes ont fait tout leur possible pour être à la tête du mouvement, en lui donnant une orientation anarchiste, au vu et au su de tous. Et Malatesta a toujours soutenu cette position. Dans le cas de Makhno, il y a deux situations entièrement différentes. Lorsque le groupe anarcho-communiste (que Skirda traduit par « communiste libertaire ») de Goulai-Polié prend la tête de la lutte, il a derrière lui une pratique, une connaissance des gens et des lieux, et il est reconnu comme techniquement capable. Les paysans suivent parce qu'ils voient leurs frères de classe. Mais lorsque Makhno énonce les conditions d'une « bonne » organisation anarchiste, il plaque sur la réalité une organisation artificielle, sans liens ni racines, ni pratique. Au lieu de réunir étroitement des anarchistes fortement implantés dans un milieu précis (avec donc un impact social), Makhno imagine qu'une organisation dotée de la responsabilité collective, d'une tactique obligatoirement suivie, pourra fournir l'essentiel. En fait, Makhno oublie sa propre expérience, comme la plupart des faiseurs d'organisations, quelle que soit leur idéologie. De plus, il oublie que c'est le moment de tension révolutionnaire et la conscience des masses qui avaient poussé à la création d'une armée de type libertaire. Mais en dehors d'une crise sociale, une organisation anarchiste peut-elle être autre chose qu'un centre de correspondance et d'initiatives ??

La finesse de Makhno réapparaît dans son analyse sur la classe paysanne pendant la révolution russe. Il n'hésite pas à opposer les « paysans anarchistes » aux « anarchistes des villes », nourris de préjugés anti-paysans. De même, Makhno a raison quand il dénonce le fait « que le prolétariat n'a nullement été homogène au cours de la révolution. Ainsi, le prolétariat urbain, lorsqu'il a participé au renversement dans de nombreuses villes du pouvoir ennemi de classe — la bourgeoisie —, a hésité un moment entre les voies des révolutions de février et d'octobre 1917 ». C'est-à-dire entre les paysans et les manipulateurs léninistes. Une « partie du prolétariat (...) s'est en plus empressée de rallier au pouvoir le parti bolchevik, qui a su la flatter immodérément en lui inculquant un goût certain des privilèges politiques, économiques et juridiques de classe » (p. 59). Là, je suis l'interprétation de Skirda qui considère que Makhno va plus loin que Makhaiski (3) en soulignant que « la différenciation sociale ne suffisait donc pas à garantir une évolution émancipatrice. Fallait-il encore que la conscience révolutionnaire éthique se manifestât ».

On lira avec intérêt les pages où Makhno s'explique sur sa position sur les Juifs. La partie bibliographique de Skirda est aussi dense et claire. Quant aux pages de Makhno sur l'Espagne de 1931-1933, on peut remarquer qu'à côté de remarques judicieuses sur la nécessité d'une organisation paysanne anarcho-syndicaliste, il n'a pas de

AVIS DE RECHERCHE

Nouvelle série, Dossier n° 9

15F



Pays de l'Est :
les pacifistes s'en mêlent

Afghanistan :
les soldats se défilent

Armée rouge :
rien ne va plus

SPECIAL PACIFISME ET PAYS DE L'EST

DOSSIER No 9

40 pages
broché
des documents
exclusifs

En URSS, en RDA, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, des pacifistes indépendants s'organisent et inventent une nouvelle résistance. Qui sont-ils et que veulent-ils ?

Pour eux, ce n'est pas tous les jours facile. Le KGB veille au grain et la répression est brutale. Combien sont-ils aujourd'hui à être détenus dans les camps et quels espoirs ont-ils encore ?

"Nous avons besoin de votre appui dans la lutte clandestine que nous menons", nous déclarent ces pacifistes en nous tendant la main. Ils ne veulent plus du rideau de fer. Et vous ?

Cheques à l'ordre d'AVIS DE RECHERCHE à adresser aux Editions AVIS DE RECHERCHE BP 53 . 75 861 Paris cédex 18

connaissances exactes de la situation de la CNT, et de l'immense élan qui allait surgir.

Dans quelles mesures l'action des masses et de l'anarcho-syndicaliste pendant la guerre civile espagnole infirme ou confirme les idées de Makhno ?

Brièvement, il me semble que les milices et les embryons de guérilla ont d'abord montré l'efficacité que pouvait avoir les révolutionnaires. Mais en proie aux luttes de tendances, aucun état-major (ni de milice ni ensuite militaire) ne put les unir. Quant à la séparation des anarchistes des villes et des campagnes, elle se produisit en effet au niveau de la profondeur des expérimentations, mais pas en ce qui concerne l'initiative de la prise en main des moyens de production par les travailleurs. Et cette initiative apparut là où se trouvaient les anarcho-

syndicalistes, puis fut reprise par les travailleurs intéressés.

Skirda publiera certainement d'autres positions de Makhno dans son étude sur la Plateforme et l'organisation. Mais la confusion que je vois, y sera encore présente, me semble-t-il. D'où le dialogue de sourds Malatesta-Makhno.

Dimitrov

1) Voir CPCA n° 25 : « La première insurrection paysanne anarchiste : Mexique 1868-69 » (CPCA BP 21), 94190 Villeneuve St Georges, et « La révolution mexicaine de Ricardo Flores Magon » (édité par AAEL, 34 rue des Blanchers, 31000 Toulouse).

2) Bolkanski, *Libération nationale et révolution sociale* (ed. Groupe Fresne-Antony, Fédération anarchiste).

3) *Le Socialisme des intellectuels*, Seuil (présenté par Skirda).



INTERNATIONAL COMMUNES NETWORK

Les rencontres internationales des Communautés ont eu lieu cette année en Haute-Loire près du PUY, sous la responsabilité du Collectif Réseau Alternatif (C.R.A., regroupant une vingtaine de «lieux-de-vie» qui sous forme communautaire accueillent des jeunes en difficulté ; un de ces lieux, le Coral, a subi une forte répression en 1982 par le biais d'un scandale monté de toutes pièces).

Elles ont rassemblé plus de 120 personnes venues de toute l'Europe, du Canada, des USA, d'Israël.

Après les rencontres de Hollande en 84 et d'Ecosse en 83, celles-ci ont porté sur deux axes :

- l'un plus tourné vers la présentation individuelle de chaque communauté dans son originalité ;

- l'autre sur des débats de fond sous forme de trois commissions :

l'Economique : quelle autogestion et comment ?

le Politique : quel rapport avec les pouvoirs à l'intérieur de la Commune et à l'extérieur ;

le Social : quels rapports entre les individus ?

Le dialogue a porté essentiellement sur les structures et l'organisation.

En effet dans certains pays comme le Danemark, l'Alternative est passée dans les mœurs ; économiquement les communautés sont très organisées sous forme de coopérative avec une banque «arc-en-ciel». Environ 10% de la population vit en communauté. Elles sont donc reconnues et n'ont pas de gros problèmes avec le pouvoir politique.

A cette conception qui fait ses preuves surtout dans les pays du Nord de l'Europe s'opposent les petites communautés qui luttent pour une alternative plus radicale.

Les communautés du CRA (France) revendiquent l'autonomie avec des accents nettement libertaires : pas d'agrément ; pas d'institutionnalisation ; pas de compromis avec le pouvoir.

Ce qui signifie clairement une lutte au cas-par-cas avec les pouvoirs publics et les administrations policières, départementales et communales.

Nous avons eu l'exemple de communautés de l'Ariège qui tentent de vivre en tribu, se rapprochant le plus pos-

sible de l'autarcie :

Mais est-il possible d'esquiver à ce point les systèmes qui nous encadrent, nous enferment, nous répriment ?

Nous avons vu que certaines communautés, en se refermant totalement sur elles-mêmes prenaient le risque de recréer les mêmes contradictions de pouvoir. Elles tournent autour d'une image, d'un chef, d'un gourou à qui les membres se plient, se réfèrent : c'est le cas d'une communauté italienne qui sont allés jusqu'à faire leur propre monnaie interne autour d'un «mage» qui de bien entendu fait la pluie et le beau temps.

Le représentant des kibboutz nous a valu aussi de vives discussions.

La vie communautaire semble possible sous tous les systèmes, mais il est à déterminer si elle est au service de l'individu, de sa liberté, de ses choix, ou au service du collectif, du pouvoir, de l'intérêt.

Le véritable débat a tourné autour de ce pôle politique où certains ont mis en avant le DESIR et d'autres le COM-PROMIS.



La communauté Indianer de Nuremberg en Allemagne était présente aux Rencontres. Ils luttent pour les droits des mineurs. L'un de leurs membres, Ulrich Reschke, ainsi que deux autres personnes, Ursula Wagner, étudiante et Annemarie Roth, parlementaire du parti des Verts, ont été jugés en décembre 1984 à Tübingen.

Si vous vous sentez concerné, vous pouvez écrire :

- à l'ambassade d'Allemagne Fédérale, 13 av. Franklin Roosevelt, 75008 PARIS ;

- au juge :

Landgericht Tübingen
Z. H. Herr Dupon
74 Tübingen
Allemagne Fédérale

La communauté Indianer peut vous envoyer toute information complémentaire :

Indianerkommune
Mittler Kanalstrasse 34
D-8500 NURNBERG
ALLEMAGNE FEDERALE
Tel. (0911) 266786
Contact : Karla Langhammer

En tous les cas, nous avons réussi pendant ces rencontres à mettre en commun et sans beaucoup d'organisation, des idées mais aussi des repas, des services, de l'argent, des images, des fêtes :

Des femmes ont réussi à se réunir ensemble et à dénoncer le pouvoir toujours inquiétant du «mâle» dans certaines communautés qui se veulent pourtant égalitaires.

Mais égalitaires en quoi ?

Dans les lieux-de-vie nous mettons en évidence que la différence existe et que seule fonctionne cette réalité de diversité, porteuse de mouvances et de vies.

Les communautés du CRA avaient amené avec elles certaines personnes qu'on nomme fous ou délinquants ou CAS ; elles ont remis en question fondamentalement les idées reçues et nos petites habitudes de réunions tranquilles où la parole est plus facile que l'acte.

Il y eut même des vols et à partir de là tout un forum s'ensuivit avec le témoignage de jeunes qui exprimèrent le pourquoi de leurs actes.

Des représentants de l'«indianerkommune» de Nuremberg nous firent discuter toute une soirée sur la sexualité et les enfants.

C'est là qu'on s'aperçoit rapidement que les communautaires ne diffèrent guère de l'ensemble de l'opinion publique.

Tensions, névroses, idées reçues, angoisses, banalités, moralités resurgissent de tous les coins de la salle.

« Et moi j'ai souffert de... »

« Et moi, je... »

« Et moi, et moi... »

Il est évident qu'avec ce type d'attitude, il y a danger de s'en remettre sur un bouc émissaire et de l'envoyer en prison pour supporter toutes nos peines.

Il est encore temps de s'apercevoir que chacun ne s'appartient qu'à soi et de s'éduquer dans ce sens pour avoir la possibilité de rencontrer l'autre :

Alors le mouvement communautaire ?

Oui il existe ; nous l'avons rencontré.

Il n'y a pas bien entendu de ligne de conduite ou de modèle mais des individus qui se battent pour mieux vivre, pour mieux agir avec pour point commun une tentative d'alternative.

Cette alternative n'exclut pas les pièges habituels rattachés à tous les courants mais il a l'avantage de motiver l'homme dans un désir de mieux être.

Serons-nous capables de ne pas toujours nous faire détruire ou récupérer c'est-à-dire de donner un sens politique à nos projets vécus ?

Claude SIGALA

COMMUNIQUES

SUR UN AIR DE R.L.

Amis lecteurs d'IRL qui vivez en région parisienne, ne soyez pas surpris si, depuis quelques semaines, vous n'entendez plus sur Radio-Libertaire certaines émissions (animées par des militants FA et non FA) : avec sa nouvelle grille des programmes, le nouveau secrétariat radio met en place une nouvelle radio... de variétés!

Ainsi, pour ne pas fatiguer vos esprits et troubler vos digestions par des questions basement politiques le dimanche, jour du Seigneur comme chacun sait, « Disques à la demande » remplace « Peuples en lutte » en début d'après-midi. Dans la même logique, les responsables radio, envisagent-ils de faire la Sociale les seuls jours ouvrables? Il est vrai qu'ils ont le temps d'y songer, et que, dans l'immédiat, il leur importait avant tout de chasser les kanaks, les Corses et autres peuples en lutte de « leur » fréquence, afin d'ôter toute illusion possible sur la solidarité à attendre des « authentiques » anarchistes...

Par ailleurs, ces ramaniements sur 89.4 s'opèrent dans un tel esprit de dialogue et d'ouverture, avec un tel parti pris de fédéralisme que l'on comprend mal, par exemple, la disparition des diverses émissions auxquelles participaient des membres d'IRL-Paris (« Près du radiateur », avec Tapage nocturne; « Peuples en lutte » avec Vanina; après « Les Mille et une pensées libertaires », avec Abdel et Habib, voilà quelques mois). Enfin, on comprend au moins que la « mouvance » n'a pas le « look-R.L. »!

Vanina

RADIO LIBERTAIRE (suite)

En mars 1982, la CNT espagnole en exil invite le groupe d'exilés chiliens « Pedro Nolasco Arratia » à participer, chaque samedi à 14h, à son émission sur Radio-Libertaire.

Un an plus tard, Radio-Libertaire offre à ce groupe un espace d'émission de deux heures, chaque samedi, entre 14 et 16 heures.

L'émission se poursuit sans discontinuer réalisant, à partir de reportages, débats et témoignages, un travail de contre-information sur les problèmes d'actualité des pays d'Amérique latine et ce, jusqu'au 14 septembre. Entre temps l'équipe s'élargit et constitue le « Groupe d'autogestion latino-américain pour la contre information et la solidarité ».

Vendredi soir 20 septembre, nous sommes informés par téléphone par l'un des responsables du secrétariat de Radio-Libertaire que notre émission du lendemain n'aura pas lieu. Raison: la réorganisation de la nouvelle grille d'émissions. Nous sommes par ailleurs invités à nous rendre le lendemain à une réunion traitant de ce problème.

Quatre animateurs de notre groupe se rendent à cette réunion au cours de laquelle nous apprenons qu'il a été décidé de nous retirer l'espace d'émission de chaque samedi et il nous est proposé, comme unique alternative, une heure d'émission le vendredi entre 17 et 18 h ou bien de rejoindre Radio Libertaria dans son émission du lundi soir, à partir de 20 h.

Nous voulons, par cette lettre, manifester notre refus devant des événements que nous aurions aimé voir se dérouler d'une toute autre manière.

Nous voulons établir clairement, au préalable, que nous partageons l'idée que des modifications doivent être apportées dans le sens d'une organisation plus rationnelle des programmes ainsi que d'une amélioration de leur qualité technique, et nous sommes tout prêts à y participer.

Mais nous avons aussi le sentiment que si les animateurs ne se donnent pas les moyens d'avoir un droit de regard sur des questions aussi importantes que le jour, l'heure et la durée des émissions, ils collaborent par omission à la mise en place d'un état de choses qui n'est pas compatible avec les idéaux libertaires: la délégation de pouvoir.

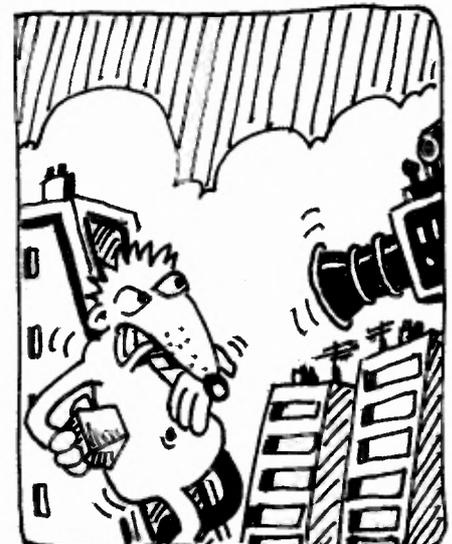
Nous critiquons fréquemment ceux qui fuient les responsabilités et délèguent leurs pouvoirs en se contentant d'être informés sur ce qui a été décidé, pour se plaindre, l'occasion venue, d'être mal gouvernés. Or en acceptant passivement la méthode mise en pratique par le secrétariat de Radio-Libertaire, nous aurions adopté une attitude identique à celle de ceux que nous critiquons.

Nous refusons ainsi d'accepter l'idée qu'une consultation avec les animateurs soit « techniquement infaisable », car ceci revient à renoncer de voir un jour les hommes s'organiser et fonctionner dans une société libertaire. Une telle façon d'agir nous paraît contraire aux principes du fédéralisme et va à l'encontre de nos propres idéaux.

Nous voulons enfin exprimer notre désaccord envers la forme et non pas le fond de la décision qui a été prise. Nous voulons avoir l'opportunité de participer à la confection de la nouvelle grille par une consultation en assemblée des représentants des groupes qui assurent les émissions. Le contraire serait permettre que s'établisse un monopole du pouvoir de décision et ce serait pour les libertaires faire fausse route.

Aujourd'hui, après s'être réuni, notre groupe décide, en conséquence de suspendre sa participation à Radio-Libertaire.

Roberto TORRES et Nestor VEGA
*responsables des émissions
du Groupe d'autogestion latino-
américain pour la contre-information
et la solidarité.*



AGENDA

Le Monde Libertaire nous annonce la parution de son agenda 1986 qui, chaque mois, aborde un thème différent (racisme, Kanaky, etc.). 55 F. en librairie, 37 F. en les achetant par dix (port en sus).

Dans le numéro précédent d'IRL, nous avons interviewé, pour notre dossier sur « les libertaires et le syndicalisme » des camarades de l'ex-SAT qui avaient choisi d'adhérer à la CNT. En parlant de ceux qui, au contraire, avaient fait le choix d'entrer à la CFDT, ils disaient : « A la dissolution du SAT, des camarades ont adhéré à la CFDT pour ne pas rester inorganisés et aussi par crainte de la répression ». C'est cette déclaration qui nous a valu la réponse de ces camarades que nous publions ici.

Nous sommes d'anciens militants du SAT qui avons fait le choix d'adhérer à la CFDT après la dissolution du SAT. Des camarades qui, pour leur part, ont choisi de constituer une CNT se sont exprimés dans vos colonnes.

Ils expliquent leur choix... mais nous mettent en cause pas très gentiment bien que très brièvement. Lecteurs occasionnels d'IRL et mis en cause, nous aimerions pouvoir répondre dans votre journal par ce petit texte.

Nous sommes prêts, si vous pensez que cela peut intéresser vos lecteurs, à avoir avec vous un entretien du type de celui que vous avez eu avec nos camarades... publicité comparative en quelque sorte!

Dans votre numéro 62-63 de l'échéé 85, deux anciens adhérents du Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs des centres de tri PTT du Rhône exposent les motifs de leur décision de constituer un syndicat CNT après la dissolution du SAT.

Dans cet entretien, sans aucun doute intéressant pour les lecteurs d'IRL, ils expliquent brièvement — de leur point de vue — les raisons d'une partie des militants du SAT de faire un choix différent du leur en adhérant à la CFDT.

Nous citons : « A la dissolution du SAT, des camarades ont adhéré à la CFDT pour ne pas rester inorganisés et aussi par crainte de la répression... »

Ce n'est pas très honnête et surtout pas très sérieux de leur part de prétendre qu'un tel choix ait pu être guidé en grande partie par la trouille...

Qui pourrait sérieusement croire qu'être à la CFDT ou même à la CGT constitue une « assurance tout risque » contre la répression ?

Ces courageux camarades nouvellement cénétistes savent pertinemment qu'encore récemment des postiers de Marseille, militants de la CFDT, ont été durement sanctionnés par l'administration (mutations et blâmes) en raison de leur activité syndicale.

Passons...

Nous serions tout à fait disposés à expliquer, à notre tour, aux lecteurs d'IRL les raisons de l'adhésion d'une partie des militants du SAT à la CFDT.

En résumé :

— Il nous semble totalement simpliste et abusif de considérer que la CFDT ne compte dans ses rangs que des « suppôts du socialisme » (A plus forte raison pour ce qui concerne la CFDT-PTT du Rhône actuelle). A titre d'exemple : l'intervention des militants a mis en échec la volonté de signer

les accords sur la flexibilité du travail.

— Le SAT était un petit syndicat mais largement ouvert et diversifié dans sa composition, où se côtoyaient des gens de sensibilités politiques et philosophiques différentes.

Il nous a paru qu'aujourd'hui la CFDT est encore le syndicat le plus apte à nous permettre de perpétuer cette diversité. Rassembler largement des individus différents qui s'organisent est indispensable pour instaurer le débat nécessaire à la vitalité du syndicat.

La CNT étant fondé sur une idéologie politique bien spécifique (certains d'entre nous n'en sont d'ailleurs pas très éloignés) de ce fait ne constitue pas pour nous une véritable alternative au syndicalisme traditionnel, avec le handicap supplémentaire d'un effectif minuscule (400 adhérents à travers la France).

— Nous ne saurions nous contenter d'être des syndicalistes pour la forme ou de principe.

La CFDT, organisation de masse, nous apporte les moyens d'agir activement et efficacement sur le terrain des luttes et de la vie quotidienne dans l'entreprise. Le syndicalisme c'est avant tout l'action syndicale.

— Ajoutons que depuis 6 mois notre pratique et notre action syndicales — sensiblement similaires à celles que nous avions au SAT — n'ont fait l'objet d'aucun obstacle ou censure de la part de « hautes instances ».

Au passage, nous tenons à souligner le caractère **tout à fait gratuit** de l'affirmation selon laquelle : «... les camarades qui veulent adhérer à la CFDT le font avec l'idée d'y pratiquer un syndicalisme à la base, sans s'imiscer dans les problèmes intérieurs de la CFDT, sans participer, en définitive, aux débats internes qui ont lieu dans ce syndicat. »

Trois sur quatre « responsables » CFDT du transbordement-nuit sont des anciens du SAT dont un est au bureau de la section des centres de tri du Rhône. Nous avons participé aux négociations avec la direction départementale des PTT...

Nous entendons assumer nos responsabilités et contribuer aux débats internes du syndicat.

Pour finir, précisons que le tract « le SAT c'est fini », que publie IRL, a été entièrement élaboré par nous autres « les fourbes » et que nos camarades nouvellement CNT qui l'ont à peine combattu sembleraient aujourd'hui lui trouver toutes les vertus... tant mieux!

Cela prouve que nos points de vue sur le syndicalisme ne sont pas éloignés... et qu'il doit être possible, en unissant nos efforts dans les luttes, de progresser sur le terrain revendicatif. Il y en a grand besoin!

Salutations syndicalistes
Gilles et Yves



connais que votre idéal a du bon, comme Brassens reconnaît son prestige à Claudel : « mais qu'on aille chercher dedans son œuvre pie, un aphrodisiaque, alors ça, ça me fige ! » Quand tu baisses, camarade, à quoi te sert ton anarchie ? Expliquez-moi en quoi l'« orgone » cher à Reich (qui n'en avait rien à foutre de l'anarchie mais que IRL veut faire rentrer dans son petit panthéon) se distingue des multiples concepts mystiques que l'histoire des religions nous offre en abondance !

Entre parenthèses, parmi les noms célèbres dont vous voulez utiliser la notoriété pour vous faire mousser vous-mêmes, il y a, dernier élu de votre cœur : Camus. Ce Camus, qui écrit, p. 49 du tome II dans Carnets (collection Soleil chez Gallimard) « La vie sexuelle a été donnée à l'homme pour le détourner peut-être de sa vraie voie. C'est son opium... »

Voilà quelqu'un qui selon Reich devait souffrir de troubles de l'orgasme. Un rapprochement à creuser. Mais, je vous en prie, ne cherchez pas à nous faire croire que l'un ou l'autre était un vrai anarchiste *sans le savoir*. Car pour l'un comme pour l'autre vous dites bien la vérité : il ne se disait pas anarchiste, mais vous voulez faire croire qu'il n'avait pas de raison à cela.

Je crois en l'esprit critique, l'anarchisme est pour lui, un cadre moins mauvais que l'université ou la presse mondaine ; il reste cependant un cadre trop étroit. Vive Reich ! Vive Camus ! Vive IRL ! Vives les gens qui pensent ! Mais par pitié, pas d'amalgame idéologique ! même si ce sont des amalgames sous-entendus. Reich et Camus n'ont plus besoin de vous. C'est vous qui avez besoin d'eux. Leur pensée vous éclaire. Tant mieux. Mais hélas votre pensée n'éclaire guère la leur.

2/ **Forces sociales.** Il y a dans IRL quelque chose qui me chagrine encore plus : c'est l'insuffisance (pour ne pas dire l'absence) de la définition des forces qui changent le monde : mettant la charrie devant les bœufs, vous lancez un débat sur le *syndicalisme* en oubliant de vous interroger sur la *classe ouvrière* dans un monde où les travailleurs productifs sont chaque jour moins nombreux (tant à cause du développement du chômage que de l'augmentation de l'effectif du secteur appelé « tertiaire » qui comprend un grand nombre d'emplois strictement parasitaires).

Avant de se demander comment pourrait s'organiser « la classe », il faudrait m'expliquer comment ceux qui jouissent du privilège d'un travail pourraient, par un élan altruiste incroyable, se préoccuper soudain des chômeurs.

Quelle force peuvent constituer des travailleurs (syndiqués ou non) paralysés par la peur du chômage ? En période d'expansion économique le patron d'une entreprise en grève perd de l'argent et est prêt à céder. En période de stagnation, le patron d'une boîte où il y a de l'agitation cherche à

On peut faire pas mal de critiques à IRL. Avant de développer longuement cet aspect de mes préoccupations, je tiens à définir ce que je recherche dans une publication de ce genre : C'est un lieu où l'on *pense*. Cette pensée, quoique trop souvent, sommairement exprimée, me paraît plus *profonde* que celle, pourtant beaucoup plus élaborée, qui se pratique à l'université, par exemple, aussi bien que dans des journaux plus conformistes.

D'autre part, la lecture d'IRL est pour moi une tentative d'être fidèle à mon passé d'anar lyonnais de 1967 à 1970.

Pensée peu conformiste, la pensée d'IRL l'est pourtant, à mes yeux, encore beaucoup trop :

1/ **Pourquoi anarchiste ?** S'il faut un idéal, on pourrait en formuler facilement de plus subtil(s). Certes votre souhait de vous émanciper de toute domination me convient. On se demande, cependant, dans quelle mesure vous voulez bien voir que ce souhait lui-même est contingent à certaines situations dans lesquelles il naît. L'idéal anarchiste est né au dix-neuvième siècle. Que valait selon vous, la vie des gens qui vécutent auparavant ? Certains d'entre vous diront qu'ils étaient exploités et luttèrent contre cette exploitation sans qu'ils fussent suffisamment éclairés sur le sens de leur lutte. Un tel point de vue de curés récupérateurs me paraît inadmissible. D'autres diront que toute réflexion sur l'histoire ancienne n'est que ratiocinations d'intellectuels coupés de la réalité quotidienne. Peut-être, mais alors pourquoi, pour se situer dans la réalité d'aujourd'hui, faire référence à une idéologie centenaire ?

Une pensée politique ne peut éluder une réflexion sur l'histoire. Et l'histoire ne commence pas avec Proudhon. A part ça, je re-

fermer la boutique, quitte à ré-ouvrir ailleurs.

Je vous avais déjà touché deux mots de mes préoccupations à ce sujet. Je l'avais fait sur un papier format papier-cul. Cette fois j'espère y avoir mis les formes, j'espère donc que ce texte aura une SUITE de votre part (c'est à dire soit une réponse, soit une publication, soit toute autre initiative plus originale).

Cordialement,
Jean-pierre BRES

P.S. Je suis du genre à avoir besoin de m'inventer des ennemis. Personne ne doute que je puisse en trouver de plus vrais ailleurs qu'à IRL. Un journal comme le vôtre qui est une entreprise collective a peut-être quelques difficultés à avoir des relations sereines avec un isolé. Comme moi qui compense une certaine impuissance à mener sa propre barque par des discours véhéments. Mon cas pathologique n'est certainement pas rare et ne vous surprendra pas. Donc n'attachez pas trop d'importance au ton et **occupez-vous de mes arguments !**



Les reproches que tu nous adresses ne nous paraissent pas justifiés.

- Sur l'histoire :

Il ne serait venu à l'esprit d'aucun d'entre nous de penser que l'idéal anarchiste naquit brusquement, pour ainsi dire ex nihilo, au XIXème siècle. Tu poses les questions et donnes les réponses. En outre tu sembles ignorer la publication dans le numéro 58 de l'article « Liberté et maîtres ne font pas bon ménage ».

Si un copain vante Reich, si l'ACL (structure indépendante d'IRL, et composée d'un quart des animateurs de la revue) publie une brochure sur Camus, IRL ne devient pas pour autant, dans son ensemble, admirateur de ces deux auteurs.

- La question des forces sociales qui est d'une importance décisive :

Nous ne l'avons pas escamotée. Quatre articles récemment parus (A la recherche du fédéralisme dans le n. 60, l'interview de Murray Bookchin dans le n. 61 et les remarques faites sur l'interview dans les n. 62 et 63) peuvent être considérés comme l'ouverture d'un débat sur la société contemporaine et la classe ouvrière. Pourquoi ne pas y participer au lieu de se poser en donneur de leçon ?

La seule critique que l'on pourrait faire à IRL, c'est de ne pas avoir abordé le problème de façon suffisamment frontale, et en permanence.

Ta lettre n'est qu'une suite de procès d'intention.

Pour terminer, nous dirons que l'anarchisme n'est ni une idéologie, ni une science, mais une philosophie et une pratique qui remettent en cause tous les statuts idéologiques et sociaux. C'est à ce titre que nous nous en réclamons.

colloque

lyon 8 et 9 février 1986

au-delà

de la démocratie

« Elections pièges à con! ». « Une seule solution la Révolution! »

Peut-être.

Mais ils ont voté et ils en sont fiers. Quand les gens sont empêchés de voter c'est pire, tout le monde le sait.

Et pourtant.

La critique anarchiste de la démocratie représentative et du suffrage universel s'appuie sur des arguments solides, mais le terrain de la politique est peu perméable à la rationalité d'une démonstration ou à la pertinence d'une idée. Il est nécessaire aussi de s'affronter aux passions, aux intérêts divergents, à l'aliénation du travail salarié, de l'exploitation, de la domination. Il faut combattre dans les mille sentiers de la servitude volontaire.

Malgré tout la critique juste peut frapper fort à condition de sortir de la formule qui se répète, du slogan qui convainc les convaincus, et d'approfondir l'analyse du système dominant et de l'imaginaire collectif qui justifient le comportement quotidien soumis au « réalisme politique ».

En ce moment tous les partis politiques de « droite » ou de « gauche » — si on peut encore parler d'une « gauche » politique en France — se préparent pour affronter une nouvelle échéance électorale. Les élections sont le moment fort de la Démocratie. Le vote est le symbole de la souveraineté du peuple. Le citoyen croit — certes, sans trop se poser de questions — en la théorie de la délégation et de la représentativité.

L'occasion est alors propice pour discuter de cet au delà de la démocratie proposé par l'anarchisme. La démocratie directe a été déclarée impossible dans les sociétés complexes et la démocratie représentative fonctionne à travers des institutions politiques qui maintiennent l'hégémonie d'une classe sur les autres, qui concentrent le pouvoir de décision dans les mains d'une minorité privilégiée et qui perpétuent l'illusion d'une volonté populaire qui s'exprime lorsque les gouvernants ou le « législateur » la sollicitent. Face aux totalitarismes triomphants les démocraties font meilleure figure mais les mécanismes du pouvoir politique soutiennent la structure hiérarchique de la société et, qu'elle vienne de Dieu ou du peuple, la volonté souveraine est au sommet.

Pour plus de renseignements, écrire à ACL 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon

COMMUNIQUES

la dictature, je grogne!
la royauté, je grinche!
l'Etat religieux, je râle!
la démocratie, je ronchonne!



toujours de
mauvaise humeur,
hein? Essayez
donc l'anarchie!!



LIBERTÉ POUR LES ANTI-FASCISTES DE TOULOUSE

Peut-on condamner pour assistance à l'insurrection en danger? Il est impensable qu'un procès soit fait aux camarades toulousains qui ont voulu, par leurs écrits et leurs actions montrer du doigt l'hydre raciste et fasciste représentée par le front national.

Au nom des libertés, le pouvoir a supprimé la Cour de Sécurité de l'Etat. C'est bien, mais il ne faudrait pas qu'à présent la justice condamne des actes politiques sur l'unique base des moyens employés, en ignorant les motivations pourtant très explicites.

— Accepter qu'ils soient condamnés, ce serait accepter que l'on jette les arabes par les fenêtres de train.

— Accepter leur condamnation, ce serait redorer le blason du pétainisme.

— Accepter leur condamnation, ce serait cautionner les tortures en Algérie

— Accepter leur condamnation, ce serait se taire, puis finalement enterrer des valeurs qui ont été bannies depuis la libération.

Avec nous, refusez qu'au delà du procès, la liberté soit condamnée.

A.A.E.L. BP 105 31013 Toulouse
cédex.

OBJECTIONS CREVE?

Objections, journal né il y a plus de 10 ans, va peut-être crever. Il y a peu d'espoir, si Objections s'arrête aujourd'hui, qu'un journal de ce type reparaisse dans les années qui viennent.

L'objectif serait de stabiliser le nombre des abonnés, et d'améliorer le fonctionnement en CJ (Commissio journal). Pour cela, il faut qu'il y ait un minimum de 6 villes qui les prennent en charge.

En attendant, on peut s'abonner (10 n. 100F).

Objections BP 10 75261 Paris
cédex 06.

AUTOGESTIONS

«Autogestions» n. 20-21, 80F, est entièrement consacré au Canada de langue française. On peut discuter la formule qui ignore les expériences alternatives canadiennes anglo-saxonnes; on peut également s'étonner de l'absence de voix du Canada français dont nous nous sommes fait l'écho et qui sont, par leur démarche et leur pratique, dans la mouvance autogestionnaire: Roussopoulos et Schecter (IRL n. 50 et 33). Mais il faut prendre le numéro tel qu'il est: les premiers articles sont prometteurs, notamment sur le féminisme, puis on a une suite de petits échos qui gagneraient à être plus développés. Un bon numéro, mais à continuer.

F.M.

C.P.C.A.

Le «CPCA» (Centre de Propagande et Culture Anarchiste) en est à son 31ème numéro. Après un dossier fumant sur la CNT (n. 26-28), ce numéro contient une petite évocation de la FCL de Fontenis et compagnie (1953-56) à travers «Le Libertaire». Si le CPCA continue comme ça, il va falloir le sous-titrer comme une revue satirique qui existait en

Espagne: «La revue la plus audacieuse pour le lecteur le plus intelligent»!!! BP 21 94 190 Villeneuve St-Georges, 7F.

L'EN-DEHORS A 5 ANS

Pour fêter ses 5 ans, l'En-Dehors, librairie associative et anti-autoritaire, organise un mois d'animation. A l'heure où vous recevrez IRL, ce mois sera bien entamé. Avec un peu de chance, vous pourrez participer à:

— un spectacle avec Leny Escudero et S. Utge Royo le 15 oct., 20h30 à la salle des fêtes Grand Parc.

— une rencontre sur la Pologne le 18 octobre 20h30 salle municipale Grand Parc.

— une rencontre sur le mouvement consommateur le 22 oct, 20h30 à la librairie.

Du 14 au 26 oct, exposition BD Chantal Montellier avec une rencontre le 25 oct: «Les femmes et la BD». Du 4 au 23 nov, exposition Batellier, avec une rencontre le 15 nov. sur «BD et engagement politique». Pour plus de renseignements: L'En-Dehors, 46 rue du Mirail, Bordeaux.

C.E.R.E.L.

Créé il y a une dizaine d'années, le Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Expression Libre, nous propose:

— la bibliothèque Albert Camus, proposant un fonds de 5000 titres.

— Le conservatoire international de l'affiche et des mémoires populaires.

— les camps internationaux de vacances.

— le centre de formation Francisco Ferrer.

CEREL, 1 place du presbytère
BP 49 11300 LIMOUX.

CONTROLE SOCIAL ET MILITARISATION

La FA, l'UPF et le CAIO organisent un colloque sur «contrôle social et militarisation» le 1, 2 et 3 novembre à la faculté d'Orsay. Ce colloque sera axé sur 3 thèmes: — Idéologie de la militarisation — Utilisation de la recherche — Militarisation au quotidien. Pour tout renseignements: CAIO, BP 103 75522 Paris cédex 11.

RESTEZ BRANCHES LISEZ COURANT ALTERNATIF

Courant Alternatif, mensuel édité par l'OCL change de «look» (1ère page, introduction de rubriques, nouveau maquetage) à partir de son numéro 49 d'octobre 85. Son fonctionnement complètement décentralisé en fait une revue réalisée d'un bout à l'autre le plus COLLECTIVEMENT possible. En effet, le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peut y participer des gens intéressés au même titre que des militants OCL... Ce fonctionnement n'est pas un «doux rêve» mais une réalité depuis déjà 5 ans!

Dans son n. 49, vous pourrez y lire, entre autres, un dossier sur la Guadeloupe.

15 F. le n., (36 pages)
Abt: 140 F/an en 1 ex., 260 en 2 ex et 360 en 3 ex.

Chèque ou mandat à l'ordre de Denis JEAN et adressés à:
EGREGORE BP 1213 51058
Reims Cédex.